



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

FEVRIER 2019

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	07
Séance du mercredi et jeudi 19 et 20 décembre 2018	08
Séance du jeudi et vendredi 14 et 15 février 2019	12

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER – 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 19 ET 20 DÉCEMBRE 2018

N° 18-565-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU MARCHÉ COUVERT (RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC) 08

N° 18-566-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR L'ÉTUDE D'AMÉNAGEMENT URBAIN SCHÉMA DIRECTEUR (RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC) 10

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 14 ET 15 FÉVRIER 2019

N° 19-01-1 – PORTANT APPROBATION DE L'ORGANISATION D'UNE JOURNÉE PORTES OUVERTES À LA BIBLIOTHÈQUE DE PRÊT POUR LA MISE EN PLACE D'UNE FOUILLOTHÈQUE 12

N° 19-02-1 – PORTANT APPROBATION DE RÉDUCTIONS EXCEPTIONNELLES DE 30% 50% ET 70% SUR DES ARTICLES ET PRODUITS CULTURELS VENDUS DANS LES BOUTIQUES DES MUSÉES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 14

N° 19-03-1 – PORTANT HARMONISATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES COLLEGES 16

N° 19-04-1 – PORTANT TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE DE LA MARTINIQUE (CCSTI) 20

N° 19-05-1 – PORTANT ANNULATION D'UNE CRÉANCE NÉE DE PRÊTS ÉTUDIANTS AU BÉNÉFICE DE MADAME 22

N° 19-06-1 - PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA PRÉVENTION DES MALADIES VECTORIELLES TRANSMISSES PAR LES INSECTES 24

N° 19-07-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA GESTION DES CONTRIBUTIONS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN GUADELOUPE, EN GUYANE, EN MARTINIQUE, À MAYOTTE, À LA RÉUNION, À SAINT-BARTHÉLEMY ET À SAINT-MARTIN 26

N° 19-08-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET N°..... DU XXX PRIS POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 51 DE LA LOI N°2018-607 DU 13 JUILLET 2018 RELATIVE À LA PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2019 À 2025 ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE ET CRÉANT UN RECOURS ADMINISTRATIF PRÉALABLE OBLIGATOIRE EN MATIÈRE DE PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ 28

N° 19-09-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 313 BA DE L'ANNEXE III AU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS RELATIF AUX MODALITÉS D'ACQUITTEMENT DU DROIT DE TIMBRE RELATIF À LA DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS 30

N° 19-11-1 - PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-443-1 DU 31 OCTOBRE 2018, RELATIVE À L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LADOM AU TITRE DE L'ANNÉE 2019 32

N° 19-12-1 – PORTANT ORGANISATION DU CHAMPIONNAT TERRITORIAL DES APPRENTIS 34

N° 19-13-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 DÉCEMBRE 2018 37

N° 19-14-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GROUPEMENT DE DÉFENSE SANITAIRE DE LA MARTINIQUE (GDSM) POUR LA RÉALISATION DE SES ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 39

N° 19-15-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SES OPÉRATIONS D'ENCADREMENT TECHNIQUE AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 41

N° 19-16-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION JEUNES AGRICULTEURS DE MARTINIQUE (JA) POUR LA RÉALISATION DE SES ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 43

N° 19-17-1 - PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA COOPÉRATIVE D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE (CUMA) MALGRÉ TOUT POUR L'ACQUISITION DE DEUX TRACTEURS 45

N° 19-18-1 – PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL D'AIDE À LA CRÉATION ET À LA REPRISE D'ENTREPRISES DE PÊCHE ET DE LA PRIME À L'INSTALLATION DE JEUNES PÊCHEURS 47

N° 19-19-1 – PORTANT RÉFORME DU DISPOSITIF D'AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) ET AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI) 54

N° 19-20-1 – PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL D'AIDE AUX ACTIONS DE SOUTIEN, DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA FILIÈRE HALIEUTIQUE ET AQUACOLE 61

N° 19-21-1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2018 DU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS (CRPMEM) 68

N° 19-22-1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE À LA GESTION DES GÉNITEURS D'OMBRINE OCELLÉE ASSURÉE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER (IFREMER) EN 2018 70

N° 19-23-1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE À LA 13^{ÈME} ÉDITION DU CONCOURS DE PÊCHE DE L'ASSOCIATION ZAGAYAK 72

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER – 2019

N° 19-24-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE À MONSIEUR POUR LE REDÉMARRAGE DE SON ACTIVITÉ DE PÊCHE

74

N° 19-25-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOCIÉTÉ DES COURSES DE LA MARTINIQUE À TITRE DE CONTRIBUTION À L'ORGANISATION DE LA 4ÈME ÉDITION DU GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (ÉDITION 2019)

76

N° 19-26-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-211-1 DES 19 ET 20 JUILLET 2016 PORTANT GARANTIE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 408 095,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX POUR UNE « RESIDENCE SENIORS » DONT 18 LLS ET 8 LLTS À L'ANCIENNE ÉCOLE DES FILLES, BOURG 3, AU FRANÇOIS

78

N° 19-27-1 - PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR L'IMPORTATION D'UN BIEN DESTINÉ AUX OPÉRATEURS RELEVANT DU CODE NAF 5222Z

105

N° 19-28-1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE NAVIRES DESTINÉS AUX ACTIVITÉS DE TRANSPORTS MARTIMES ET CÔTIERS DE PASSAGERS

107

N° 19-29-1 –PORTANT EXTENSION DE LA LISTE DES BIENS EXONÉRÉS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DES AÉRONEFS

109

N° 19-30-1 –PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES)

136

N° 19-31-1 –PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « CIRAD (CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT) POUR BIO-PIMENTA PROTEC: DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU PRODUIT DE BIOCONTRÔLE À BASE DE BOIS D'INDE (PIMENTA RACEMOSA) POUR LA PROTECTION DES CULTURES MARAÎCHÈRES EN MARTINIQUE - RMAR160218DA0970010 »

139

N° 19-31-2 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À «GROUPEMENT DE DÉFENSE SANITAIRE DES APICULTEURS MARTINICAIS POUR INVESTISSEMENT COLLECTIF DANS LE CADRE DE LA MODERNISATION DES EXPLOITATIONS ET DE LA LUTTE SANITAIRE - RMAR040117DA0970008 »

142

N° 19-31-3 –PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « SARL HABITATION ASSIER POUR PLANTATION DE VITROPLANTS DE BANANE (14,78 HA RAMENÉS À 3,91 HA), AMÉNAGEMENT DU HANGAR, MÉCANISATION DE LA GESTION DE L'ENHERBEMENT ET RÉALISATION DE TRACES (2017) - RMAR040116DA0970327 »

145

N° 19-31-4 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « JOSEPH GLADYS (JA) POUR MISE EN PLACE D'UNE PORCHERIE AVEC LE MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT ET CULTURE DE BANANES CRÉOLES- RMAR040117DA0970060- JA »

148

N° 19-31-5 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À «SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE POUR AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION DES PARCELLES AGRICOLES – PLANTATION DE CANNES (29,13 HA RAMENÉS À 22,44 HA) - ACQUISITION DE MATÉRIEL CONFECTION DE TRACES 2017 - RMAR040117DA0970003 »

151

N° 19-31-6 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE POUR AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION DES PARCELLES AGRICOLES - PLANTATION DE CANNES (29,86 HA RAMENÉS À 28,64 HA)ACQUISITION DE MATÉRIEL - CONFECTION DE TRACES- 2016 - RMAR040116DA0970098 »

154

N° 19-32-1 - PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE MADAME DANS LE CADRE DU TROPHÉE COBATY

157

N° 19-32-2 – PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE MONSIEUR DANS LE CADRE DES RENCONTRES ANNUELLES DES LANGUES ET CULTURES RÉGIONALES

159

N° 19-32-3 – PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE MEMBRES DE LA DÉLÉGATION DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA COP 21

161

N° 19-32-4 – PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE MEMBRES DE LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU CONGRÈS NATIONAL DE LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS GÉNÉRALES ÉTUDIANTES

163

N° 19-33-1 – PORTANT MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF CADRE À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE PORTANT ORGANISATION DU DÉPÔT DES DOSSIERS DE DEMANDES DE SUBVENTIONS RELATIVES AUX CHAMPS DES SOLIDARITÉS

165

N° 19-34-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES « LES FILAOS » EN VUE DU REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE

168

N° 19-35-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) POUR LA MISE EN PLACE DE SES ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

170

N° 19-36-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AFROP HAND POUR LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS FAVORISANT LA MIXITÉ SOCIALE ET L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET POUR L'ORGANISATION DU SALON « AUTONOM' ACCESS » 2018

172

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER – 2019

N° 19-37-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE - PÔLE DE RECHERCHE DE LA CARDIOLOGIE POUR L'ÉVALUATION DES VARIATIONS DE FRÉQUENCE CARDIAQUE DES SUPPORTERS DE GOLF DE L'OPEN DE FRANCE ET DE LA RYDER CUP 2018 INTITULÉE « ÉTUDE RYDER HEART »

174

N° 19-38-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA SEMAINE BLEUE AU CENTRE EMMA VENTURA AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

176

N° 19-39-1 - PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CENTRE HOSPITALIER DU SAINT-ESPRIT POUR LA REMISE EN ÉTAT DE SES SERVICES APRÈS INONDATION

178

N° 19-40-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO SOCIAL (URASS) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

180

N° 19-41-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE- UDAF 972 - POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

182

N° 19-42-1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU TÉLÉTHON AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

184

N° 19-43-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE CONTRE LE CANCER- LCC – COMITÉ MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA 9ÈME ÉDITION DU RELAIS POUR LA VIE - OCTOBRE 2018

186

N° 19-44-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION L'ASSOCIATION AMAZONES AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

188

N° 19-45-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ACTION SIDA MARTINIQUE POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

190

N° 19-46-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PRÉVENTION DE LA DRÉPANOCYTOSE (APIPD) POUR LA 4 ÈME ÉDITION DU DRÉPRACTION MARTINIQUE - EXERCICE 2018

192

N° 19-47-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE RIVIÈRE-PILOTE POUR L'ORGANISATION D'UN FORUM « SANTÉ, SPORT ET BIEN-ÊTRE »

194

N° 19-48-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES SOINS PALLIATIFS DE LA MARTINIQUE (ASPM) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

196

N° 19-49-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ MARTINICAIS DE PRÉVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE- CENTRE DE SOINS, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PRÉVENTION EN ADDICTOLOGIE (CMPAA-CSAPA) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS EXERCICE 2018

198

N° 19-50-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAF) POUR L'ORGANISATION DU « SÉMINAIRE DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE »

200

N° 19-51-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAF) POUR SON PROJET D'INFORMATISATION DES SERVICES

202

N° 19-52-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOCIÉTÉ SAINT VINCENT DE PAUL (SSVP) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

204

N° 19-53-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR SOLDE À LA MISSION LOCALE DU CENTRE {MILCEM} AU TITRE DE SON PROGRAMME D' ACTIVITÉS DU 1ER AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2018

206

N° 19-53-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR SOLDE À LA MISSION LOCALE DU SUD (MILES) AU TITRE DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU 1ER AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2018

208

N° 19-53-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR SOLDE À LA MISSION LOCALE DU NORD (MILNORD) AU TITRE DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU 1ER AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2018

210

N° 19-54-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA COOPÉRATIVE D'ACTIVITÉS ET D'EMPLOI - ESPACE D'ENTRAIDE ET DE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS (CAE-EDEA) POUR LE PROGRAMME D'APPUI À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES PAR DES PERSONNES EN INCLUSION

212

N° 19-55-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU FOYER RURAL DE CHOPOTIE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS ET L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

214

N° 19-56-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ASPIRE PLUS POUR LA MISE EN OEUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

216

N° 19-57-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LES AILES DES ANGES POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS, AU TITRE DES EXERCICES 2017 ET 2018

218

N° 19-58-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MOUVEMENT D'ACTIONS POUR DE NOUVELLES INITIATIVES BASÉES SUR L'ANIMATION (MANIBA) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS DE L'EXERCICE 2018

220

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER – 2019

N° 19-59-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA RÉSIDENCE DE LA POINTE SIMON (ALRP) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

222

N° 19-60-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION RÉGIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ARACT) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS - EXERCICE 2017 ET EXERCICE 2018 AU TITRE DE LA MESURE 5.1.2 DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT-RÉGION-DÉPARTEMENT (CPERD) SOUTIEN DE L'ACTION DE L'ARACT

224

N° 19-61-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DE DISPONIBILITÉ POUR ACTIVITÉ DE FORMATION ET MISSIONS OPÉRATIONNELLES AU PROFIT D'AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

226

N° 19-62-1 – MISE EN PLACE DE LA CHARTE INFORMATIQUE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

228

N° 19-63-1 – PORTANT RECRUTEMENT D'ÉTUDIANTS DOCTORANTS PAR CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE)

250

N° 19-64-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CHARTE RELATIVE À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DES AGENTS TECHNIQUES TERRITORIAUX DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT (ATIE) AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT (EPLÉ) ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EPLEFPA)

252

N° 19-65-1 - PORTANT MOTION DE SOUTIEN AU PROJET DE LA CITE DU RHUM

274



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-565-2-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-565-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU MARCHÉ COUVERT (RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC)

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1924-14 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville du Lorrain au titre de l'Aide du Conseil Régional aux communes - programme 2014 ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°11-1483-8 du 4 octobre 2011 portant octroi d'une subvention à la Ville du Lorrain (programme d'Aide du Conseil Régional aux Communes – année 2010) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée, la réaffectation de la subvention de 42 000 € attribuée à la Ville du Lorrain, par délibération du Conseil régional de Martinique n°11-1483-8 du 4 octobre 2011, pour l'opération « Acquisition du terrain CABRIMOL », aux travaux de réhabilitation du marché couvert.

ARTICLE 2 : Est décidée, la réaffectation de la somme de vingt sept mille six cent euros (27 600 €) de la subvention de 147 000,00 € attribuée à la Ville du Lorrain, par délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1529-14 du 24 septembre 2015, pour l'opération « Construction d'une structure de garde », aux travaux de réhabilitation du marché couvert.

ARTICLE 3 : La subvention attribuée à la Ville du Lorrain, pour les travaux de réhabilitation du marché couvert est d'un montant total de soixante neuf mille six cents euros (69 600,00 €).

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-566-1-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-566-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR L'ÉTUDE D'AMÉNAGEMENT URBAIN SCHÉMA DIRECTEUR (RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC)

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°12-1835-12 du 07 décembre 2012 portant octroi d'une subvention à la Ville du Lorrain (Aide du Conseil Régional aux Communes ACRC – programme 2011) ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°13-1561-14 du 23 juillet 2013 portant octroi d'une subvention à la Ville du Lorrain au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes programme 2012) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée, la réaffectation de la subvention de 70 000,00 € attribuée à la Ville du Lorrain, par délibération du Conseil régional de Martinique n°12-1835-12 du 07 décembre 2012, pour l'opération « Aménagement du 1^{er} étage de la Mairie – 2^{ème} phase », à l'opération « Étude d'Aménagement Urbain Schéma Directeur ».

ARTICLE 2 : Est décidée, la réaffectation de la subvention de 48 000 € attribuée à la Ville du Lorrain, par délibération du Conseil régional de Martinique n°13-1561-14 du 23 juillet 2013, pour l'opération « Aménagement place de la Mairie », à l'opération « Étude d'Aménagement Urbain Schéma Directeur ».

ARTICLE 3 : Est décidée, la réaffectation de la subvention de 50 000 € attribuée à la Ville du Lorrain, par délibération du Conseil régional de Martinique n° 13-1561-14 du 23 juillet 2013, pour l'opération « Réhabilitation du logement de CARABIN », à l'opération « Étude d'Aménagement Urbain Schéma Directeur ».

ARTICLE 4 : La subvention attribuée à la Ville du Lorrain, pour l'opération « Étude d'Aménagement Urbain Schéma Directeur » est d'un montant total de cent soixante-huit mille euros (168 000,00 €).

ARTICLE 5 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif les mesures d'ajustement relatives à la présente décision.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-01-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-01-1

PORTANT APPROBATION DE L'ORGANISATION D'UNE JOURNÉE PORTES OUVERTES À LA BIBLIOTHÈQUE DE PRÊT POUR LA MISE EN PLACE D'UNE FOUILLOTHÈQUE

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 11 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en place d'une « fouillothèque », à la Bibliothèque de prêt.

Il s'agit de dons d'ouvrages retirés des collections et qui seront proposés au public au cours du dernier semestre 2019, dans le cadre des journées portes ouvertes.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-02-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-02-1

PORTANT APPROBATION DE RÉDUCTIONS EXCEPTIONNELLES DE 30 % 50 % ET 70 % SUR DES ARTICLES ET PRODUITS CULTURELS VENDUS DANS LES BOUTIQUES DES MUSÉES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°01-1574 du 20 décembre 2001 portant adoption d'une remise exceptionnelle de 30% sur les articles de fins de série vendus dans les boutiques des musées régionaux ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'arrêté délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n°16-84-1 du 1^{er} juin 2016 portant création d'une régie de recettes et d'avances dans les Musées de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté délibéré n°16-83-1 du 12 avril 2016 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du C.D.S.T. (Centre de découverte des sciences et de la terre) de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté délibéré n°17-2-1 du 21 mars 2017 portant modification de l'arrêté-délibéré n°16-389-1 du 28 juillet 2016 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du Domaine de Fonds Saint-Jacques de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont autorisées, des réductions exceptionnelles de 30%, 50% et 70% portant sur les tarifs d'articles ou produits culturels vendus dans les boutiques des Musées (Musée d'Histoire et d'Ethnographie – Musée d'Archéologie et de Préhistoire – Maison de la Canne – Musée de la Pagerie – Ecomusée de Martinique – Maison des Volcans – Musée du Père Pinchon – Centre de Découverte des Sciences et de la Terre – Domaine de Fonds Saint Jacques) lors :

- des périodes officielles de soldes,
- des manifestations organisées dans les murs (vernissages d'expositions, nuit des musées, journées du patrimoine),
- de la manifestation « grandes vacances au musée », dans chacun des musées à tour de rôle concerné par l'opération,
- des opération hors les murs.

ARTICLE 2 : Les réductions sur les manifestations mentionnées à l'article 1 sont fixées comme suit :

- 30% sur les articles qui sont en stock depuis 2 ans,
- 50% sur les articles qui sont en stock depuis 3 ans,
- 70% sur les articles de plus de 3 ans.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-03-01-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-03-1

PORTANT HARMONISATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES COLLEGES

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 12 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est adopté le tarif cible applicable à la restauration scolaire dans les collèges, d'un montant de DEUX EUROS ET VINGT CENTIMES (2,20 €) par repas.

ARTICLE 2 : Sont adoptés, la procédure de lissage tarifaire et la compensation annuelle de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), afférentes à la mise en place de ce tarif, telles que décrite en annexe 1 de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Est adopté le principe de l'ajustement annuel de la compensation de la Collectivité Territoriale de Martinique, au regard des variations des coûts de revient des repas et de la Prestation Accueil et Restauration Scolaire (PARS) .

ARTICLE 4 : Est adoptée telle que figurant à l'annexe 2, la tarification de la restauration des commensaux.

ARTICLE 5 : Est adoptée l'extension du Fonds Départemental de Rémunération de Personnels d'Internat (FDRPI) aux commensaux, au taux effectif pour les collégiens dans chaque établissement.

ARTICLE 6 : À compter du 1^{er} avril 2019, le Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH) et la cotisation des collèges destinée à alimenter ce fonds (1,25 % des recettes de restauration) sont supprimés.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 8 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 16 abstentions, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Tarif cible

Annexe 1 à la délibération n° 19-03-1

Annexe 2-3 Lissage Scénario à 2,20€ - 3 ans																	
Collège	Effectif 1/2 pension	Part. familiale	Tarif cible	Différentiel par rapport à situation actuelle	Différentiel en %	Tarif - Année 1	différentiel € par rapport situation actuelle	Diférentiel en % par rapport situation actuelle	Compensation CTM Année 1	Tarif - Année 2	différentiel par rapport année 1	différentiel en % par rapport année 1	Compensation CTM Année 2	Tarif - Année 3	différentiel € par rapport année 2	différentiel en % par rapport année 2	Compensation CTM Année 3
Roger Castendet	480	2,18 €	2,20 €	0,02 €	0,92%	2,20 €	0,02 €	0,92%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Fernand Donatien	223	2,10 €	2,20 €	0,10 €	4,76%	2,20 €	0,10 €	4,76%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Godissard "J. Julius"	230	1,87 €	2,20 €	0,33 €	17,65%	2,07 €	0,20 €	10,70%	6 011,28 €	2,20 €	0,13 €	6,28%	Déséquilibre	2,20 €	- €	0,00%	Déséquilibre
Jacques Roumain	590	1,55 €	2,20 €	0,65 €	41,94%	1,75 €	0,20 €	12,90%		1,95 €	0,20 €	11,43%		2,20 €	0,25 €	12,82%	
Isidore Pelage	160	2,10 €	2,20 €	0,10 €	4,76%	2,20 €	0,10 €	4,76%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Vauclin	320	2,00 €	2,20 €	0,20 €	10,00%	2,20 €	0,20 €	10,00%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Gérard Café	404	1,69 €	2,20 €	0,51 €	30,18%	1,89 €	0,20 €	11,83%	15 777,33 €	2,09 €	0,20 €	10,58%	5 584,90 €	2,20 €	0,11 €	5,26%	
J. Emile Adenet	564	1,69 €	2,20 €	0,51 €	30,18%	1,89 €	0,20 €	11,83%	22 025,78 €	2,09 €	0,20 €	10,58%	7 796,74 €	2,20 €	0,11 €	5,26%	
Petit Manoir	450	1,68 €	2,20 €	0,52 €	30,95%	1,88 €	0,20 €	11,90%	18 141,41 €	2,08 €	0,20 €	10,64%	6 788,45 €	2,20 €	0,12 €	5,77%	
Place d' Armes II	150	1,68 €	2,20 €	0,52 €	30,95%	1,88 €	0,20 €	11,90%	6 047,14 €	2,08 €	0,20 €	10,64%	2 262,82 €	2,20 €	0,12 €	5,77%	
Beauséjour	220	1,64 €	2,20 €	0,56 €	34,15%	1,84 €	0,20 €	12,20%	9 979,20 €	2,04 €	0,20 €	10,87%	4 428,86 €	2,20 €	0,16 €	7,84%	
Edouard Glissant	420	2,90 €	2,20 €	- 0,70 €	-24,14%	2,20 €	- 0,70 €	-24,14%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Cassien Ste Claire	400	2,10 €	2,20 €	0,10 €	4,76%	2,20 €	0,10 €	4,76%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Trianon	252	2,01 €	2,20 €	0,19 €	9,45%	2,20 €	0,19 €	9,45%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Dillon 2	360	2,15 €	2,20 €	0,05 €	2,33%	2,20 €	0,05 €	2,33%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Julia Nicolas	310	2,15 €	2,20 €	0,05 €	2,33%	2,20 €	0,05 €	2,33%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Tartenson	400	3,50 €	2,20 €	- 1,30 €	-37,14%	2,20 €	- 1,30 €	-37,14%	54 063,36 €	2,20 €	- €	0,00%	54 063,36 €	2,20 €	- €	0,00%	54 063,36 €
Terreville	302	3,44 €	2,20 €	- 1,24 €	-36,05%	2,20 €	- 1,24 €	-36,05%	40 817,84 €	2,20 €	- €	0,00%	40 817,84 €	2,20 €	- €	0,00%	40 817,84 €
F. Auguste Perrinon	490	3,10 €	2,20 €	- 0,90 €	-29,03%	2,20 €	- 0,90 €	-29,03%	43 648,42 €	2,20 €	- €	0,00%	43 648,42 €	2,20 €	- €	0,00%	43 648,42 €
Euzhan Palcy	346	2,87 €	2,20 €	- 0,67 €	-23,34%	2,20 €	- 0,67 €	-23,34%	11 888,01 €	2,20 €	- €	0,00%	11 888,01 €	2,20 €	- €	0,00%	11 888,01 €
Georges Elisabeth	462	2,44 €	2,20 €	- 0,24 €	-9,84%	2,20 €	- 0,24 €	-9,84%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Aimé Césaire (T. Sainville)	99	2,38 €	2,20 €	- 0,18 €	-7,56%	2,20 €	- 0,18 €	-7,56%	13 380,68 €	2,20 €	- €	0,00%	13 380,68 €	2,20 €	- €	0,00%	13 380,68 €
Trois îlets	368	2,22 €	2,20 €	- 0,02 €	-0,90%	2,20 €	- 0,02 €	-0,90%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Asselin De Beauville	526	2,13 €	2,20 €	0,07 €	3,29%	2,20 €	0,07 €	3,29%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Edmond Lucien Valard	350	2,10 €	2,20 €	0,10 €	4,76%	2,20 €	0,10 €	4,76%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Alexandre Stelio	142	2,00 €	2,20 €	0,20 €	10,00%	2,20 €	0,20 €	10,00%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Diamant	327	1,95 €	2,20 €	0,25 €	12,82%	2,15 €	0,20 €	10,26%	734,57 €	2,20 €	0,05 €	2,33%		2,20 €	0,00 €	0,00%	
Sainte Luce	346	1,51 €	2,20 €	0,69 €	45,70%	1,71 €	0,20 €	13,25%	17 996,43 €	1,91 €	0,20 €	11,70%		2,20 €	0,29 €	15,18%	
Morne des Esses	210	2,80 €	2,20 €	- 0,60 €	-21,43%	2,20 €	- 0,60 €	-21,43%	64 368,86 €	2,20 €	- €	0,00%	64 368,86 €	2,20 €	- €	0,00%	64 368,86 €
J. Lagrosillière	246	2,80 €	2,20 €	- 0,60 €	-21,43%	2,20 €	- 0,60 €	-21,43%	75 403,53 €	2,20 €	- €	0,00%	75 403,53 €	2,20 €	- €	0,00%	75 403,53 €
Emmanuel Saldès	334	2,80 €	2,20 €	- 0,60 €	-21,43%	2,20 €	- 0,60 €	-21,43%	102 377,15 €	2,20 €	- €	0,00%	102 377,15 €	2,20 €	- €	0,00%	102 377,15 €
Robert 3	387	4,72 €	2,20 €	- 2,52 €	-53,39%	2,20 €	- 2,52 €	-53,39%	103 018,78 €	2,20 €	- €	0,00%	103 018,78 €	2,20 €	- €	0,00%	103 018,78 €
Paul Symphor	340	4,30 €	2,20 €	- 2,10 €	-48,84%	2,20 €	- 2,10 €	-48,84%	90 507,46 €	2,20 €	- €	0,00%	90 507,46 €	2,20 €	- €	0,00%	90 507,46 €
Belle Etoile	570	2,80 €	2,20 €	- 0,60 €	-21,43%	2,20 €	- 0,60 €	-21,43%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Basse Pointe	210	2,70 €	2,20 €	- 0,50 €	-18,52%	2,20 €	- 0,50 €	-18,52%	22 940,06 €	2,20 €	- €	0,00%	22 940,06 €	2,20 €	- €	0,00%	22 940,06 €
Carbet	206	3,80 €	2,20 €	- 1,60 €	-42,11%	2,20 €	- 1,60 €	-42,11%	930 994,00 €	2,20 €	- €	0,00%	930 994,00 €	2,20 €	- €	0,00%	930 994,00 €
Eda-Pierre	100	3,80 €	2,20 €	- 1,60 €	-42,11%	2,20 €	- 1,60 €	-42,11%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Constant Le Ray	252	3,40 €	2,20 €	- 1,20 €	-35,29%	2,20 €	- 1,20 €	-35,29%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Vincent Placol	300	3,00 €	2,20 €	- 0,80 €	-26,67%	2,20 €	- 0,80 €	-26,67%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Louis Delgrès	90	2,70 €	2,20 €	- 0,50 €	-18,52%	2,20 €	- 0,50 €	-18,52%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Hubert Néro	214	2,60 €	2,20 €	- 0,40 €	-15,38%	2,20 €	- 0,40 €	-15,38%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Rose Saint-Just	337	2,05 €	2,20 €	0,15 €	7,32%	2,20 €	0,15 €	7,32%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
Eugene Mona	117	2,00 €	2,20 €	0,20 €	10,00%	2,20 €	0,20 €	10,00%		2,20 €	- €	0,00%		2,20 €	- €	0,00%	
									1 650 121,27 €				1 580 269,90 €				1 553 408,14 €

Annexe 2 à la délibération n° 19-03-1

Tarifs de restauration applicables aux commensaux

Catégorie de commensaux	Tarifs
Personnel de catégorie A	5,00 €
Personnel de catégorie B	4,50 €
Personnel de catégorie C	3,50 €
ATTEE	2,20 €
Hôtes de passage	7,00 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-04-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-04-1

PORTANT TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE DE LA MARTINIQUE (CCSTI)

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-169-1 du 18 mai 2017 portant attribution d'une subvention au Carbet des Sciences pour la réalisation du projet de construction du Centre de culture scientifique, technique et industrielle de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la décision n°2012-IEEC-007 du 2 janvier 2013 relative au financement de l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) par les investissements d'avenir dans le cadre du projet « Territoires de la CSTI » (culture scientifique, technique et industrielle) ;

Vu la convention pluriannuelle relative au projet « Territoires de la CSTI » entre l'ANRU et l'association « Territoires de la CSTI » en date du 4 décembre 2013 ;
Vu la convention pluriannuelle relative au projet « Territoires de la CSTI » entre l'association « Territoires de la CSTI » et le Carbet des Sciences en date du 7 avril 2014 ;
Vu l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle entre l'ANRU et l'association « Territoires de la CSTI » en date du 3 juillet 2014 ;
Vu l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle entre l'association « Territoires de la CSTI » et le Carbet des Sciences ;
Vu l'extrait du procès-verbal des délibérations du Conseil municipal de la commune de Saint-Joseph en sa séance du 30 novembre 2015 ;
Vu la convention de portage foncier entre l'Etablissement Public Foncier Local de Martinique-EPFL Martinique et la commune de Saint-Joseph en date du 5 juillet 2016 ;
Vu l'extrait n°01/17 du procès-verbal des délibérations du Conseil municipal de la commune de Saint-Joseph en sa séance du 6 février 2017 ;
Vu la convention de mise à disposition du foncier entre la commune de Saint-Joseph et le Carbet des Sciences en date du 7 février 2017 ;
Vu la convention n° 17CTM-169-1 entre la Collectivité Territoriale Martinique et le Carbet des Sciences signée le 21 juillet 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission BTP équipement et réseaux numériques le 8 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Un accord est donné pour le transfert à la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) de la maîtrise d'ouvrage pour le projet de construction du Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle de Martinique (CCSTI).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision, notamment, l'élaboration de la convention afférente à cette affaire, sa signature ainsi que celle de tout acte et document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-05-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-05-1

PORTANT ANNULATION D'UNE CRÉANCE NÉE DE PRÊTS ÉTUDIANTS AU BÉNÉFICE DE MADAME

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 12 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée à Madame [] une remise gracieuse de sa dette née de prêts étudiants pour un montant de dix mille neuf cent soixante-dix-sept euros (10 977 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-06-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-06-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA PRÉVENTION DES MALADIES VECTORIELLES TRANSMISES PAR LES INSECTES

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par le conseil économique, social et environnemental, de la culture et de l'éducation de la Martinique le lundi 19 novembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et textes le 21 janvier 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis réservé sur le projet de décret relatif à la prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes.

L'Assemblée souligne la qualité et l'importance du travail mené par les services de démoustication du Conseil général de la Martinique puis de la Collectivité Territoriale de Martinique dans le domaine de la démoustication contre les maladies vectorielles.

Elle précise que la longue expérience et le savoir faire des services de la Collectivité en matière de prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes dépassent les frontières de la Martinique. Aussi, il importe de prendre en compte le financement des actions effectuées par la Collectivité Territoriale de Martinique durant les périodes d'épidémie.

Elle observe que ce projet de décret a le désavantage de relayer la Collectivité Territoriale de Martinique au rang d'organisme de droit public (rôle d'exécutant) et s'interroge sur les actions qui lui seront dévolues dans la mesure où il y a une possibilité pour l'agence régionale de santé (ARS) de Martinique de les « confier » à un organisme de droit public ou de droit privé.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout ou besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-07-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-07-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA GESTION DES CONTRIBUTIONS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN GUADELOUPE, EN GUYANE, EN MARTINIQUE, À MAYOTTE, À LA RÉUNION, À SAINT-BARTHÉLEMY ET À SAINT-MARTIN

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le conseil économique, social et environnemental, de la culture et de l'éducation de la Martinique le lundi 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et textes le 21 janvier 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis défavorable sur le projet de décret relatif à la gestion des contributions de la formation professionnelle en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à la Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

Il s'agit d'appliquer l'article 43 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Pour rappel, l'Assemblée de Martinique avait rendu un avis défavorable sur le projet de loi lui-même.

D'abord, le projet examiné s'inscrit dans un cadre transitoire annuel.

Ensuite, si la gestion locale desdites contributions par les opérateurs de compétences de filière s'avère positive, des interrogations demeurent quant aux conditions et modalités d'une telle gestion.

D'une part, la fixation d'un seuil minimal, pour chaque collectivité concernée, reste à la discrétion des ministres chargés de la formation professionnelle et de l'outre-mer. Un seuil trop élevé avec un effet dirimant n'est pas à écarter.

D'autre part, la pertinence du critère tiré de l'implantation locale permettant d'assurer des services de proximité auprès des entreprises est aussi à considérer eu égard à la situation des opérateurs de compétences (OPCO) gérés par une personne.

Enfin, les organismes ayant présenté leurs observations ont souligné :

- la nécessité d'un amendement visant à renforcer davantage le paritarisme en remplaçant au 2° les termes « la mise en œuvre de partenariats sur les territoires concernés » par « l'animation d'une Commission Paritaire Régionale ayant la responsabilité de la mise en œuvre de partenariats sur le territoire concerné » ;
- l'incomplétude du texte n'abordant nullement la situation des entreprises entrant dans le champ d'un OPCO « filière » mais ne remplissant pas les conditions définies par l'article D. 6523-2-1, ni celle d'entreprises n'entrant dans aucun des champs professionnels des onze OPCO agréés au niveau national.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout ou besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-08-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-08-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET N° DU XXX PRIS POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 51 DE LA LOI N° 2018-607 DU 13 JUILLET 2018 RELATIVE À LA PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2019 À 2025 ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE ET CRÉANT UN RECOURS ADMINISTRATIF PRÉALABLE OBLIGATOIRE EN MATIÈRE DE PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et textes le 21 janvier 2019 ;



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis défavorable sur le projet de décret pris pour l'application de l'article 51 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense et créant un recours administratif préalable obligatoire en matière de pensions militaires d'invalidité.

Même si le texte prévoit un délai supplémentaire d'un mois, au-delà du délai de six mois, pour permettre aux personnes demeurant en outre-mer de saisir la commission de recours de l'invalidité et la possibilité pour son président de recourir à une audition par visio-conférence pour le requérant domicilié hors du territoire métropolitain, le texte s'inscrit dans une vision technocratique avec une justice ne tenant pas compte des réalités locales.

Le projet s'inscrit dans un contexte de suppression des tribunaux des pensions et des cours des pensions avec le transfert de la charge en l'état, respectivement aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel territorialement compétents.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout ou besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-09-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-09-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE 313 BA DE L'ANNEXE III AU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS RELATIF AUX MODALITÉS D'ACQUITTEMENT DU DROIT DE TIMBRE RELATIF À LA DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis le 17 décembre 2018 par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et textes le 21 janvier 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret modifiant l'article 313 BA de l'annexe III au code général des impôts relatif aux modalités d'acquittement du droit de timbre relatif à la délivrance des passeports.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte par ailleurs de la publication du décret n°2018-1302 du 27 décembre 2018 modifiant l'article 313 BA de l'annexe III au code général des impôts relatif aux modalités d'acquittement du droit de timbre relatif à la délivrance des passeports au JORF n° 301 du 29 décembre 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout ou besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-11-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-11-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-443-1 DU 31 OCTOBRE 2018, RELATIVE À L'EXECUTION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LADOM AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-443-1 du 31 octobre 2018, portant octroi d'une dotation à l'Agence de l'Outre-Mer pour la mobilité (LADOM) au titre de la prise en charge de la formation en mobilité pour l'exercice 2019 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 4 de la délibération n°18-443-1 du 31 octobre 2018 est modifié comme suit :

« La subvention est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
2 400 000,00 €	1 920 000,00 €	2019
	480 000,00 €	2020

».

ARTICLE 2 : Les autres articles de la délibération n°18-443-1 du 31 octobre 2018 demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-12-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2019
Date de réception préfecture : 13/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-12-1

PORTANT ORGANISATION DU CHAMPIONNAT TERRITORIAL DES APPRENTIS

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-523-1 du 19 décembre 2018 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Francine CARIUS, conseillère à l'Assemblée de Martinique, Présidente de la commission formation professionnelle et apprentissage ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant total de deux cent cinquante-quatre mille quatre-cent soixante trois euros quatorze centimes (254 463,14 €), pour le financement et la mise en oeuvre du championnat territorial des apprentis, conformément au tableau ci-dessous :

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
254 463,14 €	254 463,14 €	2019

ARTICLE 2 : La répartition de la subvention mentionnée à l'article 1, se fait entre les bénéficiaires, comme détaillé dans le tableau ci-après :

Autorisation d'engagement	Montant	Bénéficiaires	Crédits de paiement 2019
254 463,14 €	30 302,83 €	CFA Agricole	30 302,83 €
	42 489,00 €	CFA Métiers	42 489,00 €
	7 300,00 €	CFA CCIM	7 300,00 €
	69 371,31 €	AMEP CFA BTP	69 371,31 €
	5 000,00 €	CTM (Restauration)	5 000,00 €
	100 000,00 €	CTM (organisation du voyage pédagogique et culturel)	100 000,00 €
TOTAL	254 463,14 €		254 463,14 €

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres 930 et 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versées selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-13-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-13-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AU 31 DÉCEMBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 1^{er} décembre 2018 au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-14-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-14-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GROUPEMENT DE DÉFENSE SANITAIRE DE LA MARTINIQUE (GDSM) POUR LA RÉALISATION DE SES ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABÉ, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUÉTY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de soixante sept mille neuf cent cinq euros (67 905 €) au groupement de défense sanitaire de la Martinique (GDSM) pour la réalisation de ses actions au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-15-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 2 8 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-15-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SES OPÉRATIONS D'ENCADREMENT TECHNIQUE AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent mille euros (400 000 €) à la Chambre d'Agriculture de Martinique pour la réalisation de ses opérations d'encadrement technique auprès des agriculteurs au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-16-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-16-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION JEUNES AGRICULTEURS DE MARTINIQUE (JA) POUR LA RÉALISATION DE SES ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de huit mille huit cent trente cinq euros (8 835 €) à l'Association Jeunes Agriculteurs de Martinique (JA) pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-17-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-17-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA COOPÉRATIVE D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE (CUMA) MALGRÉ TOUT POUR L'ACQUISITION DE DEUX TRACTEURS

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le régime d'aide d'état SA 39618 (2014/N) ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée une subvention plafonnée à onze mille trois cent vingt-six euros soixante-quatre centimes (11 326,64 €) représentant 75 % des dépenses prévisionnelles éligibles à la Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) Malgré Tout pour l'acquisition de deux tracteurs d'occasion.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-18-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-18-1

PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL D'AIDE À LA CRÉATION ET À LA REPRISE D'ENTREPRISES DE PÊCHE ET DE LA PRIME À L'INSTALLATION DE JEUNES PÊCHEURS

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le dispositif territorial d'aide à la création et à la reprise d'entreprises de pêche et de la prime à l'installation des jeunes pêcheurs.

Le dispositif vise à permettre aux marins pêcheurs de bénéficier de :

- l'aide à l'acquisition de bateaux d'occasion,
- la prime pour l'installation de jeunes pêcheurs.

ARTICLE 2 : Le dispositif mentionné à l'article 1 fait l'objet d'une mise en oeuvre dès que la présente délibération est rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Les modalités de mise en oeuvre du dispositif sont définies en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Les présentes dispositions s'appliquent à tous les dossiers de demandes de concours financier parvenus à la Collectivité Territoriale de Martinique et réputés complets, à la date d'adoption de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le dispositif s'adapte automatiquement aux évolutions réglementaires, communautaires et nationales.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'application du présent dispositif.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION 19-18-1

DISPOSITIF TERRITORIAL D'AIDE À LA CREATION ET A LA REPRISE D'ENTREPRISES DE PECHE ET DE LA PRIME À L'INSTALLATION DES JEUNES

Pour favoriser l'installation des jeunes patrons pêcheurs il faut des bateaux plus sûrs, moins coûteux, plus économes et plus performants.

Actuellement, l'âge moyen des bateaux de la flotte Martiniquaise est de 18 ans.

Ces vingt dernières années, pour lutter contre la surcapacité de pêche et donc la surexploitation des ressources marines qu'elle génère, la commission européenne dans son objectif de développement durable a interdit les aides publiques à la construction de nouveaux bateaux de pêche dans les régions ultrapériphériques de l'Europe.

Cependant, une flotte plus moderne permettrait de diversifier les activités de pêche et des zones de pêche, d'améliorer l'efficacité énergétique des moteurs, d'aider à satisfaire aux exigences de l'Union en matière de sécurité et d'hygiène, et améliorerait la qualité du poisson.

En raison de la baisse des stocks dans les zones côtières (surpêche, pollution...) et afin de préserver cette pêche artisanale, une diversification en faveur des zones et des espèces pélagiques reste une des solutions.

Il est par ailleurs nécessaire de continuer à promouvoir des programmes de collecte de données. Cela revêt une importance d'autant plus grande lorsque l'on prend en considération la demande de renouvellement et la modernisation des navires.

Les activités en haute mer responsables (DCP*, Miquelon*, ...) nécessitent une plus grande navigabilité et les limites de capacité (ZEE*) n'ont pas été exploitées jusqu'à présent par notre faible flotte de navires de moins de 12 mètres.

C'est aussi dans ce contexte de sous production liée au vieillissement des professionnels embarqués, à l'inadaptation du segment de la flotte de pêche, à la pollution par la chlordécone, que la mise en place d'une prime à l'installation pour constituer un apport personnel en fond propre et l'aide à l'acquisition d'un bateau d'occasion sont des encouragements.

DESCRIPTIF DE L'AIDE :

Acquisition de bateaux d'occasions

Il s'agit d'une aide consentie pour l'acquisition d'un navire d'occasion de moins de 12 mètres dans le cadre de la création d'une entreprise et qui prioritairement est sur le segment de la pêche artisanale au large dans le but d'une gestion durable de la ressource.

L'évaluation d'un bateau de pêche est nécessaire lorsqu'une entreprise effectue une demande pour un financement public. Elle permettra d'établir la valeur du bateau, élément qui déterminera le montant du financement.

Le navire acquis doit être immatriculé en Martinique et remplir les critères suivants :

- avoir une longueur hors tout inférieure à 12 mètres et supérieure à 9 mètres,
- être équipé pour la pêche maritime et inscrit au fichier de la flotte régionale,
- avoir entre 5 et 20 ans à la date d'enregistrement du dépôt de la demande (date de l'acte de francisation du navire),
- être exploité sur un segment de flotte de la pêche au large,
- Débarquer obligatoirement sa production dans un port de pêche Territoriale ou un APIT.

De plus le transfert de navires est proscrit à l'intérieur d'une même famille jusqu'au deuxième degré.

Le dossier doit comporter une expertise maritime détaillant l'état du navire, son adaptation à l'activité projetée et une estimation des éventuels investissements.

Installation de jeunes pêcheurs

Dans le cadre de la poursuite de la mise en place du plan de développement et de structuration de la flotte de pêche, le dispositif vise à favoriser l'installation de jeunes pêcheurs, issus du brevet de capitaine.

Il s'agit d'une prime forfaitaire versée lors de la création d'une entreprise de pêche et qui constitue un apport en fonds de roulement d'exploitation pour s'installer à son compte.

Ce dispositif s'adresse aux jeunes pêcheurs, qui souhaitent s'installer à titre individuel et qui remplissent les conditions suivantes à la date d'enregistrement du dépôt de la demande :

- être âgé de plus de 18 ans et de moins de 40 ans au moment de la présentation de la demande d'aides à l'installation,
- acquérir pour la première fois un navire de pêche,
- disposer des brevets de commandement nécessaire pour son projet,
- présenter le budget prévisionnel des 3 prochaines années qui prévoit de dégager un revenu au moins égal à un SMIC brut annuel,

Par ailleurs, le Chef d'entreprise de pêche s'engage notamment pendant 5 ans minimum à :

- Rester Patron Pêcheur,
- Tenir une comptabilité,
- Mettre en œuvre son budget prévisionnel.

OBJECTIFS STRATEGIQUES :

Dans un contexte de diminution de l'attractivité du métier de pêcheur lié aux coûts élevés de l'outil de travail et à la frilosité des établissements de crédit, ceux-ci constituent un frein à la création d'entreprises dans le secteur de la pêche. Le renouvellement des générations de pêcheurs et la pérennité sont ainsi menacés.

Cette subvention permettra aux pêcheurs d'acquérir un bateau de pêche d'occasion ainsi qu'une prime de première installation pour les plus jeunes, ce qui les aidera à favoriser la viabilité économique de leur projet.

VALIDITE DU DISPOSITIF

Ce dispositif sera applicable à compter de la date d'approbation par l'Assemblée de Martinique.

BASE JURIDIQUE

- Règlement (CE) N° 875/2007 du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et l'aquaculture
- Règlement (UE) N° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 et (UE) N°717/2014 de la commission du 27 juin 2014, déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis pêche
- Règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil

Lignes directrices pour l'examen des aides d'Etat dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

- Régime cadre exempté de notification N°SA.43721 relatif aux aides en faveur des entreprises dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture pour la période 2014/2020)
- Régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020
- Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020



D'AIDE A LA CREATION ET A LA REPRISE D'ENTREPRISES DE PECHE

Assiette, Intensité et montant maximum de l'aide :

Frais d'expertise du bateau d'occasion

Un expert maritime est un professionnel du nautisme qui, par son savoir et son expérience, jugera de l'état du bateau et de ses équipements afin d'évaluer son aptitude à naviguer et sa valeur au jour de l'expertise.

L'aide publique consentie est fixée à 5% de la valeur estimée du navire et plafonnée à 5 000€.

Acquisition du bateau d'occasion

Pour l'aide à l'acquisition d'un bateau d'occasion, la subvention allouée pourra aller jusqu'à 25 % du coût avec un :

- plancher d'éligibilité de 10 000 € d'aides publiques
- plafond d'éligibilité de 50 000 € d'aides publiques

Le bénéficiaire s'engage à conserver le navire aidé pendant une durée de 5 ans, sauf en cas de sinistre conduisant à la perte du navire en le rendant définitivement inutilisable. Dans le cas contraire, l'aide à l'investissement fournie par la CTM est remboursable prorata temporis.

Dépenses inéligibles (liste non exhaustive) :

Acquisition de matériel de pêche ou d'équipements dont le prix de cession est individualisée, Matériel dont le prix d'acquisition est supérieur à la valeur vénale du bien expertisé, Toutes les autres dépenses exclues par les règlements en vigueur.

INDICATEURS DE RESULTATS

Frais d'expertise et coût d'acquisition du navire d'occasion

Budget prévisionnel annuel : 250 000 €

Nombre de projet : 5/an



PRIME A L'INSTALLATION DU JEUNE MARIN PECHEUR

Assiette, Intensité et montant maximum de l'aide :

La prime à l'installation forfaitaire unique est accordée à un jeune patron pêcheur de moins de 40 ans dans le cadre de la première installation (ouverture d'un permis d'armement).

L'aide forfaitaire sera fonction de l'âge du porteur de projet

- 18 et 25 ANS → 12 000€ maximum
- 26 et 35 ANS → 9 000 € maximum
- 36 et 40 ANS → 6 000 € maximum

L'aide est octroyée à une personne morale. Le dossier de demande doit comporter un budget prévisionnel N+1 à N+3 qui démontre notamment la faisabilité technique et financière du projet et les objectifs de développement de l'entreprise

INDICATEURS DE RESULTATS

Prime à l'installation de jeunes pêcheurs

Budget prévisionnel annuel : 135 000 €

Nombre de pétitionnaire : 15/an

Montant moyen de la prime : 9 000€/an



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-19-1-DE
Date de télétransmission : 04/04/2019
Date de réception préfecture : 04/04/2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 04 AVR. 2019

DÉLIBÉRATION N°19-19-1

PORTANT RÉFORME DU DISPOSITIF D'AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) ET AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI)

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP équipement et réseaux numériques le 8 février 2019 ;

Considérant que le nouveau dispositif proposé vise à répondre aux besoins des communes, en cohérence avec les objectifs des politiques territoriales définies par la Collectivité Territoriale de Martinique, en matière d'aménagement, d'équipement et de rééquilibrage des territoires, au vu des schémas existants ;

Considérant la volonté affirmée de la Collectivité Territoriale de Martinique d'amplifier la territorialisation de ses actions, à travers la conclusion de conventions de territoire avec les communes ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Est adopté le dispositif d'Aide de la Collectivité Territoriale de Martinique aux Communes (ACTC) et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) pour les années 2018-2019-2020 dans les conditions fixées par la présente délibération.

Le concours de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) se matérialise sous la forme de subventions d'investissement aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), Il pourrait s'inscrire dans le cadre de signatures de conventions de territoire selon les modalités d'application et d'attribution de ce dispositif, pour le financement des opérations suivantes :

Construction et aménagement d'équipements structurants

- installations sportives (construction, mise aux normes, extension ...),
- équipements culturels d'intérêt régional,
- restaurants scolaires, écoles communales maternelles et primaires publiques, (construction, réparations, mise aux normes),
- bâtiments communaux, (construction, rénovation, études de sols et travaux de mise aux normes parasismiques).

Aménagements urbains, touristiques et réserves foncières

- constitution de réserves foncières,
- aménagements urbains, aménagements de sites touristiques, de fronts de mer.

Environnement

- travaux de protection contre les crues et d'aménagement de rivières.

Travaux d'urgence liés aux aléas et aux risques naturels

- travaux de remise en état des réseaux VRD suites aux intempéries,
- traitement des eaux pluviales.

Travaux d'aménagement et d'équipement pour le haut débit (quand ceux-ci ne sont pas inclus dans le projet global porté par la collectivité)

- Déploiement d'infrastructures, aide au déploiement de la fibre optique dans les communes en milieu rural et en milieu urbain, en relation avec les collectivités, les aménageurs et les opérateurs du numérique (bureau d'études, opérateurs, intégrateurs),
- Etudes diagnostic et études techniques de projet,
- Travaux de déploiement (travaux de génie civil, tranchées, interventions sur les infrastructures existantes).

Etudes

- Missions de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pendant les phases de réalisation d'un projet d'investissement, s'inscrivant dans les orientations de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire.
- Prestations intellectuelles, études de faisabilité, de programmation, de conception et suivi de réalisation d'un projet.

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le montant de l'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique s'appliquant aux opérations définies à l'article 1, déterminé sur la base des critères du potentiel et de l'effort fiscal (cf annexes jointes), est reconduit selon les plafonds annuels de subvention suivants :

- Communes ayant un potentiel fiscal < 152,60 € et un effort fiscal > 1 : 457 347,85 €
- Communes ayant un potentiel fiscal < 152,60 € et un effort fiscal < 1 : 426 857,25 €
- Communes ayant un potentiel fiscal compris entre 152,60 € et 304,90 € et un effort fiscal > 1 : 426 857,25 €
- Communes ayant un potentiel fiscal compris entre 152,60 € et 304,90 € et un effort fiscal < 1 : 365 877,64 €
- Communes ayant un potentiel fiscal > 304,90 € et un effort fiscal > 1 : 365 877,64 €
- Communes ayant un potentiel fiscal > 304,90 € et un effort fiscal < 1 : 304 898,03 €.

Un autre critère, dit « subvention au nombre d'habitants » doublement pondérée au regard du poids démographique de la strate rapportée à la totalité de la population martiniquaise d'une part et, au regard du poids démographique de chaque commune rapportée à la population de sa strate d'appartenance d'autre part est également pris en compte.

Tout projet pourra recevoir une subvention pouvant aller jusqu'à :

- 70% du montant hors taxe de l'opération, dans la limite du plafond de subvention respectif de la commune concernée,
- 80% du montant hors taxe de l'opération, pour les communes de moins de 10 000 habitants,
- 70% du montant hors taxe des études et actions d'assistance technique concernant le montage de projets, lorsqu'elles respectent les critères de développement durable et de haute qualité environnementale HQE :

pour les bâtiments prise en compte notamment des points suivants :

- accessibilité des personnes à mobilité réduite,
- modularité des locaux,
- analyse économique en coût global,
- performance énergétique visée.

pour les aménagements de l'espace public intégration obligatoire des points suivants :

- consultation des différents intervenants sur l'espace public,
- appréhension globale des espaces,
- compatibilité avec les documents d'aménagement et d'urbanisme,
- qualité paysagère et patrimoniale,
- gestion des eaux pluviales,
- intégration des modes doux (cycliste, piéton, ...),
- gestion économe de l'espace.

Les communes n'ayant pas atteint leur plafond de subvention au titre d'un exercice, ne peuvent reporter les sommes concernées sur les autres exercices du programme.

Les grands projets structurants reconnus « Opération d'intérêt territorial » (OIT) feront l'objet d'une délibération de l'Assemblée de Martinique et ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente délibération.

ARTICLE 3 : PRÉSENTATION DES DOSSIERS DE DEMANDES DE SUBVENTION

Composition des dossiers :

- délibération du conseil municipal portant cachet du contrôle de légalité, approuvant la ou les opérations et conforme à l'article L 2311-2 et le cas échéant à l'article L 2311-3 du code général des collectivités territoriales, ainsi que le plan de financement détaillé de la ou des opérations ;
- lettre du maire attestant le non démarrage des travaux ou la non signature de l'acte de vente avant la transmission de la demande de subvention,
- rapport de présentation comportant un descriptif physico-financier détaillé de l'opération mentionnant le montant hors taxes (HT), par postes de dépenses et l'échéancier prévisionnel de réalisation,
- document attestant que la consultation pour la réalisation de l'opération a été lancée (demande de devis estimatif détaillé, dossier de consultation des entreprises, avis d'appel public à la concurrence...),
- plan de localisation, extrait des documents d'urbanisme et de la matrice cadastrale du terrain d'assiette de l'opération,
- copie des demandes de financement présentées aux autres co-financeurs et de leurs réponses, dès que celles-ci auront été formulées.

Date limite de dépôt des dossiers :

Les demandes feront l'objet d'au moins une session unique d'attribution par exercice.

Les dossiers devront comporter l'ensemble des projets et seront déposés à la Collectivité Territoriale de Martinique avant le 15 mars de l'année suivante. Toute demande présentée après cette date sera instruite au titre de l'exercice suivant.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les décisions d'attribution des subventions feront, en tous les cas, l'objet de conventions passées avec la commune ou Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

ARTICLE 5 : IMPUTATION

Les subventions accordées sont imputées au chapitre 905 53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 14 voix contre, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



**CLASSIFICATION DES EPCI
SELON LE POTENTIEL FISCAL PAR HABITANT ET L'EFFORT FISCAL POUR L'ANNEE 2017**

EPCI ayant un potentiel fiscal > à 304,90 € et un effort fiscal à > 1 :

- Communauté d'agglomération du centre de la Martinique CACEM

EPCI ayant un potentiel fiscal compris entre 152,60 € et 304,90 € et un effort fiscal < à 1 :

- Communauté d'agglomération de CAP NORD Martinique
- Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique CAESM

Sources :

- *Fiches DGF 2017 des EPCI - Ministère de l'intérieur DGCL bureau des concours financiers de l'Etat*
- *Effort fiscal 2017 – Communauté d'agglomération de CAP NORD Martinique*
- *Effort fiscal 2017 – Communauté d'agglomération du centre de la Martinique CACEM*
- *Effort fiscal 2017 – Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique CAESM*

**CLASSIFICATION DES COMMUNES
SELON LE POTENTIEL FISCAL PAR HABITANT ET L'EFFORT FISCAL POUR L'ANNEE 2017**

Communes ayant un potentiel fiscal > à 304,90 € et un effort fiscal à > 1 :

ANSES D'ARLETS
CASE - PILOTE
DIAMANT
DUCOS
FORT-DE-FRANCE
FRANCOIS
LAMENTIN
LORRAIN
MARIN
RIVIERE - SALEE
SAINT - ESPRIT
SAINT - JOSEPH
SAINTE - ANNE
SAINTE - LUCE
SAINTE - MARIE
TROIS - ILETS
VAUCLIN

Communes ayant un potentiel fiscal > à 304,90 € et un effort fiscal à < 1 :

AJOUPA - BOUILLON
BASSE - POINTE
BELLEFONTAINE
CARBET
FONDS - SAINT-DENIS
GRAND - RIVIERE
GROS - MORNE
MACOUBA
MARIGOT
MORNE- ROUGE
MORNE VERT
PRECHEUR
RIVIERE - PILOTE
ROBERT
SAINT - PIERRE
SCHOELCHER
TRINITE

Sources :

- *Fiches DGF 2017 des communes - Ministère de l'intérieur DGCL bureau des concours financiers de l'Etat*
- *Effort fiscal 2017 des communes – Communauté d'agglomération de CAP NORD Martinique pour les communes du Nord Martinique*
- *Effort fiscal 2017 des communes – Communauté d'agglomération du centre de la Martinique CACEM pour les 4 communes membres de la CACEM*
- *Effort fiscal 2017 des communes – Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique CAESM pour les communes du sud de la Martinique*



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-20-1-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-20-1

PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL D'AIDE AUX ACTIONS DE SOUTIEN, DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA FILIÈRE HALIEUTIQUE ET AQUACOLE

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le dispositif territorial d'aide aux actions de soutien, de promotion et de valorisation de la filière halieutique et aquacole.

Le dispositif permet de bénéficier de :

- l'aide aux actions et aux manifestations d'intérêt local ou communal,
- l'aide aux actions et aux manifestations d'intérêt communautaire ou territorial,
- l'aide aux actions et aux manifestations hors du territoire.

ARTICLE 2 : Le dispositif mentionné à l'article 1 fait l'objet d'une mise en oeuvre dès que la présente délibération est rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Les modalités de mise en oeuvre du dispositif sont définies en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Les présentes dispositions s'appliquent à toutes les demandes de concours financier parvenues à la Collectivité Territoriale de Martinique et réputées complètes, à la date d'adoption de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le dispositif s'adapte automatiquement aux évolutions législatives et réglementaires, communautaires et nationales.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'application du présent dispositif.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION 19-20-1

DISPOSITIF TERRITORIAL D'AIDE AUX ACTIONS DE SOUTIEN, DE PROMOTION ET DE VALORISATION DE LA FILIERE HALIEUTIQUE ET AQUACOLE

Les Martiniquais sont de gros consommateurs de poissons et la production locale ne couvre pas les besoins d'où la nécessité de recourir aux importations, d'augmenter l'effort de pêche et de développer l'aquaculture. Cet effort impacterait favorablement le développement économique de la filière maritime et réduirait la dépendance alimentaire du territoire.

L'exploitation du plateau continental est saturée et pour la viabilité économique des entreprises, il est presque vital d'un redéploiement des engins de pêches vers le large.

Il est important de rappeler que la population des marins-pêcheurs est vieillissante et peu formée, que l'âge moyen de la flottille est de 18 ans et que les jeunes sont très peu attirés par cette profession.

Par conséquent, les responsables locaux des pêcheurs et des aquaculteurs doivent être formés afin de disposer des informations et de dispenser des formations aux professionnels.

Les marins-pêcheurs doivent concevoir le métier non pas comme un exutoire social mais comme une activité économique ou les pêcheurs illégaux et les plaisanciers y sont pleinement exclus.

OBJECTIFS

Ce dispositif a vocation à financer les actions collectives portées par les associations de marins-pêcheurs et d'aquaculteurs, par le comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM), par les acteurs locaux.

Il vise :

- à soutenir le développement de projets dans le cadre de nouvelles stratégies de développement local, par des idées innovantes, des méthodes adaptées à des problématiques et à des enjeux locaux partagés,
- à renforcer les compétences et la capacité administrative de ces acteurs locaux, afin qu'ils organisent et animent des réunions, collectent des données liées au débarquement, conçoivent et diffusent des supports de communication, organisent et participent à des événements.

CONDITION D'OCTROI DE L'AIDE

L'aide est consentie pour la réalisation de projets d'animations en vue de structurer et de dynamiser les filières pêche et aquaculture.

ASPECT FINANCIER

Nature des dépenses éligibles

- Dépenses d'investissement matériel ou immatériel liées directement à l'opération
- Frais de restauration et de logement liés directement à l'opération
- Actions de formation des acteurs locaux s'il n'existe pas d'autre source possible de financement
- Frais de déplacement sur la base d'un tarif en classe économique
- Frais d'étude, de conseil, d'expertises juridiques, techniques et financières
- Frais de prestations externes
- Frais de location de salle ou d'espace
- Frais de communication

DUREE

Ce dispositif sera applicable à compter de la date d'approbation par l'Assemblée de Martinique.

BUDGET

Budget annuel du dispositif : 200 000€

BENEFICIAIRES

Association de marins-pêcheurs ou d'aquaculteurs, collectivités locales, offices municipaux, EPCI, coopératives, CRPMEM

CONDITION D'ELIGIBILITE

La structure doit être en règle vis-à-vis des obligations sociales et fiscales.

L'association est déclarée en Préfecture et bénéficie du numéro d'inscription au répertoire national des associations.

BASES JURIDIQUES

- Règlement (CE) N° 875/2007 du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et l'aquaculture

- Règlement (UE) N° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 et (UE) N°717/2014 de la commission du 27 juin 2014, déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis pêche

- Règlement (UE) n ° 508/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n ° 2328/2003, (CE) n ° 861/2006, (CE) n ° 1198/2006 et (CE) n ° 791/2007 et le règlement (UE) n ° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil

Lignes directrices pour l'examen des aides d'Etat dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

- Régime cadre exempté de notification N°SA.43721 relatif aux aides en faveur des entreprises dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture pour la période 2014/2020)

- Régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020

- Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020

Dans le cadre de la vérification du caractère raisonnable des coûts et ce conformément à l'article 48-2 du R(UE) N°809/2014, le service pêche, aquaculture et affaires maritimes, se réserve la possibilité de plafonner le montant des dépenses éligibles en fonction de référentiels validés par la CTM ou de barème validés par l'Etat



AIDE AUX ACTIONS ET AUX MANIFESTATIONS D'INTERET LOCAL OU COMMUNAL

- 1- Manifestions à l'échelle locale ou communale, dont l'objet est de fédérer, mobiliser, valoriser les entreprises de pêche et d'aquaculture autour de projets partagés, mutualiser les connaissances, consolider les compétences.

TYPE D'EVENEMENT

- Fête des marins-pêcheurs, d'aquaculteurs,
- Foire, marché, manifestation à thème, conférence-débat, célébration, commémoration, hommage.

ASSIETTE DES DEPENSES

Dépenses comprises entre 1 000€ et 10 000€ /par projet / par an

Taux d'intervention : 50% - Plafond : 5 000€

Aide forfaitaire - Plafond : 3 000€

(Une bonification de 10% peut être accordée en fonction de l'intérêt de la manifestation)



AIDE AUX ACTIONS ET AUX MANIFESTATIONS D'INTERET COMMUNAUTAIRE OU TERRITORIAL

- 2- Action à l'échelle territoriale, dont l'objet est la conservation et la gestion durables des ressources halieutiques, tels que l'organisation collective de la filière pour la stabilité du marché dans le but de soutenir les revenus des professionnels et d'assurer une offre régulière de produits de qualité, ou la mise en place de zones maritimes en jachère pour limiter l'effort de pêche.

TYPE D'EVENEMENT

- Manifestation autour de la filière pêche et aquaculture,,
- Mise en place de pratiques communes de commercialisation et d'information du consommateur, telles que les règles d'étiquetage des produits de la mer,
- Elaboration de fiches signalétiques de la filière des produits aquatiques,
- Définition de mesures techniques : taille des mailles des filets, fermeture temporaire de certaines zones de pêche, définition de tailles minimales de capture en dessous desquelles il est interdit de débarquer les espèces...,

ASSIETTE DES DEPENSES

Dépenses comprises entre 5 000€ et 50 000€/par projet / par an

Taux d'intervention : 40% - Plafond : 20 000€

(Une bonification de 10% peut être accordée en fonction de l'intérêt de la manifestation)



AIDE AUX ACTIONS ET AUX MANIFESTATION HORS DU TERRITOIRE

- 3- Manifestations hors du territoire regroupant des représentants de professionnels ou des professionnels à des colloques, des salons,...

TYPE D'EVENEMENT

- Coopération régionale caribéenne sur les pratiques de pêche,
- Conférences, jumelage, espace d'échanges d'expériences et d'opinions...,
- Salon professionnel de la filière pêche et aquacole,

ASSIETTE DES DEPENSES

Taux d'intervention : 40% - Plafond d'aide par individu : 1 500€ / par an
(Une bonification de 10% peut être accordée en fonction de l'intérêt de la manifestation)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-21-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-21-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AU PROGRAMME D' ACTIONS 2018 DU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS (CRPMEM)

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent quatre-vingt mille euros (180 000,00 €) au Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CRPMEM), à titre de participation au programme d'actions 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-22-1-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-22-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE À LA GESTION DES GÉNITEURS D'OMBRINE OCELLÉE ASSURÉE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER (IFREMER) EN 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de soixante-six mille quatre cent vingt euros (66 420 €) à l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER) au titre de la participation financière à la gestion des géniteurs d'ombrines ocellées et la production de larves d'ombrines pour 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-23-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2019
Date de réception préfecture : 23/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :
23 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-23-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE À LA 13^{ÈME} ÉDITION DU CONCOURS DE PÊCHE DE L'ASSOCIATION ZAGAYAK

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux mille euros (2 000 €) à l'association ZAGAYAK pour l'organisation de la « 13^{ème} édition du concours de pêche de l'association ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le versement de la subvention mentionnée à l'article 1, s'effectue sur présentation de pièces justificatives (Bilan d'activité de la manifestation signé par le Président de l'association, factures acquittées ou tout autre élément de valeur probante, justificatif d'immatriculation, RIB).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-24-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2019
Date de réception préfecture : 23/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-24-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE À MONSIEUR POUR LE REDÉMARRAGE DE SON ACTIVITÉ DE PÊCHE

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le Règlement (UE) n°717/2014 de la commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 16 Avril 2018 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une aide exceptionnelle d'un montant de neuf mille euros (9000 €) à Monsieur _____ au titre de la contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'effort de redémarrage de son activité de pêche.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190214-19-25-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-25-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOCIÉTÉ DES COURSES DE LA MARTINIQUE À TITRE DE CONTRIBUTION À L'ORGANISATION DE LA 4^{ÈME} ÉDITION DU GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (ÉDITION 2019)

L'An deux mille dix-neuf, le quatorze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Catherine CONCONNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Diane MONTROSE (procuration à Michel BRANCHI), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 7 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre vingt mille euros (80 000 €) à l'association Société des Courses de la Martinique à titre de contribution à l'organisation de la 4^{ème} édition du Grand prix hippique de la Collectivité Territoriale de Martinique – édition 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La subvention mentionnée à l'article 1 est versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-26-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-26-1

**PORTANT MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°16-211-1 DES 19 ET 20 JUILLET 2016
PORTANT GARANTIE A LA SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE A HAUTEUR DE 50 %
D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 408 095,00 € DESTINE A LA CONSTRUCTION DE
26 LOGEMENTS SOCIAUX POUR UNE « RESIDENCE SENIORS » DONT 18 LLS ET 8 LLTS
A L'ANCIENNE ECOLE DES FILLES, BOURG 3, AU FRANÇOIS**

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-211-1 des 19 et 20 décembre 2016 portant garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique à la Société Immobilière de Martinique à hauteur de 50% d'un emprunt d'un montant total de 1 408 095 € destiné à la construction d'une « résidence seniors » de 26 logements sociaux à l'ancienne école des filles, Bourg 3 au François ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à modifier la délibération n° 16-211-1 des 19 et 20 juillet 2016 ;
Vu le contrat de prêt N°90673 en annexe signé entre la société Immobilière de la Martinique, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, et la commission développement économique et tourisme, le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération n°16-211-1 des 19 et 20 juillet 2016 susvisée est modifié comme suit :

« L'Assemblée délibérante de la Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 408 095,00 € (UN MILLION QUATRE CENT HUIT MILLE QUATRE VINGT QUINZE EUROS) souscrit par la SIMAR auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°90673, constitué de quatre lignes du Prêt et destiné à la construction de 26 logements sociaux pour une « résidence seniors » dont 18 LLS et 8LLTS à l'ancienne école de filles, bourg 3 sur le territoire de la Ville du François.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ».

ARTICLE 2 : L'article 2 de la délibération n°16-211-1 des 19 et 20 juillet 2016 susvisée est modifié comme suit :

« La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ».

ARTICLE 3 : L'article 3 de la délibération n°16-211-1 des 19 et 20 juillet 2016 susvisée est modifié comme suit :

« La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ».

ARTICLE 4 : L'article 4 de la délibération n°16-211-1 des 19 et 20 juillet 2016 susvisée est modifié comme suit :

« Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ».

ARTICLE 5 : L'article 5 de la délibération n°16-211-1 des 19 et 20 juillet 2016 susvisée est modifié comme suit :

« La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique ».

ARTICLE 6 : L'article 6 de la délibération n°16-211-1 des 19 et 20 juillet 2016 susvisée est modifié comme suit :

« La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique ».

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 90673

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.152 page 1/24
Contrat de prêt n° 90673 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

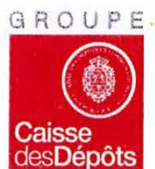
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
1/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) BP7214 PETIT PARADIS 97274 SCHOELCHER CEDEX 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

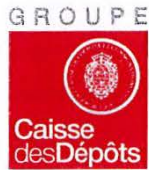
LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AEF Bourg 3, Parc social public, Construction de 26 logements situés Angle des rues Séraphin Calonne et Saint Michel 97240 LE FRANCOIS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million quatre-cent-huit mille quatre-vingt-quinze euros (1 408 095,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-soixante-cinq mille six-cent-trois euros (265 603,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de soixante-neuf mille deux-cent-quarante-sept euros (69 247,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de huit-cent-trente-et-un mille cent-onze euros (831 111,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-quarante-deux mille cent-trente-quatre euros (242 134,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 5/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
6/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

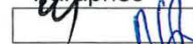
Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

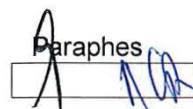
- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caisseledesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **27/02/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

JARRY CEDEX -
8/24

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "**Définitions**" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "**Notifications**".

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
9/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.



Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 10/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5264582	5264581	5264583	5264584
Montant de la Ligne du Prêt	265 603 €	69 247 €	831 111 €	242 134 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ²	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

11/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
13/24

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

PR0090-PR0068 V2.1.5.2 page 14/24
Contrat de prêt n° 90673 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 14/24
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
15/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :



- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/24

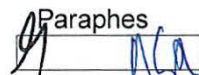
GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DU FRANCOIS	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
19/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

20/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

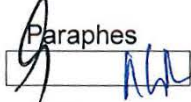
Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

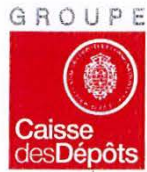
17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

JARRY CEDEX -
21/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caisseledesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 22/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 03 DEC. 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Le, 27 Novembre 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Qualité : Directrice régionale adjointe

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Adjointe au Directeur régional



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-27-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-27-1

PORTANT EXONERATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR L'IMPORTATION D'UN BIEN DESTINÉ AUX OPÉRATEURS RELEVANT DU CODE NAF 5222Z

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 12 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Sont approuvées l'exonération des droits d'octroi de mer et la réduction de l'octroi de mer régional pour le bien mentionné ci-dessous et destiné exclusivement aux opérateurs relevant du code NAF 5222Z : Services auxiliaires des transports par eau.

ARTICLE 2 : Le produit suivant bénéficie d'un taux réduit de 2% pour l'octroi de mer (OM).

Code NC8	DESIGNATION	Taux OM	Taux OMR
8904 0010	Remorqueurs pour la navigation maritime ou fluviale.	2	2,5

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, celle-ci est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-28-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-28-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE NAVIRES DESTINÉS AUX ACTIVITÉS DE TRANSPORTS MARTIMES ET CÔTIERS DE PASSAGERS

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 12 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation du bien mentionné ci-dessous et destiné exclusivement aux entreprises relevant de la sous-classe 5010Z de la NAF.

ARTICLE 2 : Le produit suivant bénéficie d'un taux réduit de 2% pour l'octroi de mer (OM).

Code NC8	DESIGNATION	Taux OM	Taux OMR
8901 1010	Paquebots, bateaux de croisières et simil., pour le transport de personnes; transbordeurs, pour la navigation maritime	2	2,5

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, celles-ci sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-29-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-29-1

PORTANT EXTENSION DE LA LISTE DES BIENS EXONÉRÉS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DES AÉRONEFS

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision du Conseil de l'Europe n°940/2014/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code général des impôts notamment ses articles 262 et 302F bis ;

Vu le code des douanes notamment ses articles 190 et suivants ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-319-1 du 13 juillet 2018 portant exonération de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour les produits destinés à l'avitaillement des navires et des aéronefs ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 12 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour les produits figurant en annexe et destinés exclusivement à l'avitaillement des navires et des aéronefs.

ARTICLE 2 : Ces produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et de l'octroi de mer régional (OMR).

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, les présentes annexes sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : Le régime d'exonération s'applique aux biens repris en annexe, destinés à l'avitaillement des navires et des aéronefs suivants :

- navires de commerce maritime affectés à la navigation en haute mer,
- bateaux utilisés pour l'exercice d'une activité industrielle en haute mer,
- bateaux affectés à la pêche professionnelle maritime,
- bateaux de sauvetage et d'assistance en mer,
- Les aéronefs utilisés par des compagnies de navigation aérienne dont les services à destination ou en provenance de l'étranger ou des collectivités et départements d'outre-mer, représentent au moins 80% des services qu'elles exploitent.

ARTICLE 4 : Sont exclus du régime d'exonération à l'avitaillement :

- L'aviation de tourisme privée ;
- Les navires de plaisance ou de sport.

ARTICLE 5 : La présente délibération complète la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-319-1 du 13 juillet 2018 susvisée.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
02011000	Carcasses ou demi-carcasses, de bovins, fraîches ou réfrigérées
02012050	Quartiers arrière de bovins, attenants ou séparés, non désossés, frais ou réfrigérés
02031955	Viandes désossées de porcins domestiques, fraîches ou réfrigérées (à lexcl. des poitrines [entrelardés] et des morceaux de poitrines)
02042230	Carrés et/ou selles ou demi-carrés et/ou demi-selles, bovins, frais ou réfrigérés
02042300	Viandes désossées, bovins, fraîches ou réfrigérées
02061095	Onglets et hampes de bovins, comestibles, frais ou réfrigérés (à lexcl. de ceux destinés à la fabrication de produits pharmaceutiques)
02071190	Volailles de l'espèce Gallus domesticus, présentées plumées, vidées, sans la tête ni les pattes et sans le cou, le coeur, le foie et le gésier, dénommées poulets 65%, fraîches ou réfrigérées, ou volailles de l'espèce Gallus domesticus autrement présentées, non découpées en morceaux, fraîches ou réfrigérées (à lexcl. des poulets 83% et des poulets 70%)
02071310	Morceaux désossés de volailles de l'espèce Gallus domesticus, frais ou réfrigérés
02071399	Abats comestibles de volailles de l'espèce Gallus domesticus, frais ou réfrigérés (à lexcl. des foies)
02071410	Morceaux désossés de volailles de l'espèce Gallus domesticus, congelés
02074300	Foies gras de canards domestiques, frais ou réfrigérés
02074410	Morceaux désossés de canards domestiques, frais ou réfrigérés
02074481	Morceaux, non désossés, de canards domestiques, n.d.a., frais ou réfrigérés
02089010	Viandes et abats comestibles de pigeons [des espèces domestiques], frais, réfrigérés ou congelés
02089030	Viandes et abats comestibles de gibier, frais, réfrigérés ou congelés (à lexcl. des viandes et abats de lapins, de lièvres ou de sanglier)
02089098	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés (à l'excl. des viandes et abats d'animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, des viandes et abats de volailles domestiques, de lapins et lièvres, de primates, de baleines, dauphins et marsouins [mammifères de l'ordre des Cetacea], de lamantins et dugongs [mammifères de l'ordre des Sirenia], dotaries et phoques, lions de mer et morses [mammifères du sous-ordre des Pinnipedia], de reptiles, de pigeons domestiques, de gibier, de rennes ainsi que des cuisses de grenouille)
02101139	Épaules et morceaux d'épaules, non désossés, de porcins [des espèces domestiques], séchés ou fumés
02101190	Jambons, épaules et morceaux de jambons et d'épaules, non désossés, de porcins des espèces non domestiques, salés ou en saumure, séchés ou fumés
02101950	Viandes de porcins [des espèces domestiques], salées ou en saumure (à lexcl. des jambons, épaules et leurs morceaux, des poitrines [entrelardés] et leurs morceaux, des demi-carcasses de bacon ou trois-quarts avant, des trois-quarts arrière ou milieux, des parties avant et leurs morceaux ainsi que des longues et leurs morceaux)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
03021300	Saumons du Pacifique [Oncorhynchus nerka, Oncorhynchus gorbuscha, Oncorhynchus keta, Oncorhynchus tshawytscha, Oncorhynchus kisutch, Oncorhynchus masou et Oncorhynchus rhodurus], frais ou réfrigérés
03021400	Saumons de l'Atlantique [Salmo salar] et saumons du Danube [Hucho hucho], frais ou réfrigérés
03021900	Salmonidés, frais ou réfrigérés (à lexcl. des truites et des saumons du Pacifique, de l'Atlantique et du Danube)
03023980	Thons du genre [Thunnus], frais ou réfrigérés (à l'excl. des thons pour préparations industrielles ou conserves ainsi que des thons des espèces [Thunnus alalunga, Thunnus albacares, Thunnus obesus, Thunnus thynnus, Thunnus orientalis et Thunnus maccoyii])
03024400	Maquereaux [Scomber scombrus, Scomber australasicus, Scomber japonicus], frais ou réfrigérés
03025110	Morues de l'espèce [Gadus morhua], fraîches ou réfrigérées
03028490	Bars [Dicentrarchus spp.], frais ou réfrigérés (à lexcl. des bars (loups) européens)
03028530	Dorades royales [Sparus aurata], fraîches ou réfrigérées
03028990	Poissons, n.d.a., frais ou réfrigérés
03044100	Filets de saumons du Pacifique [Oncorhynchus nerka, Oncorhynchus gorbuscha, Oncorhynchus keta, Oncorhynchus tshawytscha, Oncorhynchus kisutch, Oncorhynchus masou et Oncorhynchus rhodurus], de saumons de l'Atlantique [Salmo salar] et de saumons du Danube [Hucho hucho], frais ou réfrigérés
03044410	Filets de morues [Gadus morhua, Gadus ogac, Gadus macrocephalus] et de morues polaires [Boreogadus saida], frais ou réfrigérés
03044990	Filets de poissons, n.d.a., frais ou réfrigérés
03047190	Filets de morues [Gadus morhua, Gadus ogac], congelés
03047990	Filets de poissons des familles Bregmacerotidae, Euclichthyidae, Gadidae, Macrouridae, Melanonidae, Merlucciidae, Moridae et Muraenolepididae, congelés (à lexcl. des morues, églefins, lieux noirs, merlus, lieux d'Alaska, Boreogadus saida, merlans, grenadiers bleus et lingues)
03054100	Saumons du Pacifique [Oncorhynchus nerka, Oncorhynchus gorbuscha, Oncorhynchus keta, Oncorhynchus tshawytscha, Oncorhynchus kisutch, Oncorhynchus masou et Oncorhynchus rhodurus], saumons de l'Atlantique [Salmo salar] et saumons du Danube [Hucho hucho], fumés, y.c. les filets (à lexcl. des abats)
03054300	Truites [Salmo trutta, Oncorhynchus mykiss, Oncorhynchus clarki, Oncorhynchus aguabonita, Oncorhynchus gilae, Oncorhynchus apache et Oncorhynchus chrysogaster], fumées, y.c. les filets (à lexcl. des abats)
03054930	Maquereaux [Scomber scombrus, Scomber australasicus, Scomber japonicus], fumés, y.c. les filets (à lexcl. des abats)
03061490	Crabes, même fumés, même décortiqués, congelés (à lexcl. des crabes des espèces Paralithodes camchaticus, Chionoecetes spp., Callinectes sapidus et Cancer pagurus)
03061699	Crevettes d'eau froide [Pandalus spp.], même fumées, même décortiquées, congelées

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
03061792	Crevettes du genre Penaeus, même fumées, même décortiquées, congelées
03061799	Crevettes, même fumées, même décortiquées, congelées (à lexcl. des crevettes du genre [Penaeus], des crevettes de la famille Pandalidae et des crevettes du genre [Crangon])
03063291	Homards (Homarus spp.), entiers, frais, réfrigérés
03063299	Homards (Homarus spp.), non entiers, frais, réfrigérés
03063390	Crabes, vivants, frais, réfrigérés (à lexcl. des crabes du genre Cancer pagurus)
03063690	Crevettes (à lexcl. des crevettes deau froide [Pandalus spp., Crangon crangon], des crevettes de la famille Pandalidae sauf Pandalus, des crevettes du genre Crangon sauf Crangon crangon), vivantes, fraîches, réfrigérées
03069590	Crevettes n.d.a., séchées, salées ou en saumure, même fumées
03071110	Huîtres plates [Ostrea], vivantes, ne pesant pas, coquille comprise, plus de 40 g pièce
03071190	Huîtres, même non séparées de leur coquille, vivantes, fraîches ou réfrigérées (à lexcl. des huîtres plates, vivantes, ne pesant pas, coquille comprise, plus de 40 g pièce)
03072100	Coquilles Saint-Jacques ou peignes, pétoncles ou vanneaux, et autres coquillages des genres [Pecten], [Chlamys] ou [Placopecten], vivants, frais ou réfrigérés
03072900	Coquilles Saint-Jacques ou peignes, pétoncles ou vanneaux et autres coquillages des genres [Pecten], [Chlamys] ou [Placopecten], fumés, séchés, salés ou en saumure
03073110	Moules [Mytilus spp.], même séparées de leur coquille, vivantes, fraîches ou réfrigérées
03073190	Moules [Perna spp.], même séparées de leur coquille, vivantes, fraîches ou réfrigérées
03074290	Seiches et sépioles n.d.a.; calmars et encornets n.d.a., vivants, frais ou réfrigérés
03074980	Seiches et sépioles n.d.a.; calmars et encornets n.d.a., fumés, séchés, salés ou en saumure
03078300	Ormeaux [Haliotis spp.], même non séparés de leur coquille, congelés
03079100	Mollusques, propres à l'alimentation humaine, même non séparés de leur coquille, vivants, frais ou réfrigérés (à lexcl. des huîtres, coquilles Saint-Jacques ou peignes, pétoncles ou vanneaux et autres coquillages des genres [Pecten], [Chlamys] ou [Placopecten], moules [Mytilus spp., Perna spp.], seiches [Sepia officinalis, Rossia macrosoma], sépioles [Sepioida spp.], calmars et encornets [Ommastrephes spp., Loligo spp., Nototodaruss spp., Sepioteuthis spp.], poulpes ou pieuvres [Octopus spp.], escargots autres que les escargots de mer, clams, coques, arches et ormeaux); farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de mollusques, propres à l'alimentation humaine, frais ou réfrigérés

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
03079900	Mollusques, propres à l'alimentation humaine, même non séparés de leur coquille, fumés, séchés, salés ou en saumure (à lexcl. des huîtres, coquilles Saint-Jacques ou peignes, pétoncles ou vanneaux et autres coquillages des genres [Pecten], [Chlamys] ou [Placopecten], moules [Mytilus spp., Perna spp.], seiches [Sepia officinalis, Rossia macrosoma], sépioles [Sepiolo spp.], calmars et encornets [Ommastrephes spp., Loligo spp., Nototodarus spp., Sepioteuthis spp.], poulpes ou pieuvres [Octopus spp.], escargots autres que les escargots de mer, clams, coques, arches et ormeaux); farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de mollusques, propres à l'alimentation humaine, séchés, salés ou en saumure
04012011	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 1% mais <= 3%, en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l
04012019	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 1% mais <= 3%, en emballages immédiats d'un contenu net > 2 l
04012091	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 3% mais <= 6%, en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l
04015031	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 21 % mais <= 45 %, en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l
04022991	Lait et crème de lait, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses > 27%, avec addition de sucre ou d'autres édulcorants, en emballages immédiats d'un contenu net <= 2,5 kg
04029991	Lait et crème de lait, concentrés, additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 45%, en emballages immédiats d'un contenu net <= 2,5 kg (à lexcl. des laits et crèmes de lait en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)
04029999	Lait et crème de lait, concentrés, additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 45%, en emballages immédiats d'un contenu net > 2,5 kg (à lexcl. des laits et crèmes de lait en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)
04031011	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits ou de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses <= 3%
04031019	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits ou de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 6%
04031091	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, d'une teneur en poids de matières grasses <= 3% (à lexcl. des yoghourts en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)
04031093	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, d'une teneur en poids de matières grasses > 3% mais <= 6% (à lexcl. des yoghourts en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
04031099	Yoghourts, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao, d'une teneur en poids de matières grasses > 6% (à lexcl. des yoghourts en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)
04051011	Beurre naturel, d'une teneur en poids de matières grasses >= 80% mais <= 85%, en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg (sauf beurre déshydraté et ghee)
04051019	Beurre naturel, d'une teneur en poids de matières grasses >= 80% mais <= 85% (à lexcl. des produits en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg ainsi que du beurre déshydraté et du ghee)
04051090	Beurre d'une teneur en poids de matières grasses > 85% mais <= 95% (sauf beurre déshydraté et ghee)
04059090	Matières grasses provenant du lait ainsi que beurre déshydraté et ghee (sauf d'une teneur en poids de matières grasses >= 99,3% et d'une teneur en poids de eau <= 0,5% et à lexcl. du beurre naturel, du beurre recombinaison et du beurre de lactosérum)
04061030	Mozzarella frais, même dans un liquide, d'une teneur en poids de matières grasses <= 40%
04061050	Fromages frais [non affinés], y.c. le fromage de lactosérum, et caillebotte, d'une teneur en poids de matières grasses <= 40% (à lexcl. du mozzarella)
04061080	Fromages frais [non affinés], y.c. le fromage de lactosérum, et caillebotte, d'une teneur en poids de matières grasses > 40%
04069069	Fromages d'une teneur en poids de matières grasses <= 40% et d'une teneur en poids de eau dans la matière non grasse <= 47%, n.d.a.
04069079	Esrom, italico, kernhem, saint-nectaire, saint-paulin, taleggio, d'une teneur en poids de matières grasses <= 40% et d'une teneur en poids de eau dans la matière non grasse > 47% mais <= 72% (à lexcl. des fromages râpés ou en poudre et des fromages destinés à la transformation)
04069082	Camembert, d'une teneur en poids de matières grasses <= 40% et d'une teneur en poids de eau dans la matière non grasse > 47% mais <= 72% (à lexcl. des fromages râpés ou en poudre et des fromages destinés à la transformation)
04069084	Brie, d'une teneur en poids de matières grasses <= 40% et d'une teneur en poids de eau dans la matière non grasse > 47% mais <= 72% (à lexcl. des fromages râpés ou en poudre et des fromages destinés à la transformation)
04069092	Fromages d'une teneur en poids de matières grasses <= 40% et d'une teneur en poids de eau dans la matière non grasse > 62% mais <= 72%, n.d.a.
04069093	Fromages d'une teneur en poids de matières grasses <= 40% et d'une teneur en poids de eau dans la matière non grasse > 72%, n.d.a.
04069099	Fromages d'une teneur en poids de matières grasses > 40%, n.d.a.
04071919	Oeufs fertilisés de volailles de basse-cour, destinés à l'incubation (à lexcl. des oeufs de dindes, d'oies ou de poules)
04071990	Oeufs fertilisés d'oiseaux, destinés à l'incubation (à lexcl. des oeufs de volailles de basse-cour)
04072100	Oeufs de volailles domestiques, en coquilles, frais (à lexcl. des oeufs fertilisés, destinés à l'incubation)
04072910	Oeufs de volailles de basse-cour, en coquilles, frais (à lexcl. des oeufs de volailles et oeufs fertilisés, destinés à l'incubation)
04072990	Oeufs d'oiseaux, en coquilles, frais (à lexcl. des oeufs de volailles de basse-cour et oeufs fertilisés, destinés à l'incubation)
04079090	Oeufs d'oiseaux, en coquilles, conservés ou cuits (à lexcl. des oeufs de volailles de basse-cour)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
04089980	Oeufs doiseaux, dépourvus de leurs coquilles, frais, cuits à leau ou à la vapeur, moulés, congelés ou autrement conservés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, propres à des usages alimentaires (à lexcl. des oeufs séchés et des jaunes doeufs)
04090000	Miel naturel
05040000	Boyaux, vessies et estomacs danimaux (autres que ceux de poissons), entiers ou en morceaux, à l'état frais, réfrigéré, congelé, salé ou en saumure, séché ou fumé
06039000	Fleurs et boutons de fleurs, coupés, pour bouquets ou pour ornements, séchés, blanchis, teints, imprégnés ou autrement préparés
07019090	Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des pommes de terre de primeurs du 1er janvier au 30 juin, des pommes de terre de semence et des pommes de terre destinées à la fabrication de la fécule)
07020000	Tomates, à l'état frais ou réfrigéré
07031019	Oignons, à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des oignons de semence)
07032000	Aulx, à l'état frais ou réfrigéré
07039000	Poireaux et autres légumes alliacés, à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des oignons, des échalotes et des aulx)
07041000	Choux-fleurs et choux-fleurs brocolis, à l'état frais ou réfrigéré
07051900	Laitues Lactuca sativa, à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des laitues pommées)
07061000	Carottes et navets, à l'état frais ou réfrigéré
07069090	Betteraves à salade, salsifis, radis et racines comestibles simil., à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des carottes, des navets, des céleris-raves et du raifort)
07089000	Légumes à cosse, écosés ou non, à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des pois Pisum sativum et des haricots Vigna spp., Phaseolus spp.)
07093000	Aubergines, à l'état frais ou réfrigéré
07095100	Champignons du genre Agaricus, à l'état frais ou réfrigéré
07095950	Truffes, à l'état frais ou réfrigéré
07095990	Champignons comestibles, à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des chanterelles, des cèpes, des champignons du genre Agaricus et des truffes)
07099310	Courgettes, à l'état frais ou réfrigéré
07099390	Citrouilles, courges et Calebasses [Cucurbita spp.], à l'état frais ou réfrigéré (à lexcl. des courgettes)
07099910	Salades, à l'état frais ou réfrigéré (à l'excl. des laitues [Lactuca sativa] et chicorées [Cichorium spp.])
07099990	Légumes, n.d.a., à l'état frais ou réfrigéré
07122000	Oignons, séchés, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés ou pulvérisés, mais non autrement préparés
07134000	Lentilles, séchées, écosées, même décortiquées ou cassées

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
08024200	Châtaignes et marrons [Castanea spp.], frais ou secs, sans coques
08029085	Fruits à coques, frais ou secs, même sans leurs coques ou décortiqués (à lexcl. des noix de coco, du Brésil, de cajou, de Pécan, d'écureuil [bétel] ou de kola ainsi que des amandes, des noisettes, des noix communes, des châtaignes, des marrons, des pistaches, des graines de pignons doux et des noix macadamia)
08042090	Figues, sèches
08055010	Citrons "Citrus limon, Citrus limonum", frais ou secs
08062090	Raisins, secs (à lexcl. des raisins de Corinthe et des sultanines)
08071900	Melons, frais (à lexcl. des pastèques)
08081080	Pommes, fraîches (à lexcl. des pommes à cidre, présentées en vrac, du 16 septembre au 15 décembre)
08083090	Poires, fraîches (à l'excl. des poires à poiré présentées en vrac, du 1er août au 31 décembre)
08084000	Coings, frais
08093090	Pêches, fraîches (à lexcl. des brugnons et des nectarines)
08094005	Prunes, fraîches
08101000	Fraises, fraîches
08102010	Framboises, fraîches
08102090	Mûres de ronce ou de mûrier et mûres-framboises, fraîches
08109020	Tamarins, pommes de cajou, fruits de jacquier (pain des singes), litchis, sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas, frais
08109075	Fruits, comestibles, frais (sauf fruits à coques, bananes, dattes, figues, ananas, avocats, goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, fruits du jacquier [pain des singes], litchis, sapotilles, fruits de la passion, caramboles, pitahayas, agrumes, raisins, melons, pommes, poires, coings, abricots, cerises, pêches, prunes, prunelles, fraises, framboises, mûres de ronce, mûres de mûrier, mûres-framboises, groseilles à grappes noires [cassis], blanches ou rouges, groseilles à maquereau, aînelles, fruits de l'espèce Vaccinium, kiwis, durians et kakis [plaquemines])
08134030	Poires, séchées
09021000	Thé vert [thé non fermenté], présenté en emballages immédiats d'un contenu ≤ 3 kg
09023000	Thé noir [fermenté] et thé partiellement fermenté, même aromatisés, présentés en emballages immédiats d'un contenu ≤ 3 kg
09041200	Poivre du genre Piper, broyé ou pulvérisé
09109999	Épices, broyées ou pulvérisées (sauf poivre [du genre Piper], piments du genre Capsicum ou du genre Pimenta, vanille, cannelle et fleurs de cannellier, girofles [antofles, clous et griffes], noix de muscade, macis, amomes et cardamomes, graines danis, de badiane, de fenouil, de coriandre, de cumin et de carvi, baies de genièvre, gingembre, safran, curcuma, thym, feuilles de laurier, curry, graines de fenugrec et épices en mélanges)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
10063048	Riz semi-blanchi, à grains longs, présentant un rapport longueur/largeur ≥ 3 (à lexcl. du riz étuvé)
10063065	Riz blanchi, étuvé, à grains longs, présentant un rapport longueur/largeur > 2 mais < 3
10063092	Riz blanchi, à grains ronds (à lexcl. du riz étuvé)
10063098	Riz blanchi, à grains longs, présentant un rapport longueur/largeur ≥ 3 (à lexcl. du riz étuvé)
12119086	Plantes, parties de plantes, graines et fruits des espèces utilisées principalement en parfumerie, en médecine ou à usages insecticides, parasitiques ou simil., frais, réfrigérés, congelés ou séchés, mêmes coupés, concassés ou pulvérisés (à lexcl. des racines de ginseng, des feuilles de coca, de la paille de pavot, des espèces du genre Ephedra ainsi que des fèves de tonka)
12122100	Algues, fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même pulvérisées, destinées à l'alimentation humaine
12129995	Noyaux et amandes de fruits et autres produits végétaux servant principalement à l'alimentation humaine, n.d.a.
15091020	Huile d'olive vierge extra
15091080	Huile d'olive vierge et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, obtenue, à partir des fruits de l'olivier, uniquement par des procédés mécaniques ou physiques, dans des conditions n'altérant pas l'huile (à lexcl. de l'huile d'olive lampante et de l'huile d'olive vierge extra)
15099000	Huile d'olive et ses fractions, traitées mais non chimiquement modifiées, obtenues, à partir des fruits de l'olivier, uniquement par des procédés mécaniques ou physiques, dans des conditions n'altérant pas l'huile (à l'exclusion des huiles d'olive vierges)
15131191	Huile de coco [coprah], brute, présentée en emballages immédiats d'un contenu net ≤ 1 kg (à lexcl. de l'huile destinée à des usages techniques ou industriels)
15131991	Huile de coco [coprah] et ses fractions fluides, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, présentées en emballages immédiats d'un contenu net ≤ 1 kg (à lexcl. de l'huile de coco brute et de l'huile destinée à des usages techniques ou industriels)
15141990	Huiles de navette ou de colza à faible teneur en acide érucique "huiles fixes dont la teneur en acide érucique est $< 2\%$ " et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées (à lexcl. des huiles brutes et des huiles destinées à des usages techniques ou industriels)
15159099	Graisses et huiles végétales fixes et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, concrètes, présentées en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg, ou fluides, n.d.a. (à lexcl. des graisses et huiles brutes ainsi que des graisses et huiles destinées à des usages techniques ou industriels)
16010091	Saucisses et saucissons, de viande, d'abats ou de sang, secs ou à tartiner, non cuits (à lexcl. des saucisses et saucissons de foie)
16010099	Saucisses, saucissons et produits simil., de viande, d'abats ou de sang, et préparations alimentaires à base de ces produits (à lexcl. des saucisses et saucissons de foie ainsi que des saucisses et saucissons, secs ou à tartiner, non cuits)
16022010	Préparations à base de foie d'oie ou de canard (à lexcl. des saucisses, saucissons et produits simil. ainsi que des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
16023119	Préparations et conserves de viande ou d'abats de dinde [des espèces domestiques], contenant en poids $\geq 57\%$ de viande ou d'abats de volailles (à lexcl. des préparations ou conserves contenant exclusivement de la viande de dinde non cuite, des saucisses, saucissons et produits similaires, des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie et des extraits de viande)
16023219	Préparations et conserves de viande ou d'abats de volailles de l'espèce Gallus domesticus, contenant en poids $\geq 57\%$ de viande ou d'abats de volailles, cuits (à lexcl. des saucisses, saucissons et produits simil., des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie et des extraits de viande)
16023929	Préparations et conserves de viande ou d'abats de canard, d'oie et de pintade [des espèces domestiques], contenant en poids $\geq 57\%$ de viande ou d'abats de volailles, cuits (à lexcl. des saucisses, saucissons et produits simil., des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie et des extraits de viande)
16023985	Préparations ou conserves de viande ou d'abats de canards, d'oies et de pintades [des espèces domestiques], contenant en poids $< 57\%$ de viande ou d'abats de volailles (hors poids des os), (à l'excl. des saucisses et produits simil.), des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie ainsi que des extraits et jus de viande)
16024110	Préparations et conserves de jambons et de morceaux de jambons des animaux de l'espèce porcine domestique
16024190	Préparations et conserves de jambon et de morceaux de jambon d'animaux de l'espèce porcine (sauf porcins domestiques)
16024290	Préparations et conserves dépaule et de morceaux dépaule d'animaux de l'espèce porcine (sauf porcins domestiques)
16024919	Préparations et conserves de viande ou d'abats d'animaux domestiques de l'espèce porcine, y.c. les mélanges, contenant en poids $\geq 80\%$ de viande ou d'abats, de toutes espèces, y.c. le lard et les graisses de toute nature ou origine (sauf jambon, épaule, longe, échine et leurs morceaux; saucisses, saucissons et produits simil.; préparations à base de foie; préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie ainsi que des extraits de viande)
16024930	Préparations et conserves de viande ou d'abats d'animaux domestiques de l'espèce porcine, y.c. les mélanges, contenant en poids $\geq 40\%$, mais $< 80\%$ de viande ou d'abats, de toutes espèces, y.c. le lard et les graisses de toute nature ou origine (à lexcl. des saucisses, saucissons et produits simil., des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie ainsi que des extraits de viande)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
16024990	Préparations et conserves de viande ou d'abats d'animaux de l'espèce porcine, y.c. les mélanges (à l'excl. des préparations et conserves de viande et d'abats de porcins domestiques, des préparations et conserves de jambon, dépaule et de morceaux de jambon ou dépaule, des saucisses, saucissons et produits simil., des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie ainsi que des extraits et jus de viande)
16029031	Préparations et conserves de viande ou d'abats de gibier ou de lapin (à l'excl. des préparations et conserves de viande ou d'abats de porcins des espèces non domestiques, des saucisses, saucissons et produits simil., des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie ainsi que des extraits et jus de viande)
16029099	Préparations ou conserves de viande ou d'abats (à l'excl. des préparations et conserves de viande ou d'abats de volailles, de porcins, de bovins, de gibier ou de lapin, d'ovins ou de caprins, des saucisses, et produits simil., des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie ainsi que des extraits et jus de viande et contenant de la viande ou des abats de viande bovine ou porcine)
16041100	Préparations et conserves de saumons entiers ou en morceaux (à l'excl. des préparations et conserves de saumons hachés)
16041311	Préparations et conserves de sardines entières ou en morceaux, à l'huile d'olive (à l'excl. des préparations et conserves de sardines hachées)
16041446	Préparations et conserves de filets dénommés "longes" de thons, entiers ou en morceaux (à l'excl. des hachés, des préparations et conserves à l'huile végétale, des listaos ou bonites à ventre rayé et des thons à nageoires jaunes [Thunnus albacares])
16041600	Préparations et conserves d'anchois entiers ou en morceaux (à l'excl. des préparations et conserves d'anchois hachés)
16041997	Préparations ou conserves de poissons entiers ou en morceaux (à l'excl. des préparations et conserves de poissons hachés, seulement fumés ainsi que des préparations et conserves, de harengs, de sardines, de sardinelles, de sprats ou esprots, de thons, de listaos ou bonites à ventre rayé, de bonites [Sarda spp.], de maquereaux, danguilles, d'anchois, de salmonidés, de poissons du genre Euthynnus et de l'espèce Orcynopsis unicolor, de morues, de lieus noirs, de merlus, de lieus de l'Alaska et de lieus jaunes; filets crus, simpl. enrobés de pâte ou de chapelure [panés], même pré-cuits dans l'huile, congelés)
16042030	Préparations et conserves de salmonidés (à l'excl. des préparations et conserves de salmonidés entiers ou en morceaux et de saumons)
16042070	Préparations et conserves de thons, de listaos et autres poissons du genre Euthynnus (à l'excl. des préparations et conserves de thons, listaos et autres poissons du genre Euthynnus, entiers ou en morceaux)
16042090	Préparations et conserves de poissons (à l'excl. des préparations de surimi ainsi que des préparations et conserves de poissons entiers ou en morceaux, de salmonidés, d'anchois, de sardines, de bonites, de maquereaux des espèces Scomber scombrus et Scomber japonicus, de poissons de l'espèce Orcynopsis unicolor, de thons, de listaos et des autres poissons du genre Euthynnus)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
16043100	Caviar [oeufs d'esturgeon]
16043200	Succédanés de caviar, préparés à partir d'oeufs de poissons
16051000	Crabes, préparés ou conservés (non fumés)
16052190	Crevettes, préparées ou conservées, en emballages immédiats d'un contenu net > 2 kg (à l'excl. des produits seulement fumés et en récipients hermétiquement fermés)
16052900	Crevettes, préparées ou conservées, en récipients hermétiquement fermés (non fumées)
16054000	Crustacés, préparés ou conservés (à l'excl. des crabes, des crevettes et des homards fumés)
16055200	Coquilles St Jacques y.c. les vanneaux, préparés ou conservés (non fumés)
16055390	Moules, préparées ou conservées (à l'excl. des moules en récipients hermétiquement clos, et simplement fumées)
16055900	Mollusques, préparés ou conservés (à l'excl. des huîtres, coquilles Saint-Jacques, moules, seiches, sépioles, pieuvres, ormeaux, escargots et clams, coques et arches fumés)
17024090	Glucose, à l'état solide, et sirop de glucose, sans addition d'aromatisants ou de colorants, contenant en poids à l'état sec >= 20% mais < 50% de fructose (à l'excl. de lisoglucose et du sucre inverti)
17029079	Sucres et mélasses, caramélisés, contenant en poids à l'état sec < 50% de saccharose (à l'excl. des sucres et mélasses en poudre, même agglomérée)
17049051	Pâtes et masses, y.c. le massepain, en emballages immédiats d'un contenu net >= 1 kg
17049071	Bonbons de sucre cuit, même fourrés
17049099	Fondants, massepain, nougat et autres sucreries préparées, sans cacao (à l'excl. des gommes à mâcher [chewing-gum], du chocolat blanc, des pastilles pour la gorge, des bonbons contre la toux, des gommes et autres confiseries à base de gélifiants, y.c. les pâtes de fruits sous forme de sucreries, des bonbons de sucre cuit, même fourrés, des caramels et des sucreries obtenues par compression et le massepain en emballages immédiats d'un contenu net >= 1 kg)
18063290	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, présentés en tablettes, barres ou bâtons, d'un poids <= 2 kg, non fourrés ni additionnés de céréales, de noix ou d'autres fruits
18069019	Bonbons au chocolat [pralines] se présentant sous forme d'une bouchée, fourrés ou non, ne contenant pas d'alcool
18069039	Chocolat et articles en chocolat, non fourrés (à l'excl. des produits présentés en tablettes, barres ou bâtons ainsi que des bonbons au chocolat [pralines] se présentant sous forme d'une bouchée)
18069060	Pâtes à tartiner contenant du cacao

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
18069090	Préparations alimentaires contenant du cacao, en récipients ou en emballages immédiats, dun contenu <= 2 kg (à lexcl. de la poudre de cacao, du chocolat, des bonbons au chocolat [pralines] se présentant sous forme d'une bouchée et autres articles en chocolat, des sucreries contenant du cacao, des pâtes à tartiner contenant du cacao ainsi que des préparations pour boissons contenant du cacao)
19012000	Mélanges et pâtes à base de farines, gruaux, semoules, amidons, féculés ou extraits de malt, ne contenant pas de cacao ou contenant < 40% en poids de cacao calculés sur une base entièrement dégraissée, n.d.a.; mélanges et pâtes à base de lait, de crème de lait, de babeurre, de lait caillé, de crème caillée, de lactosérum, de yoghourt, de képhir et autres produits simil. des n° 0401 à 0404, ne contenant pas de cacao ou contenant < 5% en poids de cacao calculés sur une base entièrement dégraissée, n.d.a., pour la préparation des produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie du n° 1905
19019099	Préparations alimentaires de farines, semoules, amidons, féculés ou extraits de malt, ne contenant pas de cacao ou en contenant < 40% en poids, calculés sur une base entièrement dégraissée; préparations alimentaires à base de lait, de crème de lait, de babeurre, de lait caillé, de crème caillée, de lactosérum, de yoghourt, de képhir et autres produits similaires des n° 0401 à 0404, ne contenant pas de cacao ou en contenant < 5% en poids, calculés sur une base entièrement dégraissée, n.d.a. (à lexcl. des extraits de malt, des préparations pour l'alimentation des nourissons et des enfants en bas âge conditionnées pour la vente au détail, des mélanges et pâtes pour la préparation des produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie ainsi que des produits du n° 1901 90 91)
19021100	Pâtes alimentaires non cuites ni farcies ni autrement préparées, contenant des oeufs
19021990	Pâtes alimentaires, non cuites ni farcies ni autrement préparées, contenant de la farine ou de la semoule de froment [blé] tendre, mais ne contenant pas d'oeufs
19022030	Pâtes alimentaires, farcies de viande ou d'autres substances, même cuites ou autrement préparées, contenant en poids > 20% de saucisses, saucissons et simil., de viandes et d'abats de toutes espèces, y.c. les graisses de toute nature ou origine
19022091	Pâtes alimentaires farcies de viande ou d'autres substances, cuites (à lexcl. des produits contenant en poids > 20% de saucisses, saucissons et simil., de viandes et d'abats de toutes espèces, y.c. les graisses de toute nature ou origine, ou contenant en poids > 20% de poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques)
19022099	Pâtes alimentaires farcies de viande ou d'autres substances, même autrement préparées (à lexcl. des produits contenant en poids > 20% de saucisses, saucissons et simil., de viandes et d'abats de toutes espèces, y.c. les graisses de toute nature ou origine, ou contenant en poids > 20% de poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques)
19023090	Pâtes alimentaires, cuites ou autrement préparées (à lexcl. des pâtes alimentaires farcies ou séchées)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
19049080	Céréales en grain ou sous forme de flocons ou de grains autrement travaillés, précuites ou autrement préparées, n.d.a. (à lexcl. du riz, du maïs, de la farine, du gruau et de la semoule, des produits alimentaires obtenus par soufflage ou grillage, des préparations alimentaires à base de flocons de céréales non grillés ou de mélanges de flocons de céréales grillés et non grillés ou de céréales soufflées et du bulgur de blé)
19053111	Biscuits additionnés dédulcorants, même additionnés de cacao, entièrement ou partiellement enrobés ou recouverts de chocolat ou d'autres préparations contenant du cacao, en emballages immédiats dun contenu net <= 85 g
19053119	Biscuits additionnés dédulcorants, même additionnés de cacao, entièrement ou partiellement enrobés ou recouverts de chocolat ou d'autres préparations contenant du cacao, en emballages immédiats dun contenu net > 85 g
19053199	Biscuits additionnés dédulcorants, même contenant du cacao, d'une teneur en poids de matières grasses provenant du lait < 8% (à lexcl. des doubles biscuits fourrés ainsi que des produits entièrement ou partiellement enrobés ou recouverts de chocolat ou d'autres préparations contenant du cacao)
19054090	Pain grillé et produits simil. grillés (à lexcl. des biscottes)
19059045	Biscuits, non additionnés dédulcorants
19059055	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie, extrudés ou expansés, salés ou aromatisés (à lexcl. du pain croustillant dit Knäckebrot, des gaufres et gaufrettes ainsi que des biscottes, du pain grillé et des produits simil. grillés)
19059080	autres
20021090	Tomates, entières ou en morceaux, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique (à lexcl. des tomates pelées)
20029039	Tomates, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, d'une teneur en poids de matière sèche >= 12% mais <= 30%, en emballages immédiats dun contenu net <= 1 kg (à lexcl. des tomates entières ou en morceaux)
20029099	Tomates, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, d'une teneur en poids de matière sèche > 30%, en emballages immédiats dun contenu net <= 1 kg (à lexcl. des tomates entières ou en morceaux)
20039010	Truffes, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique
20039090	Champignons, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique (à l'excl. des champignons du genre [Agaricus])
20049098	Légumes et mélanges de légumes, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, congelés (à lexcl. des confits au sucre, des tomates, des champignons, des truffes, des pommes de terre, du maïs doux [Zea mays var. saccharata], de la choucroute, des câpres, des olives, des pois [Pisum sativum], des haricots verts [Phaseolus spp.] et des oignons simplement cuits, non mélangés)
20057000	Olives, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelées
20059930	Artichauts, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelés
20059950	Mélanges de légumes, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelés

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
20059980	Légumes, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelés (à l'excl. des légumes confits au sucre, des légumes homogénéisés du no 2005.10, et des tomates, des champignons des truffes, des pommes de terre, de la choucroute, des pois [Pisum sativum], des haricots [Vigna spp., Phaseolus spp.], des asperges, des olives, du maïs doux [Zea mays var. Saccharata], des jets de bambou, des fruits du genre Capiisicum au goût épicé, des câpres, des artichauts et des mélanges de légumes)
20060099	Légumes, fruits, noix, écorces de fruits et autres parties de plantes comestibles, confits au sucre [égouttés, glacés ou cristallisés], d'une teneur en sucre ≤ 13% en poids (à lexcl. du gingembre, des goyaves, des mangues, des mangoustans, des papayes, des tamarins, des pommes de cajou, des litchis, des fruits du jaquier [pain des singes], des sapotilles, des fruits de la passion, des caramboles, des pitahayas, des noix de coco, des noix de cajou, des noix du Brésil, des noix d'arec [ou de bétel], des noix de kola et des noix macadamia)
20071099	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, présentées sous la forme de préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g (à lexcl. des produits d'une teneur en sucre > 13% en poids et des produits à base de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jaquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles et de pitahayas)
20079190	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes d'agrumes, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants (à lexcl. des produits ayant une teneur en sucres > 13% et des préparations homogénéisées du n° 200710)
20079939	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, d'une teneur en sucres > 30% en poids (sauf confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de framboises, de fraises, de cerises ou d'agrumes, purées et pâtes de marrons, préparations homogénéisées du n° 200710 ainsi que purées et pâtes de prunes en emballages immédiats d'un contenu net > 100 kg destinées à la transformation industrielle)
20079950	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, d'une teneur en sucres > 13% mais ≤ 30% en poids (à lexcl. des confitures, gelées, marmelades, des purées et pâtes d'agrumes ainsi que des préparations homogénéisées du n° 200710)
20079997	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants (à lexcl. des produits ayant une teneur en sucre > 13% en poids, des préparations homogénéisées du n° 200710 ainsi que des produits à base de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jaquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles, de pitahayas, de noix de coco, de noix de cajou, de noix du Brésil, de noix d'arec [ou de bétel], de noix de kola, de noix macadamia et d'agrumes)
20081198	Arachides, préparées ou conservées, en emballages immédiats d'un contenu net ≤ 1 kg (à lexcl. des arachides grillées, confites au sucre ainsi que du beurre d'arachide)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
20081992	Noix de coco, noix de cajou, noix du Brésil, noix d'arec [ou de bétel], noix de kola et noix macadamia, y.c. les mélanges contenant en poids \geq 50% de ces noix, préparées ou conservées, en emballages immédiats d'un contenu net \leq 1 kg
20081999	Fruits à coque et autres graines, y.c. les mélanges, préparés ou conservés, en emballages immédiats d'un contenu net \leq 1 kg (sauf préparés ou conservés au vinaigre ou à l'acide acétique, confits au sucre mais non conservés dans du sirop et à l'excl. des confitures, gelées de fruits, marmelades, purées et pâtes de fruits obtenues par cuisson ainsi que des arachides, des fruits secs grillés, des noix de coco, des noix de cajou, des noix du Brésil, des noix d'arec [ou de bétel], des noix de kola et des noix macadamia et de leurs mélanges d'un contenu en poids de fruits à coques tropicaux \geq 50%)
20083075	Mandarines (y.c. les tangerines et les satsumas), clémentines, wilkings et autres hybrides simil. dagrumes, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net \leq 1 kg
20089940	Fruits et autres parties comestibles de plantes, préparés ou conservés, avec addition d'alcool, ayant un titre alcoométrique massique acquis $>$ 11,85 % mas (à l'excl. des produits ayant une teneur en sucres $>$ 9 % en poids, des fruits à coques, des arachides et autres graines, des ananas, des agrumes, des poires, des abricots, des cerises, des pêches, des fraises, des airelles, du gingembre, des raisins, des goyaves, des mangues, des mangoustans, des papayes, des tamarins, des pommes de cajou, des litchis, des fruits du jacquier [pain des singes], des sapotilles, des fruits de la passion, des caramboles et des pitahayas)
20089963	Goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jacquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net \leq 1 kg (à l'excl. des mélanges)
20098997	Jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jacquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles ou pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix \leq 67 à 20 °C (à l'excl. des mélanges, des jus contenant des sucres d'addition)
20098999	Jus d'abricots en poudre ne contenant pas de sucres d'addition
20099098	Mélanges de jus de fruits (y.c. les moûts de raisins) et de jus de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix \leq 67 à 20°C et d'une valeur \leq 30 € par 100 kg poids net (à l'excl. des mélanges contenant des sucres d'addition, des mélanges de jus de pommes et de poires, des mélanges de jus dagrumes et d'ananas ainsi que des mélanges de jus de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jacquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles et de pitahayas)
21012098	Préparations à base de thé ou de maté
21023000	Poudres à lever préparées
21033090	Moutarde préparée

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
21039090	Préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements, composés (à lexcl. de la sauce de soja, du tomato ketchup et autres sauces tomates, du chutney de mangue liquide ainsi que des amers aromatiques du n° 2103 90 30)
21041000	Préparations pour soupes, potages ou bouillons; soupes, potages ou bouillons préparés
21069059	Sirops de sucre, aromatisés ou additionnés de colorants (à lexcl. des sirops disoglucose, de lactose, de glucose ou de maltodextrine)
21069092	Préparations alimentaires, n.d.a., ne contenant pas de matières grasses provenant du lait, de saccharose, disoglucose, de glucose, damidon ou de fécule ou contenant en poids < 1,5% de matières grasses provenant du lait, < 5% de saccharose ou disoglucose, < 5% de glucose, damidon ou de fécule
21069098	Préparations alimentaires, n.d.a., contenant en poids 1,5% de matières grasses provenant du lait, 5% de saccharose ou disoglucose, 5% de glucose ou damidon ou de fécule
22021000	Eaux, y.c. les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, directement consommables en l'état en tant que boissons
22029919	Boissons non alcooliques ne contenant pas de produits des n° 0401 à 0404 ou de matières grasses provenant des produits des n° 0401 à 0404 (à lexcl. des eaux, des jus de fruits ou de légumes, de la bière sans alcool, des boissons à base de soja ainsi que des boissons à base de fruits à coques du chapitre 8, de céréales du chapitre 10 ou de graines du chapitre 12)
22030001	Bières de malt, présentées dans des bouteilles d'une contenance <= 10 l
22030009	Bières de malt, en récipients d'une contenance <= 10 l (à lexcl. des bières présentées dans des bouteilles)
22041011	Champagne, avec AOP
22041015	Prosecco, avec AOP
22041091	Asti spumante, avec AOP
22041093	Vins mousseux produits à partir de raisins frais avec une appellation d'origine protégée «AOP» (à l'exclusion de l'Asti spumante, du Champagne, du Cava et du Prosecco)
22041098	Vins mousseux produits à partir de raisins frais (à lexcl. de vins de cépages)
22042111	Vins blancs d'Alsace, en récipients d'une contenance <= 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis <= 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)
22042112	Vins blancs de Bordeaux, en récipients d'une contenance <= 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis <= 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)
22042113	Vins blancs de Bourgogne, en récipients d'une contenance <= 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis <= 15% vol, avec AOP (sauf vins mousseux et pétillants)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
22042138	Vins blancs produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants, du Vinho Verde et des vins d'Alsace, de Bordeaux, de Bourgogne, du Val de Loire, de Moselle, du Palatinat, de Hesse rhénane, de Tokaj, du Latium, de Toscane, du Trentin, du Haut-Adige, du Frioul, de Vénétie, de Sicile, de Penedés, de la Rioja et de Valencia)
22042142	Vins de Bordeaux, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042143	Vins de Bourgogne, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042144	Vins du Beaujolais, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042146	Vins de la Vallée du Rhône, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042147	Vins du Languedoc-Roussillon, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042166	Vins de Toscane [Toscana], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042168	Vins de Vénétie [Veneto], en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042178	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec AOP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants, des vins blancs et des vins de Bordeaux, de Bourgogne, du Beaujolais, de la Vallée du Rhône, du Languedoc-Roussillon, du Val de Loire, du Piémont, de Toscane, du Trentin, du Haut-Adige, de Vénétie, du Dão, de la Barraida, du Douro, de Navarre, de Penedés, de la Rioja et de Valdepeñas)
22042179	Vins blancs produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec IGP (à lexcl. des vins mousseux et des vins pétillants)
22042180	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol, avec IGP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042181	Vins blancs de cépages sans AOP et IGP, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à lexcl. des vins mousseux et des vins pétillants)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
22042182	Vins de cépages sans AOP et IGP, produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 15% vol (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042188	Vin de Samos et muscat de Lemnos, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP
22042189	Vin de Porto, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis > 15% vol, avec AOP ou IGP
22042194	Vins non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, avec AOP ou IGP (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22042196	Vins de cépages sans AOP et IGP, non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à lexcl. des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)
22051010	Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques, en récipients d'une contenance ≤ 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis ≤ 18% vol
22060031	Cidre et poiré, mousseux
22060059	Hydromel, saké et autres boissons fermentées, non mousseux, présentés en récipients d'une contenance ≤ 2 l, n.d.a.; mélanges de boissons fermentées et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques, non mousseux, présentés en récipients d'une contenance ≤ 2 l, n.d.a. (sauf vins de raisins frais, moûts de raisins, vermouth et autres vins de raisins frais, préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques, piquette et vins de pommes et de poires)
22082012	Cognac, présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22082014	Armagnac, présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22083011	Whisky bourbon, présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22083030	Whisky écossais [Scotch whisky] single malt
22083041	Whisky écossais [Scotch whisky] blended malt, présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22083061	Single-grain et blended-grain whisky écossais [Scotch whisky], présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22083071	Whisky écossais [Scotch whisky], présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à lexcl. du whisky single malt, du whisky blended malt, du whisky single-grain et blended-grain)
22083079	Whisky écossais [Scotch whisky], présenté en récipients d'une contenance > 2 l (à lexcl. du whisky single malt, du whisky blended malt, du whisky single-grain et blended-grain)
22083082	Whisky, présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à lexcl. du whisky bourbon et du whisky écossais [Scotch whisky])
22084011	Rhum d'une teneur en substances volatiles (autres que l'alcool éthylique et méthylique) ≥ 225 g/hl d'alcool pur "avec une tolérance de 10%", présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
22084039	Rhum et autres eaux-de-vie provenant de la distillation, après fermentation, de produits de cannes à sucre, d'une valeur ≤ 7,9 €/l d'alcool pur, présentés en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à lexcl. du rhum d'une teneur en substances volatiles [autres que l'alcool éthylique et méthylique] ≥ 225 g/hl d'alcool pur "avec une tolérance de 10%")
22085011	Gin, présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22086011	Vodka, d'un titre alcoométrique volumique ≤ 45,4% vol, présentée en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22087010	Liqueurs, présentées en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22089045	Calvados, présenté en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22089069	Boissons spiritueuses, présentées en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à lexcl. de louzo, des eaux-de-vie et des liqueurs)
22089099	Alcool éthylique non dénaturé, d'un titre alcoométrique volumique < 80% vol, présenté en récipients d'une contenance > 2 l
22090011	Vinaigres de vin, comestibles, présentés en récipients d'une contenance ≤ 2 l
22090091	Vinaigres comestibles et succédanés de vinaigre comestibles obtenus à partir d'acide acétique, présentés en récipients d'une contenance ≤ 2 l (à lexcl. des vinaigres de vin)
24021000	Cigares, y.c. ceux à bouts coupés, et cigarillos, contenant du tabac
24022090	Cigarettes contenant du tabac (à lexcl. des cigarettes contenant des girofles)
24031910	Tabac à fumer, même contenant des succédanés de tabac en toute proportion, en emballages immédiats d'un contenu net ≤ 500 g (à lexcl. du tabac pour pipe à eau contenant du tabac)
25010091	Sel propre à l'alimentation humaine
32030090	Matières colorantes d'origine animale, y.c. les extraits tinctoriaux (sauf les noirs d'origine animale), même de constitution chimique définie; préparations à base de matières colorantes d'origine animale ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à lexcl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)
32041400	Colorants organiques synthétiques directs; préparations à base de colorants organiques synthétiques directs, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à lexcl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)
33029090	Mélanges de substances odoriférantes et mélanges à base d'une ou de plusieurs de ces substances, des types utilisés comme matières de base pour l'industrie (à lexcl. des solutions alcooliques et des mélanges des types utilisés pour les industries alimentaires ou des boissons)
33030010	Parfums (à lexcl. des préparations pour l'après-rasage [lotions after-shave] et des désodorisants corporels)
33030090	Eaux de toilette (à lexcl. des préparations pour l'après-rasage [lotions after-shave] et des désodorisants corporels)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
33049900	Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y.c. les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer (à lexcl. des médicaments, des produits de maquillage pour les lèvres ou les yeux, des préparations pour manucures ou pédicures ainsi que des poudres, y.c. les poudres compactes)
33051000	Shampooings
33059000	Préparations capillaires (à lexcl. des shampooings, des laques pour cheveux et des préparations pour londulation ou le défrisage permanents)
33072000	Désodorisants corporels et antisudoraux, préparés
34013000	Produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, conditionnés pour la vente au détail, même contenant du savon
39231090	Boîtes, caisses, casiers et articles simil. pour le transport ou l'emballage, en matières plastiques [à lexcl. des boîtes, caisses, casiers et articles simil. en matières plastiques, spécialement conçus pour le transport ou l'emballage de disques (wafers) à semi-conducteur, de masques ou de réticules]
39232100	Sacs, sachets, pochettes et cornets, en polymères de léthylène
39232990	Sacs, sachets, pochettes et cornets, en matières plastiques (autres que les polymères de léthylène ou le poly[chlorure de vinyle])
39235090	Bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques (à lexcl. des capsules de bouchage ou de surbouchage)
39241000	Vaisselle et autres articles pour le service de la table ou de la cuisine, en matières plastiques
39262000	Vêtements et accessoires du vêtement, y.c. les gants, mitaines et moufles, obtenus par piqure ou collage de feuilles de matières plastiques (à lexcl. des marchandises du n° 9619)
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.
42022100	Sacs à main, même à bandoulière, y.c. ceux sans poignée, à surface extérieure en cuir naturel, en cuir reconstitué ou en cuir verni
42023900	Portefeuilles, porte-monnaie, étuis à clés ou à cigarettes, blagues à tabac et articles simil. de poche ou de sac à main, à surface extérieure en fibre vulcanisée ou en carton, ou recouverts, en totalité ou en majeure partie, de ces mêmes matières ou de papier, y.c. les étuis à lunettes en matière plastique moulée
42029211	Sacs de voyage, trousse de toilette, sacs à dos et sacs pour articles de sport, à surface extérieure en feuilles de matières plastiques
42029298	Sacs isolants pour produits alimentaires et boissons, sacs à provisions, porte-cartes, trousse à outils, boîtes pour bijoux, écrins pour orfèvrerie, étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants simil., à surface extérieure en matières textiles (à lexcl. des sacs de voyage, des trousse de toilette, des sacs à dos, des sacs pour articles de sport, des malles, valises, mallettes, serviettes, cartables et articles simil., des articles de poche ou de sac à main)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
42029900	Sacs de voyage, trousse de toilette, sacs à dos, sacs à provisions, porte-cartes, trousse à outils, sacs pour articles de sport, boîtes pour bijoux, écrins pour orfèvrerie et étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants simil., à surface extérieure en matières autres que cuir, feuilles de matières plastiques ou matières textiles (sauf malles, valises, malles, serviettes, cartables et articles simil.; sacs à main; articles de poche ou de sac à main)
42033000	Ceintures, ceinturons et baudriers, en cuir naturel ou reconstitué
44151010	Caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages simil., en bois
44191900	Articles en bambou pour la table ou la cuisine (à lexcl. des planches à pain, planches à hacher et articles similaires, des baguettes, ainsi que des articles dameublement, des objets d'ornement, des ouvrages de tonnellerie, des parties d'articles en bois pour la table ou la cuisine, des balais, des brosses ainsi que des tamis et cribles à main)
44199090	Articles pour la table ou la cuisine (à lexcl. de ceux en bois tropicaux : okoumé, obeche, sapelli, sipo, acajou d'Afrique, makoré, iroko, tiama, mansonie, ilomba, dibétou, limba, azobé, dark red meranti, light red meranti, meranti bakau, white lauan, white meranti, white seraya, yellow meranti, alan, keruing, ramin, kapur, teak, jongkong, merbau, jelutong, kempas, virola, mahogany "swietenia spp.", imbuia, balsa, palissandre de Rio, palissandre de Para et palissandre de Rose)
44209099	Coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie et ouvrages simil., et articles dameublement, en bois (à lexcl. des objets réalisés en okoumé, obeche, sapelli, sipo, acajou d'Afrique, makoré, iroko, tiama, mansonie, ilomba, dibétou, limba, azobé, dark red meranti, light red meranti, meranti bakau, white lauan, white meranti, white seraya, yellow meranti, alan, keruing, ramin, kapur, teak, jongkong, merbau, jelutong, kempas, virola, mahogany "swietenia spp.", imbuia, balsa, palissandre)
46021990	Ouvrages de vannerie obtenus directement en forme à partir de matière à tresser ou confectionnés à l'aide des articles en matières végétales du n° 4601; ouvrages en luffa (sauf en bambou et en rotin, des paillons pour bouteilles, des revêtements muraux du n° 4814, des chaussures, coiffures et leurs parties, des véhicules et corps de caisses pour véhicules ainsi que des articles du chapitre 94 [p.ex. meubles, appareils d'éclairage])
48021000	Papiers et cartons formés feuille à feuille [papiers à la main], de tout format et de toute forme
48061000	Papiers et cartons sulfurisés [parchemin végétal], en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié
48064010	Papier dit cristal, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié
48081000	Papiers et cartons ondulés, même avec recouvrement par collage, même perforés, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
48119000	Papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, couchés, enduits, imprégnés, recouverts, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à lexcl. des produits des n° 4803, 4809, 4810, 481110 à 481160 et 4818)
48192000	Boîtes et cartonnages, pliants, en papier ou en carton non ondulé
48194000	Sacs, sachets, pochettes et cornets, en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose (à lexcl. des pochettes pour disques et des sacs d'une largeur à la base >= 40 cm)
48195000	Emballages, y.c. les pochettes pour disques, en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose (à lexcl. des boîtes et caisses en papier ou en carton ondulé, des boîtes et cartonnages, pliants, en papier ou en carton non ondulé ainsi que des sacs, sachets, pochettes et cornets)
48211090	Étiquettes de tous genres, en papier ou en carton, imprimées (à lexcl. des étiquettes auto-adhésives)
48236990	Tasses, gobelets et articles simil., en papier ou en carton (sauf du papier bambou ou du carton bambou et à lexcl. des plateaux, des plats et des assiettes)
49111090	Imprimés publicitaires et articles simil. (à lexcl. des catalogues commerciaux)
49119100	Images, gravures et photographies, n.d.a.
61051000	Chemises et chemisettes, en bonneterie, de coton, pour hommes ou garçonnets (sauf chemises de nuit, T-shirts et maillots de corps)
61091000	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, de coton,
61099090	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, de matières textiles (sauf de coton, fibres synthétiques ou artificielles, laine ou poils fins)
62113900	Survêtements de sport (trainings) et autres vêtements n.d.a., de matières textiles, pour hommes ou garçonnets (autres que de coton, fibres synthétiques ou artificielles, autres qu'en bonneterie)
62171000	Accessoires confectionnés du vêtement en tous types de matières textiles, n.d.a. (autres qu'en bonneterie)
63029390	Linge de toilette ou de cuisine, de fibres synthétiques ou artificielles (autres qu'en nontissés et sauf serpillières, chiffons à parquet, lavettes et chamoisettes)
65050030	Casquettes, képis et coiffures simil. comportant une visière, en bonneterie ou confectionnés à l'aide de dentelles, feutre ou autres produits textiles, en pièces (mais non en bandes), même garnis (sauf ceux ayant le caractère de jouets ou d'articles de carnaval)
66019100	Parapluies, y.c. les parapluies-cannes et ombrelles, à mât ou à manche télescopique (sauf jouets d'enfants)
69111000	Articles pour le service de la table ou de la cuisine en porcelaine (sauf objets d'ornementation; cruchons, cornues et récipients simil. de transport ou de emballage; moulins à café et moulins à épices avec récipient en céramique et élément de travail en métal)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
69120089	Autres articles d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette en céramique, autres qu'en porcelaine, terre commune, grès, faïence ou poterie fine (à lexcl. des articles pour le service de la table ou de la cuisine, des baignoires, bidets, éviers et autres appareils fixes similaires, des statuettes et autres objets d'ornementation, ainsi que des cruchons, cornues et récipients similaires de transport ou d'emballage)
70131000	Objets en vitrocéramique, pour le service de la table, pour la cuisine, la toilette, le bureau, la décoration intérieure ou usages simil. (autres que les perles de verre et articles simil. de verrerie du n° 7018 et sauf les plaques de cuisson, les verres assemblés en vitraux, les appareils d'éclairage et leurs parties, les vaporisateurs de parfum et pulvérisateurs analogues)
70132890	Verres à boire à pied, en verre cueilli mécaniquement (à lexcl. des verres en vitrocéramique et en cristal au plomb)
70133399	Verres à boire en cristal au plomb cueilli mécaniquement (non taillés ni autrement décorés et à lexcl. des verres à pied)
70133799	Verres à boire en verre cueilli mécaniquement (non taillés ni autrement décorés et à lexcl. des verres en vitrocéramique, cristal au plomb ou verre trempé ainsi que des verres à pied)
70134200	Objets en verre, pour le service de la table ou la cuisine, d'un coefficient de dilatation linéaire $\leq 5 \times 10^{-6}$ par kelvin entre 0°C et 300°C (autres que les articles en vitrocéramique ou en cristal de plomb, les perles de verre et articles simil. de verrerie du n° 7018 et sauf verres à boire, bocaux à conserves en verre, bouteilles isolantes et autres récipients dont l'isolation est assurée par le vide)
70134999	Objets en verre cueilli mécaniquement pour le service de la table ou la cuisine (sauf en verre trempé ou à coefficient de dilatation linéaire $\leq 5 \times 10^{-6}$ par kelvin entre 0 et 300°C; articles en vitrocéramique ou en cristal au plomb; perles de verre et articles de verrerie du n° 7018; verres à boire; bocaux à conserves en verre; bouteilles isolantes et autres récipients dont l'isolation est assurée par le vide)
70139900	Objets en verre pour la toilette, le bureau, la décoration intérieure et usages simil. (autres qu'en cristal au plomb et autres que pour le service de la table ou pour la cuisine, autres que les perles en verre et articles simil. de verrerie du n° 7018 et sauf miroirs, verres assemblés en vitraux, appareils d'éclairage et leurs parties, vaporisateurs de parfum et pulvérisateurs analogues)
71179000	Bijouterie de fantaisie (autres qu'en métaux communs, même argentés, dorés ou platinés)
73102910	Réservoirs, fûts, tambours, bidons et récipients simil., en fer ou en acier, pour toutes matières, contenance < 50 l et épaisseur de paroi $< 0,5$ mm, n.d.a. (sauf pour gaz comprimés ou liquéfiés et à lexcl. des boîtes)
73239300	Articles de ménage ou d'économie domestique et leurs parties, en aciers inoxydables (à lexcl. des bidons, boîtes et récipients simil. du n° 7310; poubelles; pelles, tire-bouchons et autres articles à caractère d'outils; coutellerie et cuillers, louches, fourchettes, écumoirs, pelles à tarte, pinces à sucre et articles simil. du n° 8211 au n° 8215; objets décoratifs; articles d'hygiène ou de toilette)
73239900	Articles de ménage ou d'économie domestique et leurs parties, en fer ou en aciers autres qu'inoxidables (sauf fonte et articles émaillés; bidons, boîtes et récipients simil. du n° 7310; poubelles; pelles, tire-bouchons et autres articles à caractère d'outils; coutellerie et cuillers, louches, fourchettes, écumoirs, pelles à tarte, pinces à sucre et articles simil. du n° 8211 au n° 8215; objets décoratifs; articles d'hygiène ou de toilette)

ANNEXE DELIBERATION N°19-29-1
EXTENSION EXONERATIONS OCTROI DE MER DESTINEES A L'AVITAILLEMENT DES NAVIRES ET DE AERONEFS

CODE DU SH	Désignation des marchandises
73269098	Ouvrages en fer ou en acier, n.d.a.
82055100	Outils à main économie domestique, non mécaniques, avec partie travaillante en métaux communs, n.d.a.
82100000	Appareils mécaniques actionnés à la main, en métaux communs, dun poids <= 10 kg, utilisés pour préparer, conditionner ou servir les aliments ou les boissons
82119200	Couteaux à lame fixe en métaux communs (sauf couteaux à foin et à paille, coutelas et machettes, couteaux et lames tranchantes pour machines ou appareils mécaniques, couteaux à poisson, couteaux à beurre, petites et grandes lames de rasoirs et autres couteaux du n° 8214)
82159100	Cuillers, fourchettes, louches, écumoirs, pelles à tartes, couteaux spéciaux à poisson ou à beurre, pinces à sucre et articles simil., en métaux communs, argentés, dorés ou platinés (sauf en assortiments et sauf cisailles à volaille et à homards)
83062900	Statuettes et autres objets d'ornement, en métaux communs, ni argentés, ni dorés, ni platinés (sauf objets d'art, pièces de collection et antiquités)
83099090	Bouchons [y.c. les bouchons à pas de vis et les bouchons-verseurs], couvercles, capsules pour bouteilles, bondes filetées, plaques de bondes, scellés et autres accessoires d'emballage, en métaux communs (sauf bouchons-couronnes, capsules de bouchage ou de surbouchage en plomb, capsules de bouchage ou de surbouchage en aluminium, dun diamètre > 21 mm)
84433210	Imprimantes aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau
85167100	Appareils électriques pour la préparation du café ou du thé, pour usages domestiques
90049090	Lunettes, correctrices, protectrices ou autres, et articles simil. (à lexcl. des lunettes avec verres en matières plastiques, des lunettes pour tests visuels, des lunettes solaires, des verres de contact, des verres de lunetterie et des montures de lunettes)
91029900	Montres de poche et montres simil., à remontage manuel ou automatique, y.c. les compteurs de temps du même type (autres que celles en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux)
94032080	Meubles en métal (à lexcl. des meubles de bureau, des meubles pour la médecine, l'art dentaire et vétérinaire et la chirurgie, des lits et des sièges)
94037000	Meubles en matières plastiques (autres que pour la médecine, l'art dentaire et vétérinaire, la chirurgie et autres que sièges)
94038900	Meubles en autres matières, y compris losier ou en matières simil. (sauf en bambou, rotin, métal, bois et matières plastiques ainsi que sièges et mobilier pour la médecine, l'art dentaire et vétérinaire ou la chirurgie)
95062900	Skis nautiques, aquaplanes et autre matériel pour la pratique des sports nautiques (à lexcl. des planches à voile)
96081010	Stylos et crayons à bille, à encre liquide
96180000	Mannequins et articles simil.; automates et scènes animées pour étalages (à lexcl. des modèles utilisés pour l'enseignement, des poupées présentant des caractères de jouet et des marchandises présentées sur ces mannequins)
97030000	Productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture, en toutes matières



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-30-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-30-1

PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES)

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-318-1 du 13 juillet 2018 portant exonération de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation de matières premières et de biens d'équipement destinés aux opérateurs de la section C de la NAF ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant à l'article 2 et destinés exclusivement aux entreprises relevant de la section C (industries manufacturières) de la NAF.

ARTICLE 2 : Les biens visés par cette exonération à l'importation sont désignés comme suit :

NC8	DESIGNATION
34021110	Solution aqueuse contenant en poids $\geq 30\%$ mais $\leq 50\%$ d'alkyl [oxydi"benzènesulfonate"] de sodium (à l'excl. des savons)
44072995	Bois d'abura, afrormosia, ako, andiroba, aningré, avodiré, balau, bossé clair, bossé foncé, cativo, cedro, dabema, doussié, framiré, freijo, fromager, fuma, geronggang, ipé, jaboty, jequitiba, kosipo, kotibé, koto, louro, maçaranduba, mahogany (sauf Swietenia spp.), mandioqueira, mengkulang, merawan, merpauh, mersawa, moabi, niangon, nyatoh, onzabili, orey, ovengkol, ozigo, padauk, paldao, palissandre de Guatemala, pau amarelo, pau marfim, pulai, punah, quaruba, saqui saqui, sepetir, sucupira, suren, tauari et - tola, sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur > 6 mm (à l'excl. des bois collés par assemblage en bout, rabotés ou poncés)
44072998	Bois tropicaux n.d.a., sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur > 6 mm (à l'excl. des bois poncés, rabotés ou collés par assemblage en bout)
73269060	Volets d'aération non mécaniques, gouttières, crochets et autres ouvrages pour l'industrie du bâtiment, n.d.a., en fer ou en acier
76061220	Tôles et bandes en alliages d'aluminium, d'une épaisseur $> 0,2$ mm, de forme carrée ou rectangulaire, peints, vernis ou revêtus de matière plastique
76109090	Constructions et parties de constructions, en aluminium, n.d.a., ainsi que tôles, barres, profilés, tubes, tuyaux et simil., en aluminium, travaillés en vue de la construction, n.d.a. (sauf constructions préfabriquées du n° 9406, portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, et sauf ponts et éléments de ponts, tours et pylônes)
76169100	Toiles métalliques, grillages et treillis, en fils d'aluminium (sauf toiles en fils métalliques pour revêtements, aménagements intérieurs et usages simil., toiles, grillages et treillis transformés en cribles ou tamis à main ou en pièces de machines)

ARTICLE 3 : Ces produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise sera redevable de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, celles-ci sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-31-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-31-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « CIRAD (CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT) POUR BIO-PIMENTA PROTEC : DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU PRODUIT DE BIOCONTRÔLE À BASE DE BOIS D'INDE (PIMENTA RACEMOSA) POUR LA PROTECTION DES CULTURES MARAÎCHÈRES EN MARTINIQUE – RMAR160218DA0970010 »

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 25 août 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 25 janvier 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 6 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent trente sept mille trois cent quatre vingt euros et trois centimes (137 380,03€), soit 68,00% du coût total éligible de 202 029,47€, est attribuée à «CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) – BIO-PIMENTA PROTEC: Développement d'un nouveau produit de biocontrôle à base de bois d'Inde (Pimenta racemosa) pour la protection des cultures maraîchères en Martinique - RMAR160218DA0970010».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de vingt quatre mille deux cent quarante trois euros cinquante quatre centimes (24 243,54 €) est attribuée à «CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) - BIO-PIMENTA PROTEC: Développement d'un nouveau produit de biocontrôle à base de bois d'Inde (Pimenta racemosa) pour la protection des cultures maraîchères en Martinique - RMAR160218DA0970010».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEDER 2014-2020 ;

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-31-2-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-31-2

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « GROUPEMENT DE DÉFENSE SANITAIRE DES APICULTEURS MARTINICAIS POUR INVESTISSEMENT COLLECTIF DANS LE CADRE DE LA MODERNISATION DES EXPLOITATIONS ET DE LA LUTTE SANITAIRE - RMAR040117DA0970008 »

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 09 février 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 25 janvier 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 6 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent-dix-huit mille neuf euros et douze centimes (118 009,12 €), soit 71,76% du coût total éligible de 164 457,42 €, est attribuée à « GROUPEMENT DE DÉFENSE SANITAIRE DES APICULTEURS MARTINIQUAIS pour investissement collectif dans le cadre de la modernisation des exploitations et de la lutte sanitaire - RMAR040117DA0970008 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de vingt mille huit cent vingt cinq euros quatorze centimes (20 825,14 €), est attribuée à « GROUPEMENT DE DÉFENSE SANITAIRE DES APICULTEURS MARTINIQUAIS pour investissement collectif dans le cadre de la modernisation des exploitations et de la lutte sanitaire - RMAR040117DA0970008 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEDER 2014-2020 ;

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-31-3-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 MARS 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-31-3

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « SARL HABITATION ASSIER POUR PLANTATION DE VITROPLANTS DE BANANE (14,78 HA RAMENÉS À 3,91 HA), AMÉNAGEMENT DU HANGAR, MÉCANISATION DE LA GESTION DE L'ENHERBEMENT ET RÉALISATION DE TRACES (2017) - RMAR040116DA0970327 »

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 14 décembre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 25 janvier 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 6 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cinquante-six mille cinq cent douze euros quatre-vingt-deux centimes (56 512,82 €), soit 58,16% du coût total éligible de 97 164,85 €, est attribuée à « SARL HABITATION ASSIER – Plantation de vitroplants de banane (14,78 ha ramenés à 3,91 ha), aménagement du hangar, mécanisation de la gestion de l'enherbement et réalisation de traces (2017) - RMAR040116DA0970327 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de neuf mille neuf cent soixante douze euros quatre vingt six centimes (9 972,86 €), est attribuée à « SARL HABITATION ASSIER - Plantation de vitroplants de banane (14,78 ha ramenés à 3,91 ha), aménagement du hangar, mécanisation de la gestion de l'enherbement et réalisation de traces (2017) - RMAR040116DA0970327 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEDER 2014-2020 ;

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-31-4-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **29 MARS 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-31-4

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « (JA) POUR MISE EN PLACE D'UNE PORCHERIE AVEC LE MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT ET CULTURE DE BANANES CRÉOLES - RMAR040117DA0970060 - JA »

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 5 avril 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 25 janvier 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 6 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent vingt-sept mille sept cent soixante et onze euros vingt-quatre centimes (127 771,24 €), soit 70,74% du coût total éligible de 180 625,93 €, est attribuée à « (JA) – Mise en place d'une porcherie avec le matériel d'équipement et culture de bananes créoles - RMAR040117DA0970060 – JA ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de vingt deux mille cinq cent quarante sept euros quatre vingt sept centimes (22 547,87 €), est attribuée à « JOSEPH Gladys (JA) - Mise en place d'une porcherie avec le matériel d'équipement et culture de bananes créoles - RMAR040117DA0970060 – JA ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEDER 2014-2020 ;

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-31-5-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

29 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-31-5

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À
« SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE POUR
AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION DES PARCELLES AGRICOLES - PLANTATION
DE CANNES (29,13 HA RAMENÉS À 22,44 HA) - ACQUISITION DE MATÉRIEL
CONFECTION DE TRACES 2017 - RMAR040117DA0970003 »**

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 16 janvier 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 25 janvier 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 6 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre cent trente-deux mille deux cent quatre vingt six euros vingt-quatre centimes (432 286,24 €), soit 58,04% du coût total éligible de 744 863,00 €, est attribuée à « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE – Amélioration de l'exploitation des parcelles agricoles - plantation de cannes (29,13 ha ramenés à 22,44 ha) - acquisition de matériel - confection de traces - 2017 - RMAR040117DA0970003 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de soixante seize mille deux cent quatre vingt cinq euros quatre vingt un centimes (76 285,81 €), est attribuée à « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE - Amélioration de l'exploitation des parcelles agricoles - plantation de cannes (29,13 ha ramenés à 22,44 ha) - acquisition de matériel- confection de traces - 2017 - RMAR040117DA0970003 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEDER 2014-2020 ;

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-31-6-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-31-6

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE POUR AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION DES PARCELLES AGRICOLES - PLANTATION DE CANNES (29,86 HA RAMENÉS À 28,64 HA) - ACQUISITION DE MATÉRIEL - CONFECTION DE TRACES - 2016 - RMAR040116DA0970098 »

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 12 février 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 25 janvier 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 6 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent quatre-vingt-quinze mille sept cent trente-six euros et soixante-six centimes (195 736,66 €), soit 59,38% du coût total éligible de 329 635,50 €, est attribuée à « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE – Amélioration de l'exploitation des parcelles agricoles - plantation de cannes (29,86 ha ramenés à 28,64 ha) - acquisition de matériel - confection de traces - 2016 - RMAR040116DA0970098 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente-quatre mille cinq cent quarante et un euros soixante dix-sept centimes (34 541,77 €), est attribuée à « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE - Amélioration de l'exploitation des parcelles agricoles - plantation de cannes (29,86 ha ramenés à 28,64 ha) - acquisition de matériel - confection de traces - 2016 - RMAR040116DA0970098 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEDER 2014-2020 ;

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-32-1-DE
Date de télétransmission : 18/04/2019
Date de réception préfecture : 18/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-32-1

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE MADAME DANS LE CADRE DU TROPHÉE COBATY

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016.
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge, pour un montant de mille quatre cent vingt euros et quatre-vingt-quatre centimes (1 420,84 €), du billet d'avion de Madame , lauréate du trophée COBATY, pour se rendre à Paris le 10 juin 2016 dans le cadre de la pratique de son stage de fin de cursus en filière Bâtiment Travaux Publics.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 930, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-32-2-DE
Date de télétransmission : 18/04/2019
Date de réception préfecture : 18/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-32-2

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE MONSIEUR DANS LE CADRE DES RENCONTRES ANNUELLES DES LANGUES ET CULTURES RÉGIONALES

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016.

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge, pour un montant de quatre cent soixante-quatre euros soixante-quinze centimes (464,75€), du billet d'avion de Monsieur , ancien conseiller du Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement de la Martinique, dans le cadre de la 25^{ème} édition des rencontres annuelles des langues et cultures régionales, qui s'est tenue du jeudi 20 octobre au samedi 22 octobre 2016 en Guadeloupe.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 930, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-32-3-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-32-3

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE MEMBRES DE LA DÉLÉGATION DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA COP 21

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABÉ, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016.
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge, pour un montant total de quatre mille cent quatre-vingt-six euros quarante-huit centimes (4 186,48 €), des billets d'avion de quatre (4) membres de la délégation de la Martinique, dans le cadre de la COP 21 qui s'est tenue à Paris du 08 au 11 décembre 2015.

Les noms des membres de la délégation sont les suivants :

- Monsieur
- Madame
- Madame
- Monsieur

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 930, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

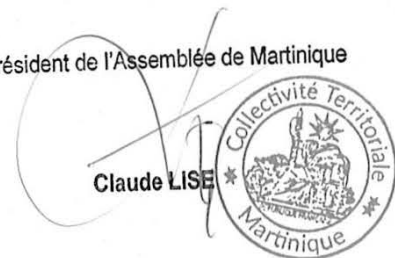
ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-32-4-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-32-4

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE MEMBRES DE LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU CONGRÈS NATIONAL DE LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS GÉNÉRALES ÉTUDIANTES

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge, pour un montant total de deux mille sept cent trente et un euros onze centimes (2 731,11€), des billets d'avion de trois (3) membres de la Fédération des Etudiants de Martinique pour représenter la Martinique au Congrès National de la Fédération des Associations Générales Etudiantes qui s'est tenu les 24, 25 et 26 septembre 2015.

Les noms des membres mentionnés de la fédération sont les suivants :

- Monsieur
- Monsieur
- Madame

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 930, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-33-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-33-1

PORTANT MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF CADRE À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE PORTANT ORGANISATION DU DÉPÔT DES DOSSIERS DE DEMANDES DE SUBVENTIONS RELATIVES AUX CHAMPS DES SOLIDARITÉS

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le dispositif cadre portant organisation du dépôt des demandes de subventions relatives aux champs des Solidarités reçues à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le dispositif est élaboré selon les termes de l'annexe jointe à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE

1. Demande de subvention concernée :

Toutes demandes relevant du champ des Solidarités.

2. Période de dépôt :

Du 1^{er} décembre de l'année N au 30 juin de l'année N+1.

3. Traitement des dossiers reçus durant cette période :

Du 1^{er} décembre de l'année N au 30 juin de l'année N+ 1 :

- a. accusé de réception ;
- b. instruction et rédaction des rapports, projet de délibération, d'arrêté délibéré, de conventions etc...) ;
- c. engagement financier ;
- d. passage en conseil exécutif, en commissions sectorielles, en Assemblée plénière ;
- e. notification des actes administratifs (délibérations ou arrêtés délibérés, conventions) ;
- f. mandatements.

4. Action d'information auprès des Associations et Organismes demandeurs :

Campagne annuelle : un courrier d'information sera adressé en début d'année, aux différents associations et organismes afin qu'ils transmettent leurs demandes durant la période définie (**voir n° 2**). Une communication large sera également mise en place (site internet CTM notamment).

5. Période de finalisation des dossiers :

Du 1^{er} juillet au 31 décembre de l'année N+1, travaux de finalisation des dossiers et accompagnement des demandeurs (complétude des dossiers, réception si nécessaire des demandeurs de subvention ...)

6. Délai de réponse aux demandes de subvention :

Ce délai est fixé à trois mois à compter de la date de déclaration de complétude du dossier.

Ex : dossier complet le 12/07/20...
date limite de réponse : 11/10/20...



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-34-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-34-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES « LES FILAOS » EN VUE DU REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté conjoint PCE/DGARS n° 375 du 30 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Les Filaos », établissement public autonome communal du Robert ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'EHPAD « LES FILAOS » une subvention d'investissement d'un montant de quarante mille euros (40 000,00 €) en vue du remplacement du système de sécurité incendie de l'établissement.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif les mesures d'ajustement relatives à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-35-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-35-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) POUR LA MISE EN PLACE DE SES ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention PMI – ASE le 4 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cent mille euros (100 000,00 €) à l'Union des Femmes de Martinique (UFM) pour la mise en place de ses actions, au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-36-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-36-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AFROP HAND POUR LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS FAVORISANT LA MIXITÉ SOCIALE ET L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET POUR L'ORGANISATION DU SALON « AUTONOM'ACCESS » 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente mille euros (30 000,00 €) à l'association AFROP HAND pour la mise en œuvre d'actions favorisant la mixité sociale et l'inclusion des personnes en situation de handicap et pour l'organisation du salon « AUTONOM'ACCESS » 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et sera versée en une fois et créditée au compte du partenaire conformément aux procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-37-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
FICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-37-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE – PÔLE DE RECHERCHE DE LA CARDIOLOGIE POUR L'ÉVALUATION DES VARIATIONS DE FRÉQUENCE CARDIAQUE DES SUPPORTERS DE GOLF DE L'OPEN DE FRANCE ET DE LA RYDER CUP 2018 INTITULÉE « ÉTUDE RYDER HEART »

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de seize mille euros (16 000 €) au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique pour l'Etude « Ryder Heart ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle est inscrite en crédit de paiement (CP) de l'exercice 2018 et est versée selon des modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 39 voix pour et 1 voix contre, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-38-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **8 MARS 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-38-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA SEMAINE BLEUE AU CENTRE EMMA VENTURA AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de six mille euros (6 000,00 €) au centre hospitalier universitaire de Martinique (CHU) pour l'organisation de la semaine bleue au Centre Emma Ventura en octobre 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier des actions menées dans le cadre de la semaine bleue, datés, signés et certifiés conformes par le Directeur Général du CHU de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-39-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-39-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CENTRE HOSPITALIER DU SAINT-ESPRIT POUR LA REMISE EN ÉTAT DE SES SERVICES APRÈS INONDATION

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 1er janvier 1991 ;
Vu l'arrêté conjoint PCE/DGARS n°380 en date du 30 janvier 2017 de renouvellement de l'autorisation d'exercice de l'EHPAD « Douceur d'Age » du Saint-Esprit ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande de subvention formulée en date du 15 mars 2018 par le Centre Hospitalier de la ville du Saint-Esprit, pour la réalisation des travaux de remise en état de ses services fermés après l'inondation de 2015 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de quarante neuf mille trois cent quatorze euros cinquante et un centimes (49 314,51 €) au Centre Hospitalier de la Ville du Saint-Esprit, pour la réalisation des travaux de remise en état de ses services fermés après l'inondation de 2015.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-40-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-40-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO SOCIAL (URASS) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-vingt mille euros (80 000,00 €) à l'Union Régionale des Associations du Secteur Social et Médico-social (URASS) pour son programme d'actions au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-41-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-41-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE – UDAF 972 – POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-vingt-dix mille euros (90 000,00 €) à l'Union Départementale des Associations Familiales de la Martinique - UDAF 972 - pour son programme d'activités, au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-42-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **29 MARS 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-42-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU TÉLÉTHON AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribué un don d'un montant de vingt mille euros (20 000,00 €), à l'Association Française contre les Myopathies (AFM), au titre du Téléthon de l'année 2018.

ARTICLE 2 : Cette somme imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique sera inscrite en crédit de paiement (CP) 2018 et versée dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-43-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-43-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE CONTRE LE CANCER – LCC – COMITÉ MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA 9ÈME ÉDITION DU RELAIS POUR LA VIE – OCTOBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de dix mille euros (10 000,00 €) à la Ligue Contre le Cancer Comité Martinique pour l'organisation de la 9^{ème} édition du Relais pour la Vie en octobre 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle est inscrite en crédit de paiement (CP) de l'exercice 2018 et est versée sur présentation d'un rapport d'exécution et d'un bilan financier des actions menées dans le cadre de cette action datés, signés et certifiés conformes par le Président de la LCC.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-44-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-44-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AMAZONES AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE, le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association Amazones une subvention de fonctionnement d'un montant de trente mille euros (30 000,00 €) pour son premier studio de soins oncologiques de support outre-mer, au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019/

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-45-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-45-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ACTION SIDA MARTINIQUE POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE, le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente mille euros (30 000,00 €) à l'association Action Sida Martinique pour son programme d'actions au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-46-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **8 MARS 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-46-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PRÉVENTION DE LA DRÉPANOCYTOSE (APIPD) POUR LA 4^{ÈME} ÉDITION DU DRÉPRACTION MARTINIQUE - EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente mille euros (30 000,00 €) à l'Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD) pour la 4^{ème} édition du DRÉPACTIOn Martinique - Exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-47-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-47-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE RIVIÈRE-PILOTE POUR L'ORGANISATION D'UN FORUM « SANTÉ, SPORT ET BIEN-ÊTRE »

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 7 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trois mille euros (3 000,00 €) au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Rivière-Pilote pour l'organisation d'un forum « Santé, Sport et Bien-être » en mars 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier de l'action de l'année 2018, datés, signés et certifiés conforme par le Président du CCAS.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-48-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2019
Date de réception préfecture : 26/03/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-48-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES SOINS PALLIATIFS DE LA MARTINIQUE (ASPM) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cinquante cinq mille euros (55 000 €) à l'Association des Soins Palliatifs de la Martinique (ASPM) pour son programme d'actions au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-49-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2019
Date de réception préfecture : 29/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-49-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ MARTINICAIS DE PRÉVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE – CENTRE DE SOINS, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PRÉVENTION EN ADDICTOLOGIE (CMPAA-CSAPA) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jeari-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cinquante cinq mille euros (55 000,00 €) au Comité Martiniquais de Prévention en Alcoologie et Addictologie Centre de soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CMPAA-CSAPA) pour son programme d'actions – Exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-50-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-50-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAFAE) POUR L'ORGANISATION DU « SÉMINAIRE DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE »

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE, le 4 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de six mille euros (6 000 €) à l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE) pour l'organisation du Séminaire de la Prévention Spécialisée.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier du séminaire, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-51-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-51-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAFÉ) POUR SON PROJET D'INFORMATISATION DES SERVICES

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABÉ, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUET, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'équipement d'un montant de dix mille euros (10 000 €) à l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative (ADAFAE) pour l'accompagnement de son projet d'informatisation de ses services.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-52-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-52-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOCIÉTÉ SAINT VINCENT DE PAUL (SSVP) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission gérontologie, personnes en situation de handicap, le 11 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de douze mille euros (12 000 €) à l'Association Société Saint Vincent de Paul (SSVP) pour son programme d'actions, au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est inscrite en crédit de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Exercice 2018 : 60 % dès que la présente délibération est rendue exécutoire,
- Exercice 2019 : le solde sur présentation d'un rapport d'exécution et d'un bilan financier des actions menées dans le cadre de ce projet, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-53-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
Affichage LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-53-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR SOLDE À LA MISSION LOCALE DU CENTRE (MILCEM) AU TITRE DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU 1^{ER} AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-28-24 du 8 février 2018 portant attribution d'une subvention à la Mission Locale du Centre au titre du 1^{ER} trimestre de l'année 2018 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs au sein des missions locales n'ont pas pris part au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de trois cent trente-sept mille cinq cents euros (337 500 €) à la Mission Locale du Centre (MILCEM), au titre de l'activité allant du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2 : La subvention est versée selon les modalités définies par convention et la dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédit de paiement	Année
337 500,00 €	337 500,00€	2019

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-53-2-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-53-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR SOLDE À LA MISSION LOCALE DU SUD (MILES) AU TITRE DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU 1^{ER} AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-28-26 du 8 février 2018 portant attribution d'une subvention à la Mission Locale du Sud au titre de l'activité du 1^{er} trimestre 2018 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs au sein des missions locales n'ont pas pris part au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de trois cent cinquante-six mille deux cent cinquante euros (356 250 €) à la Mission Locale du Sud (MILES), au titre de l'activité allant du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2 : La subvention est versée selon les modalités définies par convention et la dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédit de paiement	Année
356 250,00 €	356 250,00 €	2019

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-53-3-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
FICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-53-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR SOLDE À LA MISSION LOCALE DU NORD (MILNORD) AU TITRE DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU 1^{ER} AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-28-25 du 8 février 2018 portant attribution d'une subvention à la Mission Locale du Nord au titre de l'activité du 1^{er} trimestre 2018 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs au sein des missions locales n'ont pas pris part au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de quatre cent soixante-cinq mille euros (465 000 €) à la Mission Locale du Nord (MILNORD), au titre de l'activité allant du 1er avril au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2 : La subvention est versée selon les modalités définies par convention et la dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédit de paiement	Année
465 000,00 €	465 000,00 €	2019

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-54-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-54-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA COOPÉRATIVE D'ACTIVITÉS ET D'EMPLOI – ESPACE D'ENTRAIDE ET DE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS (CAE-EDEA) POUR LE PROGRAMME D'APPUI À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES PAR DES PERSONNES EN INCLUSION

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de soixante-dix mille euros (70 000€) à la coopérative d'activités et d'emploi – espace d'entraide et de développement d'activités (CAE-EDEA), pour le programme d'appui à la création et au développement d'activités économiques par des personnes en inclusion.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la coopérative d'activités et d'emploi espace d'entraide et de développement d'activités (CAE-EDEA).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-55-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2019
Date de réception préfecture : 23/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-55-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU FOYER RURAL DE CHOPOTTE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS ET L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois mille neuf cent quatre-vingt-douze euros quatre-vingt-dix-neuf centimes (3 992,99 €) à l'association FOYER RURAL DE CHOPOTTE, répartie comme suit :

- deux mille six cents euros (2 600 €) pour son programme d'actions au titre de l'année 2018,
- mille trois cent quatre-vingt-douze euros quatre-vingt-dix-neuf centimes (1 392,99 €) pour l'acquisition d'un équipement audiovisuel et de matériels de jardinage.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 et au chapitre d'investissement 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association Foyer Rural de Chopotte.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-56-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-56-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ASPIRE PLUS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 4 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) à l'association ASPIRE PLUS pour la mise en œuvre de son programme d'actions au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont établies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association ASPIRE PLUS.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-57-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-57-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LES AILES DES ANGES POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS, AU TITRE DES EXERCICES 2017 ET 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 11 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de soixante mille euros (60 000 €) à l'association les Ailes des Anges pour son programme d'activités au titre des exercices 2017 et 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-58-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-58-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MOUVEMENT D'ACTIONS POUR DE NOUVELLES INITIATIVES BASÉES SUR L'ANIMATION (MANIBA) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS DE L' EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 12 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre mille euros (4 000 €) à l'association Mouvement d'Actions pour de Nouvelles Initiatives Basées sur l'Animation (MANIBA) pour son programme d'actions au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle est versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier des actions menées dans le cadre de ce programme, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-59-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-59-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA RÉSIDENCE DE LA POINTE SIMON (ALRP) POUR SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 12 février 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) à l'Association des Locataires de la Résidence de la Pointe Simon (ALRP) pour son programme d'actions, au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est inscrite en crédit de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Exercice 2018 : 60 % de la subvention dès que la présente délibération est rendue exécutoire,
- Exercice 2019 : le solde sur présentation d'un rapport d'exécution et d'un bilan financier des actions menées dans le cadre de ce projet, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-60-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2019
Date de réception préfecture : 15/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-60-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION RÉGIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ARACT) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS - EXERCICE 2017 ET EXERCICE 2018 AU TITRE DE LA MESURE 5.1.2 DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT-RÉGION-DÉPARTEMENT(CPERD) SOUTIEN DE L'ACTION DE L'ARACT

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le contrat de plan Etat-Région-Département Martinique 2015-2020 signé le 10 novembre 2015 ;
Vu la demande de subvention présentée par l'association ARACT ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trois cent mille euros (300 000,00 €) à l'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT) pour son programme d'actions pour les exercices 2017 et 2018 au titre de la mesure 5.1.2 du Contrat de Plan Etat-Région-Département (CPERD) - Soutien de l'action de l'ARACT.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-61-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-61-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DE DISPONIBILITÉ POUR ACTIVITÉ DE FORMATION ET MISSIONS OPÉRATIONNELLES AU PROFIT D'AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella LEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée, la passation d'une convention entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), dans le cadre de la participation des agents de la CTM Sapeurs-Pompiers Volontaires à des actions de formation et pour des missions opérationnelles.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte (convention...) et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-62-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 MARS 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-62-1

MISE EN PLACE DE LA CHARTE INFORMATIQUE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par le comité technique en date du 15 novembre 2018,
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adoptée la charte informatique jointe en annexe de la présente délibération et sa mise en place au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Les modalités de mise en oeuvre du dispositif mentionné à l'article 1 sont définies dans le document joint à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-62-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2019
Date de réception préfecture : 08/03/2019



CHARTRE INFORMATIQUE



1. Table des matières

Préambule.....	4
1. Objectif.....	4
2. Champs d'application	4
2.1 Les personnes concernées	4
2.2 Système d'information et de communication (SIC)	5
2.2.1 Postes de travail	5
2.2.2 Téléphones fixes.....	6
2.2.3 Terminaux mobiles (téléphones, tablettes, ...).....	6
2.2.4 Logiciels	6
2.2.5 Messagerie électronique	6
2.2.5.1 Utilisation professionnelle de la messagerie	6
2.2.5.2 Exception à l'utilisation professionnelle de la messagerie	7
2.2.5.3 Utilisation de la messagerie sur un terminal mobile	7
2.2.5.4 Spécificités applicables aux représentants du personnel et organisations syndicales	7
2.2.5.5 Liste de diffusion	8
2.2.5.6 Boîte de services	8
2.2.6 Supports Web (Internet, Intranet, réseaux sociaux, Web TV)	9
2.2.7 Espaces de stockage et sauvegardes.....	10
2.2.8 Impression et numérisation	10
2.2.9 Travail collaboratif.....	10
3. Règles générales d'utilisation du système d'information.....	10
3.1 Les droits et les devoirs des agents.....	11
3.1.1 Un accès règlementé aux ressources	11
3.1.2 Une déclaration des casses, pertes et vols.....	11
3.1.3 Cas des agents de la DSI	11
3.2 Les droits et les devoirs de la Collectivité	12
3.2.1 Protection des données personnelles	12
3.2.2 La disponibilité et l'intégrité du SI	13
4. Assistance, support aux agents	13
5. Accès aux ressources informatiques	13
6. Sécurité informatique	14
6.1 Les commandements de sécurité.....	14
6.2 Mesures de sécurité	15
7. Revue des fichiers d'activités	16
7.1 Revues de fichiers automatisées	16
7.2 Procédure de revue de fichiers	16
8. Information des agents	16
9. Bases légales	17
9.1 Déontologie – Ethique - Droit disciplinaire	17
9.2 Protection des libertés individuelles	17
9.3 Sanctions applicables	17
10. Opposabilité de la Charte.....	18
11. ANNEXE : Dispositions législatives et réglementaires	19
11.1 Protection des données/Informatique et liberté	19
11.2 Droit disciplinaire	19

CHARTE_V3.0

11.3	Code pénal.....	19
------	-----------------	----

Préambule

La présente charte informatique formalise les règles de déontologie et de sécurité que tout utilisateur du Système d'Information et de Communication s'oblige à respecter. La charte informatique fait partie intégrante du règlement intérieur et peut donc être opposée à tout utilisateur du SIC qui la transgresse.

Les différents outils technologiques offrent une grande ouverture vers l'extérieur. Cette ouverture peut apporter une meilleure efficacité si l'utilisation de ces outils est faite à bon escient et selon certaines règles.

A l'inverse, une mauvaise utilisation de ces outils peut avoir des conséquences graves. En effet, ils augmentent les risques d'atteinte à la confidentialité, de mise en jeu de la responsabilité, d'atteinte à l'intégrité et à la sécurité du système d'information et de communication (virus, intrusions sur le réseau interne, vols de données ...).

De plus, mal utilisés, les outils informatiques peuvent aussi être une source de perte de productivité et de coûts additionnels.

Les utilisateurs du système d'information et de communication (SIC) de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), dans l'exercice de leurs fonctions, sont amenés à accéder aux moyens de communication et à les utiliser.

La présente Charte pose les règles relatives à l'utilisation des ressources mises à disposition, dans un but de transparence à l'égard des utilisateurs du SIC.

Ces derniers s'engagent alors, à une utilisation loyale, responsable et sécurisée du SIC.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à l'un des principes protégés par la loi, la responsabilité administrative, pénale et/ou civile de l'agent ainsi que celle de la Collectivité est susceptible d'être recherchée.
--

1. Objectif

La présente Charte informatique est un code de déontologie qui vise à exposer les principales règles et précautions que tout utilisateur du SIC de la CTM doit respecter concernant l'utilisation des ressources informatiques mises à sa disposition.

La Charte informatique a pour objectif de fixer les dispositions visant à assurer, l'efficacité et la sécurité du SIC, la protection des données personnelles et de fournir aux utilisateurs du SIC les bonnes pratiques à observer dans le respect de leur vie privée.

2. Champs d'application

2.1 Les personnes concernées

Sauf mention contraire, la présente Charte s'applique à l'ensemble des utilisateurs du SIC de la Collectivité.

CHARTE_V3.0

Par utilisateur du SIC, il convient d'entendre toute personne autorisée à accéder et à utiliser les ressources informatiques mises à sa disposition par la Collectivité, de façon temporaire ou permanente, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions :

- Élus
- Agents
- Stagiaires
- Employés de sociétés prestataires
- Intervenants et partenaires extérieurs

La Charte informatique s'impose à tous les utilisateurs du SIC.

Les agents doivent accepter la Charte lors de leur entrée dans la Collectivité. Les autres utilisateurs du SIC s'obligent à accepter la Charte lors de leur première utilisation du système d'information.

Cette acceptation peut s'opérer par la signature de la Charte sur un support papier ou par une acceptation par une case à cocher, lors de l'accès au réseau de communication interne opéré par la Collectivité.

2.2 Système d'information et de communication (SIC)

Le SIC de la CTM est notamment constitué des éléments suivants :

- Ordinateurs (fixes ou portables)
- Périphériques (imprimantes, clés USB, disques durs...)
- Tablettes et smartphones
- Réseau informatique (serveurs, routeurs et connectique)
- Photocopieurs reliés aux réseaux
- Téléphones fixes
- Logiciels
- Fichiers
- Bases de données
- Système de messagerie
- Sites intranet et extranet
- Abonnements à des services en ligne
- ...

Pour des raisons de sécurité du réseau, est considéré comme un risque d'atteinte à l'intégrité du SIC, tout matériel personnel des utilisateurs connectés au réseau. A ce titre, les matériels personnels ne peuvent être connectés au réseau interne de la Collectivité.

2.2.1 Postes de travail

Un ensemble « matériel – système d'exploitation – logiciels » est mis à disposition de l'agent lui permettant d'assurer ses missions.

Le matériel mis à disposition demeure la propriété de la CTM.

L'agent n'exerçant plus de fonctions au sein de la Collectivité doit restituer les matériels nomades qui lui avaient été attribués. Un formulaire de restitution de ces matériels sera renseigné par ses soins et supervisé par la Direction des Systèmes d'Information.

2.2.2 Téléphones fixes

La Direction des Systèmes d'information attribue à chaque utilisateur ou groupe d'utilisateurs un téléphone fixe. L'utilisation des téléphones fixes est réservée à des fins professionnelles. Néanmoins, un usage ponctuel du téléphone pour des communications personnelles locales est toléré à condition que cela n'entrave pas l'activité professionnelle.

Il est à noter que certains téléphones disposent d'un annuaire permettant de contacter en interne tous les agents.

Les appels à l'international peuvent être activés sous justification et validation hiérarchique.

L'autorité territoriale peut procéder au contrôle des appels émis.

2.2.3 Terminaux mobiles (téléphones, tablettes, ...)

Des terminaux mobiles (téléphones, tablettes...) sont attribués sous justification et validation hiérarchique.

Toute utilisation de terminaux mobiles à des fins personnelles doit rester occasionnelle.

L'autorité territoriale peut procéder au contrôle des appels émis dans le cadre d'une procédure administrative ou d'une enquête judiciaire.

L'agent s'engage par ailleurs à respecter le règlement intérieur lié à la mobilité, disponible sur l'intranet.

L'agent n'exerçant plus de fonctions au sein de la Collectivité doit impérativement restituer le matériel qui lui avait été attribué selon les procédures en vigueur.

2.2.4 Logiciels

La Collectivité met à disposition, pour l'exercice des fonctions, des logiciels. Ceux-ci peuvent être spécifiques au métier, ou transverses, c'est-à-dire utilisés par l'ensemble des agents au sein de la Collectivité.

Les logiciels sont exclusivement fournis par la Direction des Systèmes d'Information.

2.2.5 Messagerie électronique

La messagerie électronique est un moyen d'amélioration de la communication au sein des organisations de travail et avec des tierces personnes.

La messagerie est accessible depuis tout équipement disposant d'un accès d'internet, personnel ou professionnel, à l'adresse suivante : <https://mail.collectivitedemartinique.mq> ou <https://portal.office.com>.

2.2.5.1 Utilisation professionnelle de la messagerie

Chaque utilisateur du SIC dispose, pour l'exercice de son activité professionnelle, d'une adresse de messagerie électronique attribuée par la Direction des Systèmes d'Information. Cette messagerie est destinée à un usage strictement professionnel. En conséquence, dans le respect de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des communications électroniques, l'employeur est en droit d'y accéder si les nécessités du service l'exigent (à titre non exhaustif : absence prolongée de l'agent, recherche de virus, sous requête d'une autorité judiciaire...). L'accès à la messagerie sera supprimé pour un agent n'exerçant plus de fonctions au sein de la Collectivité.

CHARTE_V3.0

Les messages électroniques comportant un quelconque caractère contraire à la loi, à l'ordre public, à la morale, aux bonnes mœurs, à la réputation ou à la considération de la Collectivité ou de toute autre personne sont strictement interdits.

L'adresse de messagerie de l'agent sera de la forme :

« prenom.nom@collectivitedemartinique.mq »

Le nom retenu par défaut est le nom patronymique sauf homonyme ou indication expresse contraire de l'agent. Il en sera de même pour le prénom qui sera par défaut le 1^{er} prénom sauf indication expresse contraire de l'agent.

Les messages électroniques reçus sur la messagerie professionnelle font l'objet d'un contrôle antiviral et d'un filtrage anti-spam, ce qui n'exclut pas la vigilance des utilisateurs du SIC.

Aux termes des articles 331-1 à 335-10 du code de la propriété intellectuelle, la liste de diffusion et l'annuaire électronique de l'ensemble du personnel, développés par la Collectivité demeurent sa propriété exclusive et leur diffusion est interdite.

La diffusion de messages en masse n'est pas autorisée. Tout envoi exceptionnel de message à l'ensemble du personnel doit être préalablement autorisé par l'administration.

2.2.5.2 Exception à l'utilisation professionnelle de la messagerie

Les messages à caractère personnel sont tolérés, à condition que les messages envoyés soient signalés par la mention "Privé" dans leur objet et soient classés, dès l'envoi, dans un dossier lui-même dénommé " Privé ". Les messages reçus doivent être également classés, dès réception, dans un dossier lui-même dénommé " Privé ". En cas de manquement à ces règles, les messages sont présumés être à caractère professionnel. Cet usage à caractère exceptionnel, ne doit pas perturber l'activité professionnelle, ni entacher la réputation de la Collectivité.

En cas d'usage privé abusif (fréquence des messages reçus ou envoyés, volume des données échangées, type-taille-format des pièces jointes, nombre de destinataires...) ou malveillant avéré de la messagerie, l'autorité territoriale peut procéder, à tout moment, au contrôle des messages entrants ou sortants.

2.2.5.3 Utilisation de la messagerie sur un terminal mobile

En raison de la politique de sécurité de Microsoft, la configuration de la messagerie professionnelle sur un appareil nomade, professionnel ou personnel, permet aux administrateurs du SIC d'effectuer des opérations techniques sur cet appareil (réinitialisation à distance...).

2.2.5.4 Spécificités applicables aux représentants du personnel et organisations syndicales

La messagerie électronique est réservée aux échanges de courriers. Toute transmission de documents, tracts ou textes quel que soit son format n'est autorisée qu'aux adhérents ou sympathisants qui en accepte l'envoi. Un espace de communication sur l'intranet est réservé à cet effet.

Conformément au décret n°85-397 du 3 avril 1985 et à la circulaire du 20 janvier 2016, l'autorité territoriale pourra utilement se référer aux dispositions prévues dans la fonction publique de l'Etat en application du décret n° 2014-1319 du 4 novembre 2014 relatif aux conditions d'accès aux

CHARTRE_V3.0

technologies de l'information et de la communication et à l'utilisation de certaines données par les organisations syndicales et de son arrêté d'application du 4 novembre 2014.

La communication d'origine syndicale sur le réseau informatique du service doit être compatible avec les exigences de bon fonctionnement du réseau informatique et ne pas entraver l'accomplissement du service. Les échanges électroniques entre les agents et les organisations syndicales sont confidentiels. Dans le respect des règles générales de sécurité du système d'information, les messages électroniques en provenance des organisations syndicales parviennent à leurs destinataires sans blocage ni lecture par un tiers. L'administration ne recherche pas l'identification des agents qui se connectent aux pages d'information syndicale accessibles sur le site intranet. Elle ne collecte pas de données à des fins de mesure d'audience sur ces pages.

Les conditions de mise à disposition de la messagerie électronique sont définies en fonction de l'architecture du réseau de la Collectivité, ainsi que des impératifs techniques et de sécurité du système d'information qui peuvent nécessiter de contingenter les envois en nombre.

L'envoi d'E-pétition n'est pas autorisé.

2.2.5.5 Liste de diffusion

La Direction des Systèmes d'Information met à disposition des agents des listes de diffusion permettant d'envoyer un message à un groupe de personnes identifiées (DGA CTM, Chefs de service CTM...).

Afin d'éviter les erreurs ou les abus, certaines listes de diffusion ne sont accessibles qu'à certains agents dûment identifiés.

Pour toute demande de création/modification/suppression de liste de diffusion, il y a lieu de contacter le support informatique.

Spécificités applicables aux représentants du personnel et organisations syndicales

Conformément à l'article 4-1 du Décret du 3 avril 1985 (précité) modifié par le Décret n° 2014-1624 du 24 décembre 2014 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale « *Les conditions d'utilisation par les organisations syndicales, au sein d'une collectivité ou d'un établissement, des technologies de l'information et de la communication ainsi que de certaines données à caractère personnel contenues dans les traitements automatisés relatifs à la gestion des ressources humaines, sont fixées par décision de l'autorité territoriale, après avis du comité technique, dans le respect des garanties de confidentialité, de libre choix et de non-discrimination auxquelles cette utilisation est subordonnée.* »

La liste de diffusion doit répondre aux obligations du Règlement Général de la Protection des Données personnelles (RGPD). Les syndicats devront donc se conformer aux préconisations du délégué à la protection des données.

La Collectivité s'engage à n'exercer aucun contrôle sur les listes de diffusion ainsi constituées, garantissant ainsi le respect de l'opinion d'un agent à l'égard d'une organisation syndicale, de son appartenance, ou de son choix d'accepter ou non de recevoir des messages à caractère syndical.

2.2.5.6 Boîte de services

Pour des besoins de service, il est possible de créer des boîtes aux lettres de services disponibles pour les agents dûment identifiés (Support informatique, Communication CTM...).

Pour toute demande de création/modification/ suppression de boîte aux lettres de services, contacter le support Informatique.

2.2.6 Supports Web (Internet, Intranet, réseaux sociaux, Web TV)

Dans le cadre de leur activité, les utilisateurs du SIC ont accès à Internet via un navigateur web (Internet Explorer, Firefox, Chrome...).

Il est rappelé que les utilisateurs du SIC ne doivent en aucun cas se livrer à une activité illicite, ou sans lien avec l'activité professionnelle et/ou portant atteinte aux intérêts de la Collectivité.

L'utilisation d'Internet est réservée à des fins professionnelles. Néanmoins, il est toléré en dehors des heures de travail un usage modéré de l'accès à Internet pour des besoins personnels à condition que la navigation n'entrave pas l'accès professionnel.

Les utilisateurs du SIC s'engagent lors de leurs consultations Internet à ne pas se rendre sur des sites portant atteinte à la dignité humaine (pornographie, apologie des crimes contre l'humanité et provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leurs origines ou de leur appartenance ou non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée).

Pour des raisons de sécurité et de réglementation, certaines catégories de sites ou sites web sont inaccessibles sur le réseau de la Collectivité.

La liste des catégories à proscrire est soumise à l'avis du Comité Technique et la DSI est en charge d'implémenter ces restrictions.

La contribution des utilisateurs du SIC à des forums de discussion, systèmes de discussion instantanée, blogs, sites est interdite. Elle peut être autorisée, sous réserve d'autorisation préalable de la Direction Générale. Un tel mode d'expression est susceptible d'engager la responsabilité de la Collectivité, une vigilance renforcée des agents est donc indispensable.

Le téléchargement, en tout ou partie, de données numériques soumis aux droits d'auteurs ou à la loi du copyright (fichiers musicaux, logiciels propriétaires...) est strictement interdit.

Tout abonnement payant à un site web ou à un service via Internet, au nom de la Collectivité, doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'autorité territoriale. Tout achat personnel en ligne générant des frais pour la Collectivité est pros crit.

Pour éviter les abus, l'autorité territoriale peut procéder, à tout moment, au contrôle des connexions entrantes et sortantes des sites les plus visités.

Toute saisie d'information impliquant directement la Collectivité sur un site Internet nécessite l'autorisation préalable de l'autorité territoriale.

Toute utilisation de ses coordonnées professionnelles sur Internet engage la responsabilité de l'utilisateur vis-à-vis de la Collectivité sur les propos émis sauf usage de la mention : « Le contenu de ce message n'engage que son auteur et en aucun cas la Collectivité Territoriale de Martinique ».

L'utilisation des services de messagerie instantanée est autorisée, sous réserve que les outils soient ceux installés par la Collectivité.

La Collectivité dispose par ailleurs de :

- Un site Internet accessible à partir d'un navigateur web à l'adresse suivante : <http://www.collectivitedemartinique.mq>
- Un site intranet accessible uniquement sur le réseau de Collectivité : INTRA CTM
- Des pages sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...)
- Une WebTV

L'ensemble de ces moyens de communication sont sous la responsabilité de la Direction de la Communication. Aussi, pour toute remarque ou suggestion, il y a lieu de contacter la Direction de la Communication.

2.2.7 Espaces de stockage et sauvegardes

Un partage réseau est un espace commun à une Direction dans lequel les fichiers sont organisés en répertoires et sous-répertoires. Les autorisations d'accès doivent être validées par le supérieur hiérarchique en fonction de l'organigramme.

Il est recommandé de sauvegarder les fichiers de travail sur les partages réseaux car seuls ceux-ci sont sauvegardés par la Direction des Systèmes d'Information.

Le respect de ces pratiques permettra à la DSI, en cas de perte de fichiers sur les partages réseaux, de restaurer ces données. Dans ces cas précis, il convient de contacter le support informatique.

Chaque agent peut disposer d'un partage réseau personnel. Ces partages seront supprimés pour un agent n'exerçant plus de fonctions au sein de la Collectivité.

De manière générale, il convient :

- d'enregistrer vos documents sur des partages réseaux sauvegardés.
- d'enregistrer les fichiers avec un nom clair, concis et significatif pour faciliter les recherches.

Les partages réseaux mis à disposition par la Direction des Systèmes d'Information sont exclusivement destinés à un usage professionnel. En cas de manquement à cette règle, la DSI pourra procéder à la suppression des fichiers non-professionnels sur le réseau.

2.2.8 Impression et numérisation

Les imprimantes et photocopieurs réseaux sont la propriété de la Collectivité. Sauf indication contraire, ils sont donc utilisables par tout personnel de la Collectivité.

Le paramétrage des imprimantes et des photocopieurs est effectué par la Direction des Systèmes d'Information. Les équipes de la DSI configurent les impressions, depuis les postes informatiques appartenant au domaine de la CTM, vers les matériels d'impression (photocopieurs multifonctions, imprimantes).

De manière générale, ce type de matériel est mutualisé et les attributions individuelles sont à proscrire. Sur certains équipements, la confidentialité des impressions est garantie par la fonction d'impression sécurisée (via un code PIN).

2.2.9 Travail collaboratif

Pour permettre le travail collaboratif, plusieurs solutions sont disponibles (Alfresco, Office 365, SharePoint...).

Seuls les outils mis à disposition par la Collectivité peuvent être utilisés, car ils respectent la sécurité du SIC. Le cas échéant, contacter le support Informatique en précisant votre besoin.

3. Règles générales d'utilisation du système d'information

Tout utilisateur du SIC est responsable de l'utilisation qu'il fait des ressources informatiques, ainsi que du contenu de ce qu'il affiche, télécharge ou envoie et s'engage à ne pas effectuer d'opérations qui pourraient avoir des conséquences néfastes sur le fonctionnement du réseau. Il doit en permanence garder à l'esprit que c'est sous le nom de la Collectivité qu'il se présente sur Internet et doit se porter garant de l'image de l'Institution.

CHARTE_V3.0

Au même titre que pour le courrier papier ou le téléphone, chacun est responsable des messages envoyés ou reçus, et doit utiliser la messagerie dans le respect de la hiérarchie, des missions et des fonctions qui lui sont dévolues et des règles élémentaires de courtoisie et de bienséance.

3.1 Les droits et les devoirs des agents

3.1.1 Un accès règlementé aux ressources

L'accès aux éléments du SIC est protégé par des paramètres de connexion strictement personnels et confidentiels : identifiant et mot de passe.

Ces identifiants sont attribués nommément à chaque utilisateur du SIC doivent être mémorisés et gardés confidentiels. La confidentialité de ce mot de passe est opposable à la hiérarchie.

Ces identifiants ne doivent en aucun cas être communiqués, même temporairement, à un tiers.

L'utilisateur du SIC s'engage à travailler sur les systèmes sous sa propre identité et à ne rien entreprendre pour la masquer.

Les mots de passe doivent respecter un certain degré de complexité et être modifiés périodiquement, conformément à la convention de stratégie des mots de passe en vigueur au sein de la Collectivité. L'utilisateur du SIC peut également modifier à sa convenance son mot de passe, par combinaison des touches CTRL+ALT+SUPPR.

La stratégie des mots de passe à respecter est la suivante :

- Au moins 3 des 4 critères de complexité ci-dessous doivent être inclus dans les mots de passe:
 - o Minuscule
 - o Majuscule
 - o Chiffre
 - o Caractère spécial (!, @, €, \$, £, !, #, ...)
- Le nouveau mot de passe doit avoir une longueur de 8 caractères minimum

3.1.2 Une déclaration des casses, pertes et vols

En cas de perte ou de vol d'un matériel mis à disposition à titre individuel par la Collectivité, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, l'utilisateur du SIC doit effectuer une déclaration auprès des services de Police ou de gendarmerie.

Le remplacement du matériel perdu ou volé s'effectuera sur présentation de ce justificatif et en fonction des matériels disponibles.

En cas de casse, l'utilisateur du SIC devra ramener le matériel endommagé au support informatique.

3.1.3 Cas des agents de la DSI

Les agents de la DSI sont en charge du bon fonctionnement et de la sécurité du SIC. Dans l'exercice de leurs fonctions, ils veillent à faire respecter les droits et devoirs des utilisateurs du SIC, précisés dans la présente Charte et conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Les agents de la DSI disposent d'habilitations particulières selon leurs profils :

- Administrateur systèmes et réseaux : accès à l'ensemble du Système d'Information (serveurs, comptes utilisateurs...)

CHARTRE_V3.0

- Administrateurs applicatifs (droits d'accès sur les applicatifs et interfaces)
- Support informatique : droits et gestion des accès utilisateurs (réinitialisation de comptes, accès aux ressources (répertoires, fichiers...)).

L'utilisateur du SIC est informé que les administrateurs de la DSI peuvent avoir accès à l'ensemble du SIC et mettre en place des outils de contrôle et de surveillance garantissant sa sécurité afin d'effectuer les actions suivantes :

- La sauvegarde, la conservation des informations collectées dans le cadre de leurs missions au sein de la Collectivité
- La protection de l'intégrité et de la confidentialité des données du SIC
- L'actualisation, la maintenance et la réparation des matériels et logiciels...

Les agents de la DSI sont soumis à une obligation de confidentialité. Ils ne peuvent donc divulguer les informations qu'ils sont amenés à connaître dans le cadre de leurs missions, en particulier lorsqu'elles sont couvertes par les secrets des correspondances ou relèvent de la vie privée de l'agent, dès lors que ces informations ne remettent en cause ni le bon fonctionnement technique des applications, ni leur sécurité, ni l'intérêt du service.

En cas de besoin, les agents de la DSI sont autorisés à vous assister par une prise en main à distance, effectuée via un logiciel installé sur les postes. Le technicien informatique sollicitera votre autorisation préalable via une fenêtre bloquante (pop-up).

Dans le cadre de mises à jour et évolution du SIC et lorsque l'utilisateur n'est pas connecté à son poste, l'agent de la DSI peut être amené à intervenir sur l'environnement technique des postes de travail. Il s'interdit d'accéder aux contenus.

En cas de situation jugée grave, telle une attaque virale, la prise en main à distance peut être effectuée sur les postes suspects, avec une session administrateur. Dans ce cas, l'administrateur en charge est tenu d'en informer sa hiérarchie. Dans la mesure du possible, la DSI informera l'agent préalablement.

Ces dispositions concernent tous les agents qui ont accès à des données personnelles.

3.2 Les droits et les devoirs de la Collectivité

3.2.1 Protection des données personnelles

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), applicable depuis le 25 mai 2018, la Collectivité est soumise à l'obligation de renforcement de la protection des données personnelles.

Le Responsable de traitement désigne un Délégué à la Protection des Données interne ou externe. Le Délégué à la Protection des Données veille au respect du règlement et du droit national en matière de protection des données et à la sensibilisation du personnel de la Collectivité sur ce sujet. C'est le Délégué à la Protection des Données qui est l'interlocuteur de la CNIL.

La tenue d'un registre des traitements des données personnelles est rendue obligatoire. Ce registre de traitements détaillera pour chaque traitement identifié :

- Les catégories de données personnelles traitées,
- Les objectifs poursuivis par les opérations de traitements de données,

CHARTE_V3.0

- Les acteurs (internes ou externes) qui traitent ces données, sujets à une clause de confidentialité
- Les flux indiquant l'origine et la destination des données

Le système de contrôle a priori, basé sur les régimes de déclaration et d'autorisation préalables est remplacé par un système de contrôle a posteriori, fondé sur l'appréciation par le responsable de traitement des risques que présente ce dernier.

Certaines formalités préalables à remplir par la DSI auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) demeurent. Il s'agit des traitements des données les plus sensibles (données biométriques, génétiques, ou pour les traitements utilisant le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques). S'agissant des traitements de données à caractère personnel les droits d'accès, de rectification et d'effacement des données sont renforcés.

La non-conformité et les infractions au RGPD sont assorties de sanctions.

3.2.2 La disponibilité et l'intégrité du SI

La Collectivité s'engage à :

- Mettre à disposition les ressources informatiques matérielles et logicielles nécessaires au bon déroulement de la mission des utilisateurs du SIC et ce dans le respect du code des marchés publics
- Informer les agents des diverses contraintes d'exploitation (interruption de service, maintenance...) susceptibles d'occasionner une perturbation
- Respecter la confidentialité des données

4. Assistance, support aux agents

Pour toute demande, incident ou problème d'utilisation des moyens informatiques, l'agent doit effectuer une déclaration soit :

- Via le portail : <http://support-informatique.ctmatinik.mq/>
Accessible avec ses identifiants de session
- Par mail support.informatique@collectivitedemartinique.mq
- Par téléphone : en interne 7777 en externe 0596 78 77 77

Il est possible de suivre la résolution d'une demande via l'outil de gestion des demandes et des incidents de la Collectivité disponible à l'adresse : <http://support-informatique>

5. Accès aux ressources informatiques

L'accès sécurisé aux ressources informatiques de la Collectivité est possible quel que soit le lieu sous réserve d'une configuration particulière des postes, dès lors qu'ils sont connectés à Internet.

Il en est ainsi de la messagerie électronique, accessible via n'importe quel navigateur et poste disposant d'une connexion à internet.

CHARTRE_V3.0

En fonction des droits d'accès aux applications (financières, ressources humaines...) et aux partages réseaux paramétrés sur le réseau interne de la Collectivité, il est également possible de se connecter à l'extérieur des locaux de la Collectivité (accès distant).

Pour activer l'accès à distance, l'agent doit suivre la procédure ou se rapprocher du support informatique.

Lors de cet accès à distance, les bonnes pratiques de sécurité d'utilisation du SIC sont applicables.

6. Sécurité informatique

La sécurité est l'affaire de tous.

Chacun est responsable à son niveau de la sécurité de l'information dans la Collectivité

Chacun se doit d'avertir la Direction des Systèmes d'Information lors de la détection d'un problème de sécurité.

Les 3 principaux objectifs de la sécurité :

- Confidentialité

La confidentialité fait référence à la propriété de l'information d'être uniquement disponible ou divulguée à des individus, entités ou processus autorisés. L'accès à l'information est en quelque sorte réservé aux seules personnes admises à la connaître pour des besoins clairement identifiés.

- Intégrité

L'intégrité d'une information concerne le caractère d'exactitude et d'entièreté des ressources relatives à l'information. C'est-à-dire il s'agit de protéger la véracité et la complète information, ainsi que les méthodes de traitement de cette information.

- Disponibilité

Il s'agit de la propriété (pour un système d'information) d'être accessible et de remplir les fonctions envisagées au moment de la demande d'une entité autorisée, dans les conditions de délais et de performance prévues. Il s'agit ici de protéger l'aptitude d'un système d'information à remplir une fonction dans des conditions définies d'horaires, de délais et de performances.

6.1 Les commandements de sécurité

1. **Suivez les règles et procédures de la sécurité de l'information**

Consultez régulièrement les règles et procédures disponibles sur l'intranet ou transmises par mail.

2. **Protégez vos mots de passe**

Ne révélez jamais vos mots de passe. Si quelqu'un vous les demande, refusez. Notre sécurité implique de ne jamais donner vos mots de passe, ni de les noter sur un support en évidence.

3. **Bloquez l'accès à votre ordinateur**

Si vous quittez votre bureau, bloquez l'accès à votre ordinateur en verrouillant votre session (CTRL+ALT+SUPPR puis sélectionner l'option « Verrouiller » ou appuyer simultanément sur



+ L).

4. **Sauvegardez correctement vos données**

Stockez vos données sur les partages réseaux qui sont sauvegardés régulièrement sur les serveurs de la CTM. Appliquer ces consignes vous permettra de récupérer vos données si elles ont été perdues et d'y avoir accès à tout moment.

5. Assurez-vous de l'identité de vos interlocuteurs

Lors d'une conversation par e-mail ou par téléphone, assurez-vous de l'identité de votre interlocuteur. Soyez prudents à chaque fois que l'on vous demande des informations personnelles, confidentielles, ou importantes au niveau de la Collectivité.

6. Soyez attentifs à vos e-mails

Les e-mails peuvent représenter une menace pour votre ordinateur et pour l'ensemble du réseau informatique. Ne répondez jamais aux e-mails vous demandant des informations personnelles et/ou confidentielles. Vérifiez la provenance, l'innocuité et l'intégrité de chaque pièce jointe.

7. Utilisez intelligemment Internet

L'utilisation d'Internet est limitée pour des raisons de sécurité. L'accès est restreint mais suffisant pour votre usage professionnel. Téléchargez uniquement des fichiers nécessaires à votre travail et soyez attentifs aux fichiers reçus.

8. Utilisez votre antivirus

La Collectivité met à disposition un antivirus qu'il convient d'utiliser pour analyser toutes sources de données qui peuvent représenter un risque. Si vous pensez qu'un virus a infecté votre ordinateur, prévenez immédiatement la Direction des Systèmes d'Information.

9. Utilisez les logiciels déployés par la DSI

N'installez jamais de logiciels non autorisés. Utilisez uniquement ceux mis à votre disposition par votre organisation. Si vous avez besoin d'un logiciel, formulez une demande d'installation à La Direction des Systèmes d'Information.

10. Prenez soin du matériel

Chaque utilisateur du SIC est responsable du matériel mis à sa disposition.

11. Éteignez votre poste de travail

Éteignez votre ordinateur à la fin de votre journée de travail, sauf contre-indication de la DSI.

12. Signalez les incidents

Tout incident doit être signalé au plus vite à la DSI. Cela peut prévenir d'autres incidents similaires.

A toutes fins utiles, une liste des bonnes pratiques est disponible en ligne, dans la rubrique "Nos outils/tutoriels" de l'intranet de la Collectivité Territoriale de Martinique. Via le lien suivant <http://intranet.ctm.mq/8-bonnes-pratiques-a-respecter-en-securite-informatique/> Sous cette même rubrique une présentation "Sensibilisation à la sécurité informatique" est accessible par téléchargement du fichier "Présentation Sécurité".

6.2 Mesures de sécurité

Les risques liés à une infection sont la perte pure et simple de vos données et celles de vos collègues.

La seule solution à ce jour est une restauration de vos fichiers à une date antérieure. De ce fait, cela entraînera incontestablement une perte d'information (perte des mises à jour effectuées entre la date de l'infection et la date de la restauration) et également, une perte de temps.

En cas d'infection, suivre les recommandations suivantes :

- Débranchez immédiatement le câble réseau derrière votre poste ou éteignez-le,
- Contactez la DSI.

7. *Revue des fichiers d'activités*

7.1 *Revue de fichiers automatisées*

Pour des nécessités de maintenance et de gestion technique, de traçabilité, de sécurité ou de détection des abus, l'utilisation des ressources informatiques et des services Internet, ainsi que les échanges via le réseau peuvent être analysés et contrôlés dans le respect de la législation (Loi n° 2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité).

Le SIC s'appuie sur des fichiers d'enregistrements d'activités dits "logs", créés automatiquement.

Ils permettent d'assurer le bon fonctionnement du système, en protégeant la sécurité des informations, en détectant des erreurs matérielles ou logicielles et en examinant les accès et l'activité des utilisateurs du SIC (données de connexion, espace de stockage, volume de données échangées, sites visités...).

Les agents sont informés que de multiples traitements sont réalisés afin de sécuriser l'activité du SIC.

Sont notamment enregistrées les données relatives :

- A l'utilisation des logiciels applicatifs, pour contrôler l'accès, les modifications suppression de fichiers
- Aux connexions entrantes et sortantes au réseau interne, à la messagerie et à Internet, pour détecter les anomalies liées à l'utilisation de la messagerie et surveiller les tentatives d'intrusion et les activités, telles que la consultation de sites web ou le téléchargement de fichiers.

7.2 *Procédure de revue de fichiers*

En cas de dysfonctionnement constaté par la Direction des Systèmes d'Information, il peut être procédé à un examen manuel et à une vérification de toute opération effectuée par un ou plusieurs agents. Lorsque cette vérification porte sur les fichiers d'un utilisateur du SIC, la Direction des Systèmes d'information ne peut ouvrir les fichiers, identifiés comme privés, qu'en présence de ce dernier. Tous les autres fichiers peuvent être ouverts par la Direction des Systèmes d'Information pour vérification.

8. *Information des agents*

La présente Charte est disponible sur l'intranet de la Collectivité.

D'autres documents sont disponibles ou le seront sur l'Intranet de la Collectivité :

- Règlement intérieur lié aux matériels nomades
- Guide des bonnes pratiques informatiques
- ...

9. Bases légales

Sur le plan juridique, il importe que chaque agent respecte les règles d'utilisation de la Charte, afin de se prémunir d'actions susceptibles d'engager outre sa responsabilité disciplinaire, sa responsabilité, civile et/ou pénale.

En effet, la quantité et la facilité de circulation des informations et des contenus sur les réseaux informatiques, notamment l'Internet, ne doivent pas faire oublier la nécessité de strictement respecter la législation en vigueur d'une part, et l'ensemble des obligations déontologiques qui s'applique à tout fonctionnaire d'autre part, au premier rang desquelles, l'obligation de réserve.

9.1 Déontologie – Ethique - Droit disciplinaire

Chaque utilisateur s'engage à respecter les règles de la déontologie informatique dans l'esprit des principes généraux fixés par le statut des fonctionnaires.

Conformément aux droits et obligations des agents publics tels que définis par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale, l'agent doit respecter les obligations de réserve, de discrétion et de secret professionnel.

9.2 Protection des libertés individuelles

En application des dispositions de la loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), la Collectivité respecte les règles légales de protection des données.

Dans le même sens, chacun des utilisateurs du SIC doit s'astreindre à les respecter et à se conformer aux préconisations du Délégué à la Protection des Données (Data Protection Officer). Ainsi, en cas de création ou de constitution de fichiers contenant des données personnelles, l'utilisateur et ou son responsable hiérarchique devront se rapprocher du délégué à la protection des données afin de s'assurer de la conformité au RGPD.

9.3 Sanctions applicables

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à l'un des principes protégés par la loi, la responsabilité administrative, pénale et/ou civile de l'agent ainsi que celle de la Collectivité est susceptible d'être recherchée.

Aussi, **à titre non exhaustif, une annexe rappelle les principaux textes en la matière.**

Tout manquement aux règles définies dans cette Charte est susceptible d'entraîner, en cas d'abus, des sanctions de type :

- Modification/suppression d'habilitations aux logiciels
- Limitation/suppression d'accès à certains sites/ à Internet, à certaines applications
- Non remplacement d'un matériel en mauvais état
- Mesures disciplinaires ...

CHARTE_V3.0

La DSI est chargée de vérifier l'utilisation du SIC dans le respect des règles et de saisir l'administration en cas de dysfonctionnements ou d'utilisation contraire aux termes de la Charte.

Dès lors qu'une sanction disciplinaire est susceptible d'être prononcée à l'encontre d'un agent, celui-ci est informé conformément aux dispositions réglementaires.

Par ailleurs, les articles 226-16 à 226-24 du code pénal précisent les atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques. Tandis que les articles 323-1 à 323-7 du même code portent sur les atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données.

10.Opposabilité de la Charte

La présente Charte a été présentée en Comité Technique, le 15 NOVEMBRE 2018.

Elle a été adoptée par l'Assemblée de Martinique le _____

La Charte sera affichée _____ et disponible sur l'intranet.

Elle est rendue opposable dès sa notification à chaque utilisateur valant acceptation entière de ses termes.

11.ANNEXE : Dispositions législatives et règlementaires

11.1 Protection des données/Informatique et liberté

- Le code de la propriété intellectuelle
- Le code de la protection des données personnelles
- Loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux Libertés, dite loi Informatique et libertés modifiée par la loi n° 2018-133 du 26 février 2018 **portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité**
- Loi du 05/01/1988 sur la fraude informatique. Cette loi, dite de GODEFRAIN, vise à lutter contre la fraude informatique.
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000875419>
- Loi du 10/07/1991 relative au secret des correspondances émises par voie des télécommunications
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000173519>
- Loi du 13/03/2000, portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000005629200>
- Loi n° 2011-334 du 29 mars 2011 (Journal officiel du 30 mars 2011) relative au Défenseur des droits
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT0000023781252
- Loi du 21/06/2004 pour la confiance dans l'économie numérique
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000000801164
- L'article L.2142-6 du Code du travail officialise la possibilité pour les organisations syndicales d'utiliser l'intranet et la messagerie électronique de leur employeur par voie d'accord
<https://www.cnil.fr/fr/lutilisation-de-lintranet-et-de-la-messagerie-electronique-de-lentreprise-par-les-organisations>
- Décret n° 2014-1624 du 24 décembre 2014 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029965154&categorieLien=id>

11.2 Droit disciplinaire

- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant sur les droits et obligations des fonctionnaires
- Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (art. 89 et 90) et le décret n° 89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux

11.3 Code pénal

- Code pénal : notamment les [articles 226-16 à 226-24](#) et [R.625-10 à R.625-13](#)
- Loi Godfrain : notamment les [articles 323-1 et 323-3 code pénal](#)

CHARTE_V3.0



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-63-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception préfecture : 09/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-63-1

PORTANT RECRUTEMENT D'ÉTUDIANTS DOCTORANTS PAR CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE)

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 5 février 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 février 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 12 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la création des postes nécessaires à l'accueil d'étudiants de l'enseignement supérieur, dans le cadre de la Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE), pour la conduite d'études et de projets dans les domaines de compétences exercés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Catégorie	Grade	Indice Majoré	Niveau de recrutement
A	Attaché	388, majoré du régime indemnitaire existant	Doctorant
A	Ingénieur	388, majoré du régime indemnitaire existant	Doctorant

ARTICLE 2 : La rémunération annuelle brute des doctorants salariés ainsi recrutés ne peut être inférieure à 23 484 €.

Cette rémunération est calculée par analogie au 1^{er} échelon des cadres d'emplois des attachés territoriaux et ingénieurs territoriaux.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte (conventions, contrats...) et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-64-1-DE
Date de télétransmission : 18/04/2019
Date de réception préfecture : 18/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-64-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CHARTE RELATIVE À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DES AGENTS TECHNIQUES TERRITORIAUX DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT (ATTE) AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT (EPL) ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EPLFPA)

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;
Vu la loi n°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 12 février 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la charte jointe en annexe, relative à l'optimisation des pratiques de gestion des ressources humaines au sein des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPL) et des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EPLFPA).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





PROJET

***CHARTRE RELATIVE A LA GESTION RESSOURCES HUMAINES
DES AGENTS TECHNIQUES TERRITORIAUX
DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT (ATTEE)***

« POUR DE NOUVELLES PRATIQUES DE GESTION DES ATTEE ENTRE LES EPLE,
LES EPLEFPA ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE »

MAJ 07/11/2018

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
I/ STATUT DES ATTEE	5
1.Missions des ATTEE.....	5
2.Une gestion des ATTEE partagée entre autorité hiérarchique et autorité fonctionnelle	6
II/ POUR DES PRATIQUES DE GESTION DES AGENTS TECHNIQUES TERRITORIAUX DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ADAPTEES ET EFFICACES.....	9
1. Une plus grande diversité de missions pour les ATTEE.....	9
2. Recrutement et mobilité des ATTEE.....	9
3. Recrutement et gestion des apprentis affectés dans les EPLE et EPLEFPA.....	11
4. Organisation du travail.....	11
5. Temps de travail.....	12
6. Gestion des carrières	13
7. Fiches de poste	13
8. Formation	13
9. Habilitations	14
10. Gestion de la paie	14
11. Evaluation annuelle.....	14
12. Pouvoir disciplinaire	15
13. Gestion des risques professionnels.....	15
14. Arrêts de travail	15
15. Accidents de travail	16
16. Dotations vestimentaires et Equipements de Protection Individuelle.....	16
17. Médecine préventive	17
18. Locaux et équipements	17
19. Congés annuels et exceptionnels	17

20. Copies d'examen et transferts de fonds.....	18
21. Diffusion des informations.....	18
22. Réseau de référents.....	19
23. Manifestations festives.....	18
 III/ APPLICATION DE LA CHARTE	19
 IV/ VALIDITE DE LA CHARTE.....	19
 V/ SIGNATURES	19

PREAMBULE

Conformément à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (ATTEE) sont mis à disposition des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPL) et des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EPLEFPA) par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les ATTEE, agents de la CTM, sont répartis au sein de 25 lycées publics (Education Nationale et Enseignement agricole) et de 43 collèges en vue d'exercer les fonctions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique.

L'article L.421-23 du code de l'Education prévoit qu'une convention passée entre les EPL, les EPLEFPA et la Collectivité Territoriale de Martinique précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives.

Face aux difficultés rencontrées au sein des EPL, il est apparu nécessaire de compléter cette convention réglementaire par une charte spécifique « Ressources Humaines ». En effet, la pratique fait apparaître une certaine complexité dans la gestion des ATTEE au quotidien au regard de la double autorité : autorité hiérarchique et autorité fonctionnelle.

La charte a pour objet de fluidifier et d'optimiser la gestion des ATTEE suite aux dysfonctionnements qui ont été relevés. Il s'agit également d'apporter une aide aux différents acteurs amenés à intervenir dans la gestion RH des ATTEE et d'éclairer le personnel sur la place et les missions respectives de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et des EPL et EPLEFPA à leur égard.

Cette charte, réfléchie et élaborée dans le cadre de groupes de travail, marque une étape importante et s'inscrit dans une volonté de développer un partenariat constructif avec la communauté éducative en vue de favoriser le mieux-être au travail.

I/ STATUT DES ATTEE (décret 2007-913 du 15 mai 2007)

1. Missions des ATTEE

a. Missions générales des ATTEE

Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement –ATTEE – sont des agents de la CTM, affectés dans les EPLE et EPLEFPA.

Les personnels techniques sont membres de la communauté éducative. Ils concourent directement aux missions du service public de l'éducation et contribuent à la qualité du cadre de vie et à assurer le fonctionnement des établissements.

Ils sont chargés des tâches nécessaires au fonctionnement des services matériels des établissements d'enseignement, principalement dans les domaines de l'accueil, de l'entretien des espaces verts, de l'hébergement, de l'hygiène, de la maintenance mobilière et immobilière, de la restauration et des transports.

Ils peuvent exercer leurs fonctions dans les spécialités professionnelles suivantes : accueil, agencement intérieur, conduite et mécanique automobiles, équipements bureautiques et audiovisuels, espaces verts et installations sportives, installations électriques, sanitaires et thermiques, lingerie, magasinage des ateliers, revêtements et finitions, restauration.

S'ils exercent une spécialité professionnelle liée à l'entretien des bâtiments, ils peuvent exécuter, en tant que de besoin, des travaux courants dans les autres spécialités du bâtiment.

Ils peuvent également assurer la conduite de véhicules, dès lors qu'ils sont titulaires du permis de conduire approprié en état de validité. Ils ne peuvent toutefois se voir confier de telles missions qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un examen psychotechnique, ainsi que des examens médicaux appropriés. Un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales fixe les conditions dans lesquelles ont lieu ces examens.

Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement sont notamment chargés de fonctions d'entretien courant des locaux et des surfaces non bâties des établissements d'enseignement, qui incluent le maintien en bon état de fonctionnement des installations et la participation au service de magasinage et de restauration.

Ils sont également chargés de fonctions d'accueil consistant à recevoir, renseigner et orienter les usagers et les personnels des établissements ainsi que, plus généralement, le public y accédant, à contrôler l'accès aux locaux et à assurer la transmission des messages et des documents.

Les adjoints techniques des établissements d'enseignement sont appelés en outre à exécuter des travaux ouvriers ou techniques nécessitant une qualification professionnelle.

b. Missions spécifiques des ATTEE chefs d'équipe

Les adjoints techniques territoriaux principaux de 2^e et de 1^{ère} classe des établissements d'enseignement sont appelés à exécuter des travaux ouvriers ou techniques nécessitant une qualification approfondie. Ils peuvent exercer les missions de chef d'équipe au sein des EPLE et EPLEFPA.

Les nominations de chef d'équipe se font après passage devant un jury chargé de vérifier l'aptitude de l'agent à manager une équipe. Ce jury sera composé de représentants de la CTM

et de l'autorité fonctionnelle.

Une fois nommés, les chefs d'équipe devront obligatoirement prendre leurs nouvelles fonctions dans un autre établissement que celui où ils ont exercé jusqu'alors.

Les établissements d'enseignement dotés d'un service de production en restauration ont en plus d'un chef d'équipe pour le service général, un chef d'équipe en restauration chargé de manager l'équipe qui intervient en cuisine, y compris les agents polyvalents en renfort pendant leur temps de service en cuisine.

En qualité de chef d'équipe, ils peuvent être chargés :

- de la conduite des travaux confiés à un groupe d'adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement.
- de diriger les équipes mobiles d'adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement.
- de travaux d'organisation, et de coordination.

Le chef d'équipe dirige une équipe, il répartit le travail entre les membres de son équipe, il vérifie l'exécution du travail ; c'est un homme ou une femme de terrain.

Il peut servir de relais entre les membres de l'équipe et l'autorité fonctionnelle pour diffuser l'information au niveau opérationnel, transmettre les attentes et les préoccupations des deux parties au regard du travail à accomplir.

Il est sollicité en sa qualité de N+1 pour l'évaluation des membres de son équipe et si l'agent évalué le souhaite, mène l'entretien d'évaluation avec **le chef d'établissement ou son adjoint gestionnaire**. En cas d'absence du N+1, l'entretien sera mené par le N+2.

Il doit être force de proposition dans l'organisation du travail, avoir des capacités managériales, être en capacité d'analyser les problèmes, savoir rendre compte, avoir le sens des responsabilités et le sens du contact.

Chaque établissement pourra établir un organigramme permettant une identification claire des relations de travail.

Les ATTEE sont soumis à une double autorité : une autorité hiérarchique dite administrative exercée par le Président du Conseil Exécutif de La Collectivité Territoriale de Martinique et une autorité fonctionnelle exercée par le Chef d'établissement.

L'application de la double autorité nécessite des clarifications pour lever les dysfonctionnements qui apparaissent dans le quotidien. Des réponses concertées sont portées à chaque dysfonctionnement constaté.

2. Une gestion des ATTEE partagée entre autorité hiérarchique et autorité fonctionnelle

- a. *L'autorité hiérarchique ou administrative incarnée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique*

En tant que détenteur de l'autorité hiérarchique, le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité est compétent en matière de nomination, de gestion de carrière et de pouvoir disciplinaire.

Ainsi, la gestion administrative des ATTEE s'effectue au sein de la Direction Générale Adjointe en charge des Ressources Humaines, à partir des quatre directions suivantes :

- La direction du recrutement de l'emploi et des compétences qui regroupe trois services et une mission :
 1. Le service recrutement – mobilité et conseil
 2. Le service de la Gestion Prévisionnelle des Emplois des Effectifs et des Compétences (GPEEC)
 3. Le service relation stagiaires et gestion des apprentis
 4. La Mission de Coordination des Ressources Humaines des EPLE et EPLEFPA
- La direction de la gestion des carrières et des rémunérations qui regroupe quatre services :
 1. Le service gestion des carrières et des rémunérations
 2. Le service gestion administrative et rémunération des assistants familiaux
 3. Service gestion de fin carrière
 4. Service opérations de paye / relations organismes tiers
- La direction de la formation qui regroupe deux services :
 1. Le service accompagnement projets et formations individuelles
 2. Le service ingénierie des formations collectives
- La direction de la prévention, de la santé, de la qualité de vie au travail, composée de trois services et une mission:
 1. Le service dialogue social
 2. Le service relations instances de santé, gestion des accidents de travail (AT) et maladie professionnelle (MP)
 3. Le service prévention des risques professionnels, hygiène, sécurité, conditions et qualité de vie au travail
 4. Mission Handicap

Le service de médecine préventive et professionnelle, directement rattaché à la DGA RH, assure le suivi médical des agents.

La Mission Coordination des Ressources Humaines des EPLE veille particulièrement à la bonne mise en œuvre de la présente charte au sein des EPLE et EPLEFPA. Elle intervient en transversalité sur l'ensemble des aspects RH. Elle effectue une mission d'assistance et de conseil et assure le lien entre les deux autorités.

Le chef de la mission peut être saisi directement par l'une ou l'autre des autorités ou par les agents eux-mêmes et met en place la procédure appropriée.

L'annuaire et l'organigramme des directions, services et missions de la DGA RH sont annexés à la présente charte.

b. L'autorité fonctionnelle assurée par le chef d'établissement

Dans les collèges et lycées, le chef d'établissement est détenteur de l'autorité fonctionnelle.

Aux termes de l'article R421.10 du Code de l'éducation, modifié par le décret n°2011-728 du 24 juin 2011, art.3, le chef d'établissement a notamment :

1°) autorité sur l'ensemble des personnels affectés ou mis à disposition de l'établissement. Il désigne à toutes les fonctions au sein de l'établissement pour lesquelles aucune autre autorité administrative n'a reçu de pouvoir de nomination. Il fixe le service des personnels dans le respect du statut de ces derniers ;

2°) Prend toutes dispositions, en liaison avec les autorités administratives compétentes, pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement ;

3°) Est responsable de l'ordre dans l'établissement. Il veille au respect des droits et des devoirs de tous les membres de la communauté scolaire et assure l'application du règlement intérieur ;

...

Le chef d'établissement est secondé dans ses tâches par un adjoint gestionnaire, membre de l'équipe de direction (art R 421-13 du Code de l'éducation).

L'adjoint gestionnaire est chargé, sous son autorité, des relations avec la collectivité territoriale de rattachement et de l'organisation du travail des personnels mis à disposition de l'établissement. La gestion matérielle, financière et administrative de l'établissement fait également partie de ses attributions.

✓ ***La gestion matérielle et administrative (circulaire 97-035 du 6 février 1997)***

L'organisation interne mise en place au sein des EPLE et EPLEFPA rend indispensable la mise en œuvre d'une fonction de gestion des ressources humaines au niveau de l'établissement.

Elle incombe donc à l'adjoint gestionnaire, qui dirige, sous l'autorité du chef d'établissement, répartit et organise les services de l'ensemble des personnels ATTEE. Il peut le faire en collaboration avec le chef d'équipe.

La charge de la gestion matérielle confère à l'adjoint gestionnaire une responsabilité particulière en matière de sécurité, aux côtés du chef d'établissement et sous son autorité. Son action dans l'exécution des travaux d'entretien des matériels et des locaux ainsi que dans la prévention des risques est alors essentielle.

A ce titre, il se charge de :

- la tenue du registre de sécurité,
- la préparation et la coordination des travaux de la Commission d'Hygiène et de Sécurité,
- la mise en œuvre des mesures proposées par la Commission d'Hygiène et de Sécurité et adoptées par le conseil d'administration,
- l'élaboration du projet annuel de sécurité soumis au conseil d'administration en tant que collaborateur,
- l'organisation périodique des exercices d'évacuation,
- des visites de la commission départementale de sécurité et des organismes de contrôle réglementaires.
- de toutes les actions de formation des personnels ATTEE en la matière.

En cas de danger, il doit informer le chef d'établissement, exécuter sans délai les diligences qui lui incombent et, le cas échéant, prendre toute mesure conservatoire de nature à éviter la réalisation d'un danger imminent.

c. Les compétences partagées entre autorité hiérarchique et autorité fonctionnelle

Si dans la gestion du personnel technique des collèges et lycées, autorité hiérarchique et autorité fonctionnelle se distinguent par la détention de compétences propres, leur marge de manœuvre se confond dans un certain nombre de domaines.

Ces compétences partagées sont au nombre de trois, à savoir :

- l'entretien professionnel (anciennement notation)
- la formation
- les conditions de travail

Une concertation est systématiquement engagée entre la Collectivité Territoriale de Martinique, les EPLE et EPLEFPA dans le cadre de ces trois compétences.

II/ POUR DES PRATIQUES DE GESTION RH DES AGENTS TECHNIQUES TERRITORIAUX DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ADAPTEES ET EFFICACES

1. Une plus grande diversité de missions pour les ATTEE

Le décret 2007-913 du 15 mai 2007 qui précise le transfert de la compétence aux collectivités territoriales identifie les tâches confiées aux ATTEE.

« Ils peuvent exercer leurs fonctions dans les spécialités professionnelles suivantes : accueil, agencement intérieur, conduite et mécanique automobiles, équipements bureautiques et audiovisuels, espaces verts et installations sportives, installations électriques, sanitaires et thermiques, lingerie, magasinage des ateliers, revêtements et finitions, restauration....»

S'ils exercent une spécialité professionnelle liée à l'entretien des bâtiments, ils peuvent exécuter, en tant que de besoin, des travaux courants dans les autres spécialités du bâtiment.

2. Recrutement des contractuels et mobilité des ATTEE

a) Recrutement et gestion des contractuels

La DGA RH / Direction du Recrutement, de l'Emploi et des Compétences / Service Recrutement Mobilité et Conseil procède à la mise en œuvre du recrutement des personnels techniques décidé par le Président, sur la base d'un profil de poste établi par l'adjoint gestionnaire et gère les recrutements, les remplacements en cas d'absence prolongée ou de nécessité de service.

La demande de remplacement ou de renforcement du service est adressée au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, à la DGA RH / Direction du Recrutement, de l'Emploi et des Compétences.

Celle-ci doit être accompagnée d'une fiche de besoins comportant des informations sur le profil de poste, les horaires durant lesquels l'agent effectuera ses missions..., afin de

permettre aux agents du service recrutement/mobilité ou aux gestionnaires de carrière en charge du personnel technique des lycées et collèges de fournir à l'agent recruté un niveau d'information suffisant pour une appréhension optimale du poste, et par conséquent, faciliter son intégration.

Lorsque la décision de recrutement est confirmée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Service Recrutement Mobilité et Conseil en lien avec les gestionnaires de carrière en charge des ATTEE informe immédiatement le chef d'établissement de la date d'arrivée de l'agent par voie électronique.

Le nouvel agent recruté est orienté vers le chef d'établissement ou l'adjoint gestionnaire. Le chef d'établissement ou l'adjoint gestionnaire l'accueille, l'accompagne dans sa prise de fonction et son intégration au sein de l'EPL ou l'EPLFPA.

Il bénéficie d'une formation d'intégration suite à sa prise de poste.

En fin de contrat, l'autorité fonctionnelle doit fournir à la CTM un rapport sur la manière de servir de l'agent contractuel. Cette appréciation sur la manière de servir, appelée « évaluation en fin(s) de période(s) de suppléance » doit être programmée au cours du mois de mai de l'année scolaire en cours, afin de permettre à l'administration de la CTM de diligenter une enquête administrative si le besoin s'en fait sentir.

Ce rapport doit se faire après entretien entre l'agent contractuel et son supérieur hiérarchique direct (N+1) assisté du chef d'établissement ou de l'adjoint gestionnaire par délégation.

b) Mobilité des ATTEE

La Mission de Coordination des relations RH avec les EPL et EPLFPA organise en lien avec les chefs d'établissement et/ou les adjoints gestionnaires le recensement des postes vacants au sein des EPL et EPLFPA.

Deux mois avant la tenue de la Commission Administrative Paritaire (CAP) portant sur la mobilité, le gestionnaire de mobilité informe, par le biais d'une note, les EPL et EPLFPA de son organisation et leur transmet un formulaire de demande de mobilité accompagné de la liste des postes vacants. Ces documents sont portés à la connaissance des agents par l'intermédiaire des adjoints gestionnaires des collèges et lycées et des chefs d'équipe.

Le chef d'établissement ou l'adjoint gestionnaire collecte les formulaires de demande de mobilité et les transmet dans les délais impartis au Service Recrutement Mobilité et Conseil.

A l'issue de la Commission Administrative Paritaire (CAP) et après validation du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, le chef d'établissement d'origine et le chef d'établissement d'accueil sont informés, par tout moyen, dans les meilleurs délais, des mouvements des ATTEE de leur établissement.

Tout agent ayant bénéficié de mobilité ne peut présenter une nouvelle demande de mobilité à l'administration dans les trois ans suivant sa nouvelle affectation. Cette disposition générale peut être dérogée en cas de nécessité absolue. L'administration se réserve le droit après enquête éventuelle de donner suite ou non à la demande de l'agent.

Le chef du Service Recrutement Mobilité Conseil et le chef de la Mission Coordination des Ressources Humaines des EPL sont les interlocuteurs privilégiés des chefs d'établissement et des adjoints gestionnaires dans leur domaine de compétence.

3. Recrutement et gestion des apprentis affectés dans les EPLE et EPLEFPA

A l'instar de La Collectivité Territoriale de Martinique, les EPLE et EPLEFPA peuvent accueillir également des apprentis.

La Direction du Recrutement des Emplois et des Compétences /service relations stagiaires et gestion des apprentis est chargé de la gestion des apprentis recrutés par le Président du Conseil Exécutif de la CTM et affectés dans les EPLE et EPLEFPA. Leur recrutement est mis en œuvre avec l'accord du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique et du Chef d'Etablissement.

L'apprenti est un salarié en formation par alternance. Sa formation se déroule alternativement en centre de formation des apprentis et au sein de l'établissement (son lieu de travail est également un espace d'apprentissage du métier), selon un planning et un tableau négocié d'apprentissage fournis par le centre de formation des apprentis (CFA) à La Collectivité Territoriale de Martinique.

Le service relations stagiaires et gestion des apprentis transmet à l'adjoint gestionnaire le planning et le tableau négocié d'apprentissage afin de permettre au maître d'apprentissage d'accompagner l'apprenti dans son cursus.

Les activités de l'apprenti sont effectuées sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage volontaire et sont supervisées par le chef d'équipe et l'adjoint gestionnaire le cas échéant.

En l'absence du maître d'apprentissage, le chef d'équipe ou l'adjoint gestionnaire organise le travail de l'apprenti et choisit ponctuellement un maître d'apprentissage remplaçant. Ce dernier bénéficie d'une indemnité au prorata de la durée du remplacement (NBI).

Le chef du service relations stagiaires et gestion des apprentis est l'interlocuteur de l'adjoint gestionnaire et du maître d'apprentissage pour toutes les questions concernant l'apprenti (maladies, congés, planning de formation, discipline).

4. Organisation du travail

Un organigramme fonctionnel est élaboré dans tous les EPLE et EPLEFPA afin de clarifier le périmètre d'intervention et les rôles respectifs des ATTEE et du personnel encadrant. Un exemplaire de celui-ci est remis à chaque ATTEE et au chef de la Mission Coordination des Ressources Humaines des EPLE et EPLEFPA (une copie sera transmise aux gestionnaires de carrière en charge du personnel technique des EPLE et EPLEFPA (voie électronique)).

L'adjoint gestionnaire organise les activités des ATTEE au regard du fonctionnement interne de l'établissement. Il constitue les équipes de travail en fonction des compétences, élabore les plannings annuels, précise les secteurs de travail, veille au respect des règles d'hygiène et de sécurité, coordonne les tâches et en contrôle l'exécution.

Ce rôle est délégué au chef d'équipe, sous le contrôle de l'adjoint gestionnaire dans les EPLE et EPLEFPA :

- Gestion du temps de présence (en fonction des droits à congés et récupération et de la charge de travail induite par l'atteinte des objectifs)
- Gestion des prises de poste et de l'ordonnancement des activités en fonction des rythmes scolaires

- Gestion des relais entre ATTEE lors des pauses réglementaires de 20 minutes toutes les 6 heures (incluses dans le temps de travail) ou des indisponibilités : remplacement par rotation sous réserve des aptitudes professionnelles.
- Gestion des plannings en cas d'absence sur autorisations exceptionnelles sous réserve de leur signature par le chef d'établissement après avis de l'adjoint gestionnaire.

Les ATTEE consacrent l'intégralité de leur temps de travail à l'exercice des missions confiées par le chef d'établissement ou son adjoint gestionnaire. A ce titre, les ATTEE sont à la disposition de l'autorité fonctionnelle et se conforment à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles.

5. Temps de travail

L'organisation du temps de travail des ATTEE est intrinsèque au rythme scolaire des EPLE et EPLEFPA au sein desquels ils sont en poste.

Le temps de travail effectif conformément à la réglementation (art.2, décret n°2000-815) se définit comme le temps pendant lequel l'agent est à la disposition de son employeur et se conforme à ses directives sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles. Ainsi ne sont pas inclus dans le temps de travail effectif les temps de repos et les pauses méridiennes dès lors que l'agent peut en disposer librement (CAA Bordeaux, 14/11/2006, n°03BX01910) et les temps d'astreintes.

Leur temps de travail effectif s'inscrit pour les EPLE dans un cadre annuel afin de tenir compte des périodes scolaires et des périodes de vacances (annualisation) : l'intégralité des heures de travail du personnel technique des collèges et lycées est planifiée dès le début de l'année scolaire. Le volume horaire annuel s'appliquant dans les EPLE est de **1 607 heures**.

Le chef d'établissement arrête le volume hebdomadaire effectué par les ATTEE après concertation et en fonction des nécessités de service.

Leur activité dépendant du calendrier scolaire (hors EPLEFPA) est répartie entre :

- les périodes de présence des élèves : base forfaitaire de 36 semaines par an, soit 180 jours
- et les périodes d'ouverture hors présence des élèves (durant les vacances scolaires) afin d'assurer notamment l'entretien des locaux
- Afin d'harmoniser les cycles horaires hebdomadaires au sein des EPLE, les chefs d'établissement ou leurs adjoints gestionnaires peuvent avoir le choix entre plusieurs amplitudes horaires qu'ils peuvent moduler en fonction des spécificités de l'établissement (de 38 H à 43 H pour les agents logés par nécessité absolue de service (agents d'accueil)).

Ainsi un agent qui travaille par exemple sur une amplitude moyenne de :

- 35 H est astreint à 24 jours de permanence
- 38 H est astreint à 21 jours de permanence
- 39 H est astreint à 19 jours de permanence
- 40 H est astreint à 17 jours de permanence
- 43 H est astreint à 14 jours de permanence

Les périodes non travaillées du personnel technique des lycées et collèges correspondent aux périodes de fermeture des EPLE (hors EPLEFPA).

En ce qui concerne **la gestion des contractuels** et compte-tenu de leur période d'embauche actuelle, il convient de proratiser par exemple les jours de permanence comme suit :

- 35 H hebdomadaire astreignant à 15 jours de permanence
- 38 H hebdomadaire astreignant à 01 jour de permanence
- 39 H hebdomadaire astreignant à une récupération de 4 jours de congés supplémentaires.

Les agents doivent respecter l'horaire de travail fixé par l'autorité fonctionnelle et en vigueur dans l'établissement. Le planning de l'agent peut évoluer selon les nécessités de service.

La circulaire n°2002-007 du 21 janvier 2002 précise que l'amplitude journalière maximale est de 11 heures, coupure éventuelle comprise.

Le temps d'astreinte n'est pas inclus dans l'amplitude journalière. Cependant pour les personnels d'accueil logés par nécessité absolue de service, l'amplitude maximale de la journée est fixée à 13 heures.

6. Gestion des carrières

La carrière des ATTEE est gérée par les gestionnaires de carrière en charge du personnel technique des EPLE et EPLEFPA. Ils gèrent l'ensemble du processus de déroulement de carrière (nomination, titularisation, absentéisme, changement de position administrative, promotion interne, avancement de grade ou d'échelon, reclassement, arrêté d'indemnité de congés, états de service, attestation de travail, évolution de l'état civil...).

Ils tiennent et mettent à jour le dossier administratif de l'agent.

Les gestionnaires de carrière sont les interlocuteurs de l'agent dans leur domaine de compétence.

7. Fiches de poste

Les fiches de poste des ATTEE sont élaborées par le chef d'équipe ou à défaut l'adjoint gestionnaire, au cours d'un entretien avec l'agent à partir d'un document-type fourni par le service de la Gestion Prévisionnelle des Effectifs des Emplois et des Compétences (GPEEC). Elles sont transmises à la Collectivité Territoriale de Martinique après visa de l'adjoint gestionnaire et validation par le chef d'établissement.

Ces fiches sont actualisées lors de l'entretien annuel d'évaluation ou à la suite d'une modification intervenue dans les attributions de l'agent (réorganisation de l'équipe, allègement ou aménagement de poste, reclassement...).

Elles sont transmises par courrier ou voie électronique au Service GPEEC.

L'autorité fonctionnelle veille au respect des activités déclinées dans les fiches de poste et informe l'autorité hiérarchique par note en cas de manquement.

Le chef du service de la gestion prévisionnelle des emplois des effectifs et des compétences est l'interlocuteur de l'autorité fonctionnelle dans ce domaine.

8. Formation

Les ATTEE bénéficient d'une formation professionnelle individuelle ou collective tout au long de leur carrière.

Elle résulte :

- Soit d'un recensement des besoins initié par la direction de la formation,
- Soit d'une demande individuelle formulée par l'ATTEE,
- Soit d'une demande motivée du chef d'établissement, de l'adjoint gestionnaire ou du chef d'équipe sous couvert du chef d'établissement.

La Direction de la formation propose également des formations issues du plan de formation pluriannuel de la CTM.

Une formation spécifique d'intégration est proposée à chaque nouvel embauché, suivie le cas échéant de formations de prise en main du poste et/ou de perfectionnement sur le poste, ou encore de connaissance de l'environnement territorial (droits et obligations).

Les besoins en formation exprimés par les ATTEE lors de leur entretien professionnel annuel sont adressés par le chef d'Etablissement à la direction de la formation qui s'engage à une étude de la demande dans les meilleurs délais. Les ATTEE sont informés de la suite donnée à leur demande par courrier, copie est adressée à l'autorité hiérarchique et au chef d'équipe.

L'autorité fonctionnelle propose et organise toute formation spécifique utile au développement des compétences des ATTEE (ex : restauration).

Les formations notamment intra, pourront être organisées pendant les jours de permanence des agents.

Les demandes de formation des agents ATTEE devront faire l'objet d'une demande écrite à partir d'un formulaire mis à leur disposition par la direction de la formation auprès soit de l'adjoint gestionnaire soit du chef d'équipe.

Seul le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique est habilité à autoriser ou non l'agent à suivre une formation en fonction des motivations de l'agent, et des avis qui seront portés sur ledit formulaire par l'autorité fonctionnelle.

Le Directeur de la formation est l'interlocuteur privilégié des adjoints gestionnaires, chefs d'établissement et agents, dans son domaine de compétences, à défaut, l'un des chefs de service de cette direction.

9. Habilitations

Une habilitation est délivrée, au besoin, à chaque agent en fonction de sa spécificité selon la procédure et la réglementation en vigueur (ex : habilitation électrique, conduite d'engin...).

10. Gestion de la paie

La rémunération des ATTEE est effectuée par le service gestion des carrières et des rémunérations au vu des éléments variables d'activité.

Le chef d'établissement ou l'adjoint gestionnaire doit signaler par note à La Collectivité Territoriale de Martinique tout élément pouvant impacter le traitement de l'ATTEE.

Le service gestion des carrières et des rémunérations délivre aux contractuels et vacataires, dès la fin de leur engagement, une attestation POLE EMPLOI, servant à faire valoir leurs droits à l'assurance chômage.

11. Entretien professionnel annuel

L'autorité fonctionnelle organise l'évaluation annuelle des ATTEE dans les délais et selon les procédures établis par la CTM. L'évaluation de l'ATTEE est assurée par le supérieur hiérarchique direct (N+1) qui peut être assisté du chef d'établissement ou de l'adjoint gestionnaire à la demande expresse de l'agent.

Lors de l'entretien, l'évaluateur recense les vœux de l'agent. Le document signé de l'agent, de l'évaluateur et s'il a été présent du chef d'établissement, est transmis par ce dernier à l'autorité hiérarchique. Les services RH de la CTM notifient à l'agent sous couvert du chef d'établissement, les résultats de son entretien professionnel signés par le président du Conseil Exécutif de la CTM.

12. Pouvoir disciplinaire

L'autorité hiérarchique détient le pouvoir disciplinaire.

En cas de manquements de l'ATTEE à ses obligations, il appartient à l'autorité fonctionnelle d'établir un rapport à l'attention du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Au vu des éléments du rapport, la DGA RH convoque l'agent et diligente les procédures adéquates.

13. Gestion et prévention des risques professionnels

Chaque agent doit respecter et faire respecter, en fonction de ses responsabilités hiérarchiques les consignes générales et particulières en vigueur au sein des EPLE et EPLEFPA où ils exercent, pour l'application des prescriptions prévues par la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

La gestion des risques professionnels est assurée au sein de la direction de la Prévention, de la Santé, de la Qualité de Vie au Travail, par le service Prévention des risques professionnels, hygiène, sécurité et condition de vie au travail, à partir d'un réseau d'assistants de prévention des risques professionnels (AP) travaillant en binôme.

Les AP sont saisis :

- soit directement par les agents
- soit par l'autorité hiérarchique
- soit par l'autorité fonctionnelle

Après chaque intervention, ils adressent un « rapport d'intervention » à la Direction de la Prévention, de la santé, de la qualité de vie au travail / Service Prévention des risques professionnels, hygiène, sécurité et condition de vie au travail, transmis par la voie hiérarchique à la DGA RH.

Ils mettent en œuvre les mesures nécessaires à la résolution du problème en étroite collaboration avec l'autorité fonctionnelle et au regard des préconisations du document unique de l'EPLE et de l'EPLEFPA et de celui de la Collectivité.

Les Assistants de Prévention sont les interlocuteurs de l'autorité fonctionnelle pour les questions d'hygiène et de sécurité au travail.

En dehors des événements nécessitant une intervention urgente de leur part, la visite des postes de travail des ATTEE dans les EPLE et EPLEFPA par les assistants de prévention a lieu après information du chef d'établissement.

Un compte-rendu de ces visites sera adressé au chef d'établissement concerné.

14. Arrêts de travail

L'ATTEE qui fait l'objet d'un arrêt de travail doit en informer immédiatement le chef d'établissement, l'adjoint gestionnaire ou le chef d'équipe dans les 48h. Les deux derniers volets (2 et 3) doivent être transmis directement par l'agent à DGA Ressources Humaines de la CTM.

L'autorité fonctionnelle en cas de réception des volets les transmet dans les 48 heures au gestionnaire de carrière en charge du personnel technique des EPLE et EPLEFPA (à la CTM / DGA RH / Direction de la gestion des carrières et des rémunérations).

Le gestionnaire de carrière est l'interlocuteur privilégié de l'autorité fonctionnelle dans ce domaine.

15. Accidents de travail / Maladies professionnelles

Les accidents du travail (AT) sont déclarés dans les 48h auprès de la DGA RH / service relations instances de santé, gestion des AT et maladie professionnelle par le chef d'établissement ou l'adjoint gestionnaire.

Le formulaire de déclaration d'AT est renseigné par l'adjoint gestionnaire avec l'agent concerné et est transmis à la Direction de la Prévention, de la Santé, de la Qualité de Vie au Travail / service relations instances de santé, gestion des AT et maladie professionnelle pour instruction.

L'adjoint gestionnaire remet à l'agent concerné les feuillets de prise en charge des soins et l'invite à consulter le médecin le jour de l'accident.

La Direction de la Prévention, de la Santé, de la Qualité de Vie au Travail invite les AP de la zone concernée à diligenter une enquête le cas échéant, et fait signer la prise en charge par la DGA RH.

Après réception du dossier de déclaration d'AT, ou de maladie professionnelle, la Direction de la Prévention, de la Santé, de la Qualité de Vie au Travail le complète au besoin, le transmet à l'assurance statutaire (titulaires) ou à la CGSS (non-titulaires), saisit le cas échéant la commission de réforme pour avis sur l'imputabilité de l'accident ou de la maladie au service, effectue le suivi médical (visite médicale, expertise...) et réalise les statistiques.

16. Dotations vestimentaires et Equipements de Protection Individuelle

L'autorité fonctionnelle prévoit la dotation et l'entretien des tenues vestimentaires des ATTEE. Elle assure le renouvellement des Equipements de Protection Individuelle (EPI).

Garant de la sécurité au sein de l'établissement, elle veille à leur utilisation. Le port des EPI par l'agent est obligatoire.

L'agent doit :

- porter régulièrement ses EPI,
- signaler toute défectuosité à l'autorité hiérarchique ou fonctionnelle.

Chaque agent a droit à 2 EPI par an et à 3 EPI pour les nouveaux recrutés. Devront figurer sur ces EPI les logos de la CTM et de l'établissement. Le logo de l'établissement peut faire l'objet d'un écusson détachable. Ces écussons peuvent être achetés par les EPLE et EPLEFPA qui y ajouteront les prénoms des agents et l'initiale de leur nom.

Le package de chaque ATTEE se décompose suivant les fonctions et services d'affectation comme suit :

- ***Service général, accueil***: blouses, tuniques et pantacourt, 2 polos, une veste et 2 jeans ou pantalons bleus, chaussures de sécurité.
- ***Cuisine***: Vestes de cuisine, pantalons, T-shirt blanc uni, toques, chaussures et bottes, tabliers blancs, gants spécifiques pour la plonge pour les EPLE et EPLEFPA où il y a de la production.
- ***Espaces verts***: bottes de sécurité, ensemble vestes pantalons, T-shirts, chapeaux (ou bob) ou casquettes, tabliers de protection.
- ***Métiers du bâtiment***: vestes (manches courtes et longues), pantalons renforcés avec poches latérales, T-shirts, chaussures de sécurité.

En plus de ce package il est à prévoir un équipement ciré par établissement se composant de : 2 ensembles imperméables TU ou tabliers (pour utilisation du nettoyeur haute pression).

Les assistants de prévention (AP) de la CTM sont habilités à conseiller le chef d'établissement dans le choix des EPI.

17. Médecine préventive

La surveillance médicale périodique, la surveillance médicale particulière ainsi que les examens obligatoires d'aptitude médicale sur poste à risque particulier des ATTEE sont assurés sur leur temps de travail par la CTM.

Les ATTEE affectés au service de restauration sont soumis à une visite médicale obligatoire chaque année.

Les convocations de médecine professionnelle et préventive sont assurées par la DGA RH / service médecine préventive sur la base d'une liste fournie par les gestionnaires de carrière en charge du personnel technique des EPLE et EPLEFPA.

Ce dernier est l'interlocuteur de l'autorité fonctionnelle dans ce domaine.

18. Locaux et équipements

L'autorité fonctionnelle s'assure de la mise à disposition de locaux et d'équipements appropriés pour le bien-être au travail des ATTEE (salles de repos, vestiaires, douches, tables,

chaises, armoires, micro-ondes, réfrigérateur...), dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

19. Congés annuels et exceptionnels

5. Les congés annuels

Les ATTEE des ELPLE prennent leurs congés durant les périodes de fermeture des établissements. A savoir, durant les vacances scolaires, à l'exception des jours travaillés pendant les périodes d'ouverture hors présence des élèves, comme défini par le planning.

Les EPLEFPA déterminent en collaboration avec les agents et en fonction des nécessités de service les périodes de congés annuels applicables à l'établissement.

6. Les congés exceptionnels

L'autorité hiérarchique peut accorder des congés exceptionnels aux ATTEE (ponts, jours du PCE ...). Ces congés exceptionnels sont communiqués par tout moyen aux chefs d'établissement et/ou à leurs adjoints gestionnaires qui assurent leur diffusion auprès des personnels. Une copie de ces informations sera également transmise aux chefs d'équipe.

Les modalités de mise en œuvre sont facilitées par l'autorité fonctionnelle, après concertation et dans le respect de la continuité de la mission de service public.

La prise des congés exceptionnels par les ATTEE doit faire l'objet :

- d'une part d'une demande auprès du chef d'établissement ou de l'adjoint gestionnaire après information du chef d'équipe
- et d'autre part d'une autorisation préalable du chef d'établissement après avis de l'adjoint gestionnaire.

Les ATTEE peuvent ouvrir un Compte Epargne Temps (CET). La demande est formulée au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment pour les agents qui ont été en congé maladie pendant leur période de congés annuels.

7. Procédure sortie du territoire

Pour toute sortie du territoire dont le début et/ou le terme empiète sur les jours travaillés, la demande doit impérativement être adressée au préalable au chef d'établissement des EPLE qui la soumet dans les 48H aux services RH de la CTM. La réponse de la CTM est adressée aux agents par voie électronique et / ou postale et une copie est adressée pour information à l'autorité fonctionnelle.

Cette demande doit être introduite dans un délai raisonnable permettant un traitement adéquat du dossier de l'agent.

Seule la réponse écrite de l'autorité hiérarchique (la CTM) déclenche l'autorisation ou non de sortie du territoire.

20. Copies d'examen et transfert de fonds vers la Trésorerie

Les copies d'examens sont acheminées par un personnel de l'Etat qui en a la responsabilité. Ce dernier peut être véhiculé par un ATTEE qui remplit les conditions requises (possession du permis B, après tests psychotechniques).

Cette même disposition vaut pour les transferts de fonds des agences comptables vers la trésorerie.

21. Diffusion des informations

Les informations destinées aux ATTEE, sont communiquées :

- Soit directement à l'agent (courrier, voie électronique) si elles revêtent un caractère personnel ;
- Soit sous couvert du chef d'établissement (convocation...).
- Soit directement à l'agent, au chef d'équipe, au chef d'établissement et/ou à l'adjoint gestionnaire (voie électronique) lorsqu'il s'agit d'une information générale.

L'adjoint gestionnaire peut contacter le chef de la Mission Coordination des RH des EPLE et EPLEFPA pour faire part des éventuelles difficultés rencontrées dans la transmission des documents et de toutes remarques visant l'optimisation du processus de transmission des informations au personnel.

22. Réseau de référents

En accord avec l'autorité fonctionnelle, l'autorité territoriale peut désigner des référents au sein des EPLE et EPLEFPA afin de participer à un projet de développement de la CTM.

Ces référents constitués en réseau, exercent une mission ponctuelle déclinée dans une lettre de mission qui en précise les modalités :

- les actions à réaliser
- le début et la fin de la mission,
- les moyens alloués.

Le réseau de référents se renouvelle à chaque projet afin de garantir égalité et équité entre tous les ATTEE.

Dans le cadre du déploiement de la présente charte, des référents thématiques pourront être désignés.

23. Manifestations festives

En tant que personnels de la CTM, les ATTEE des EPLE et EPLEFPA sont destinataires de toutes les invitations aux manifestations festives organisées par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il s'agit :

- des Vœux du Président
- de la Fête de la Famille
- de l'Arbre de Noël

Le calendrier de ces trois fêtes est transmis à l'autorité fonctionnelle tant que faire se peut en début d'année.

Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique informe le chef d'établissement avant la tenue des manifestations concernées.
Cette information doit également être affichée dans l'Etablissement.

L'adjoint gestionnaire et/ou le chef d'équipe reçoit (vent) les invitations de l'ensemble des ATTEE de l'établissement et s'assure(nt) de leur bonne diffusion.

La présence des ATTEE aux manifestations de la CTM est subordonnée à l'accord du chef d'établissement, en fonction des nécessités de service de l'EPLÉ et l'EPLÉFPA.

III/ APPLICATION DE LA CHARTE

Tout ATTEE sera destinataire de la charte.

Les chefs d'établissement veillent à la stricte application de la présente charte pour ce qui concerne les dispositions qui relèvent de leurs compétences et responsabilités.

La Direction Générale Adjointe en charge des Ressources Humaines de La CTM, par délégation du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, est chargée de l'application de la présente charte pour ce qui concerne les dispositions qui relèvent de sa compétence.

Dès signature de la charte, la Mission Coordination des RH des EPLÉ et EPLÉFPA sera chargée de veiller à sa complète diffusion, à son application par l'ensemble des parties prenantes, et de proposer éventuellement des réajustements pour faciliter son application.
Toute proposition d'amendement substantiel sera soumise à l'avis du CT pour modification de la charte.

IV/ VALIDITE DE LA CHARTE

La présente charte prend effet dès sa date de signature et devra rentrer en vigueur pour la rentrée scolaire à compter de 2019. Elle pourra être amendée si les parties prenantes y trouvent un intérêt.

Un exemplaire de la charte signée est remis à chacune des parties prenantes :

- Le Président du Conseil Exécutif de la CTM
- Représentant de l'Académie de Martinique,
- Représentant du Ministère de l'Agriculture /Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique (DAAF),
- Les représentants des chefs d'établissement et adjoints gestionnaires,
- Les organisations syndicales,

VI/ SIGNATURES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190215-19-65-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2019
Date de réception préfecture : 28/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-65-1

PORTANT MOTION DE SOUTIEN AU PROJET DE LA CITE DU RHUM

L'An deux mille dix-neuf, le quinze février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique. :

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Johnny HAJJAR (procuration à David ZOBDA), Marie-Line LESDEMA (procuration à Richard BARTHELERY), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Fred LORDINOT (procuration à Claude BELLUNE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Félix CATHERINE).

La Martinique est le seul territoire qui bénéficie du label « Appellation d'origine contrôlée » pour la qualité de son rhum depuis 1996.

Le rhum de Martinique est présent, dans 100 pays du monde.

C'est le 3^{ème} alcool le plus consommé au monde. Aujourd'hui, il y a 10 distilleries à la Martinique qui sont visitées par 800 000 personnes par an.

Les enjeux économiques, touristiques, culturels et patrimoniaux autour du rhum ne sont plus à démontrer.

Aussi, le projet de la « Cité du Rhum », élaboré sur le modèle de la Cité du vin à Bordeaux et porté par Contact Entreprise, le CODERUM et les acteurs de la filière, mérite particulièrement notre attention.

Les Conseiller(e)s à l'Assemblée de Martinique réuni(e)s les jeudi 14 et vendredi 15 février 2019

- expriment un soutien de principe au projet de la Cité du Rhum à la Martinique ;
- souhaitent qu'un suivi soit mis en place pour l'aboutissement de ce projet qui constitue une occasion de faire rayonner la Martinique dans le monde.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 février 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

